N°3 • 2021

IDées

LE POUVOIR LE MONDE LA VIE

La revue de la Fondation Patriots for Europe

En exclusivité dans ce numéro

Notre Manifeste pour l'avenir de l'Europe

Crise américaine

La peste californienne

La taxonomie

Un piège de Bruxelles contre l'écologie ?

Déforestation

L'urgence d'agir

Au-delà de la guerre et de la paix

Les dérives du système international et le drame européen

Analyse d'un échec

Quelles perspectives pour l'Arménie ?

IDées

LE POUVOIR LE MONDE LA VIE

Pour recevoir le prochain numéro de la revue IDées gratuitement, envoyez un email à

contact@pfe-foundation.eu

« En finir avec une intrusion totalitaire dans les politiques intérieures des Nations. »

Par Hervé Juvin,

« **Manifeste pour une Europe des Nations et des libertés** ». Ce troisième numéro de la revue IDées publie la contribution de députés des Nations européennes, de divers groupes politiques, à la nouvelle Europe (lire pages suivantes). Ce Manifeste est fondé sur ce constat : l'Union européenne est et doit être d'abord le moyen pour chaque Nation de poursuivre son intérêt national. Elle doit pour cela en finir avec la fuite en avant du « toujours plus d'Union », avec les fantasmes fédéralistes, comme avec l'erreur qui consiste à affirmer l'Union contre les Nations. Elle doit en finir avec une intrusion totalitaire dans les politiques intérieures des Nations. Et elle doit tirer toutes les leçons du Brexit, en évitant les certitudes, les suffisances et les arrogances, comme Michel Barnier prétend l'y engager dans l'ouvrage que nous chroniquons (voir notre chronique Livres), à ce jour sans succès. Nous avons élaboré ce Manifeste au cours d'ateliers qui se sont réunis tout au long des dix derniers mois, malgré l'impossibilité d'organiser des réunions ouvertes à l'intérieur du Parlement, avec des élus, y compris serbes et suisses, qui ont bien voulu contribuer à donner à ce Manifeste sa dimension de rassemblement des forces nationales de l'Europe. Nous vous appelons à l'enrichir, à contribuer à ses propositions, à les porter avec nous dans la Conférence pour l'avenir de l'Europe.

Dans ce numéro, nous sommes fiers de publier une analyse de Gérard Chaliand sur **l'Arménie**, le conflit qu'elle a perdu face à l'Azerbaïdjan et les incertitudes qu'elle affronte. Henri Malosse nous révèle les enjeux cachés de **la Taxonomie**, nouvel enfer administratif dans lequel les écologistes veulent enfermer les entreprises européennes, Xavier Raufer nous donne une saisissante lecture de la folie civilisationnelle qui s'est emparée de **la Californie**, Dominique Bilde trace un tableau inquiétant de **la déforestation** en cours, et pour ma part, j'ai choisi de poursuivre une réflexion sur **la guerre moderne**, marquée par ce paradoxe : jamais, au temps des « Droits de l'homme », la guerre n'a fait autant de morts civils ! Que l'exemple de **l'Afghanistan,** après ceux de la Libye, de l'Irak, dissipe les mirages de la guerre facile, de la guerre sans morts, et de ces *regime change* qui n'aboutissent qu'au chaos ! Et que l'Union européenne abandonne la folie de se construire contre les États, les Nations et les peuples, au risque de se condamner elle-même, et de nous condamner nous-mêmes.

Manifeste pour l'avenir de l'Europe

Publié sous l'égide de la Fondation Identité et Démocratie

« Pour une Europe des Nations et des libertés »

Européens, nous le sommes à travers ces petites et grandes patries qui font les Nations et nourrissent l'Europe ! Car nous ne sommes pas de nulle part, nous ne sommes pas des femmes et des hommes hors sol ! Nous ne sommes pas en Europe, nous sommes d'Europe. Notre Europe ne se décide pas dans des bureaux ou des salles de réunion. C'est l'Histoire qui l'a construite, pas des directives et des règlements ! Ce sont les paysans et les ouvriers, les peintres et les poètes, les conquérants et les missionnaires qui l'ont faite !

L'Europe que nous voulons sera fière de ses racines et de son histoire. Elle ne sacrifiera rien à la repentance. Notre Europe est consciente de ce qu'elle doit à ceux qui ont combattu ses ennemis, de la Reconquista espagnole au Champ des Merles en Serbie, et de la Résistance française à Solidarność en Pologne. Notre Europe est riche de la diversité des identités, des singularités, des communautés qui la forment, une diversité dont la transmission familiale est le moteur et dont les frontières sont la condition de la survie.

Les pays de ce qui fut l'Europe de l'Est nous disent l'essentiel à ce sujet. Slovaquie, Slovénie, Pologne, Hongrie, Tchéquie, États baltes, Bulgarie, Roumanie, leur révolte de moins en moins silencieuse contre une Union qui veut leur imposer des mœurs, des principes, des cultures qui ne sont pas les leurs et qu'elles n'ont pas choisie. **Ces Nations lèvent l'étendard des libertés européennes !** Ces pays ont résisté face à la barbarie nazie, ils ont tenu face au totalitarisme de l'Union soviétique, et de même face à l'invasion musulmane dans les Balkans. Ils s'engagent aujourd'hui dans la résistance face aux diktats de l'Union européenne !

Nous, députés et élus européens de dix-sept nationalités et issus de trois groupes politiques, entendons par ce Manifeste de la Fondation Identité et Démocratie affirmer notre engagement pour l'Europe et présenter nos propositions !
Unir les peuples européens demeure une grande idée, un projet pour le siècle que nous vivons, NOTRE projet !
Nous nous sommes rassemblés autour du constat que l'Union européenne a failli, mais pas l'idée européenne ! IL FAUT DONC CHANGER L'UNION ! Et nous pouvons le faire, si nous unissons nos forces au service d'une nouvelle Union !

I. La situation de l'Europe aujourd'hui

Après trois décennies de succès, de paix et de prospérité, l'Union européenne s'est perdue. Elle a sacrifié son unité à la globalisation, s'est abandonnée à une bureaucratie arrogante, elle en a perdu ses valeurs et son sens. Comme si l'économie remplaçait la politique et le marché, la démocratie ! Peu à peu, les peuples ont pris leurs distances avec ce qui devait être le rêve européen. Le départ du Royaume-Uni, avec le Brexit, en est un témoignage flagrant. Depuis le tournant « libéral » des années 1990, l'Union – qui était à l'origine une Communauté européenne - a accumulé les échecs et s'est révélée incapable de protéger les Européens :

• **Incapable de les protéger face au défi du terrorisme** qui fait que malheureusement les Européens ne sont plus en sécurité en Europe !

• **Incapable de défendre des libertés durement acquises** et notamment celles des femmes qui sont soumises à la loi islamique, la « charia », dans un nombre croissant de quartiers de nos cités.

• **Incapable de faire face à la submersion migratoire** qui menace notre modèle de société et nous fait subir un multiculturalisme qui est la négation de toute culture.

• **Incapable de les protéger d'une pandémie** venue d'ailleurs, et d'en finir avec cette ouverture des frontières qui explique la propagation de la pandémie.

• **Incapable de les protéger d'une fracture** de nouveau grandissante entre pays du Nord et pays du Sud en raison d'une politique monétaire aveugle.

• **Incapable de protéger les acquis sociaux** en organisant le dumping social à l'intérieur même de l'Union avec les détachements de travailleurs.

• **Incapable de protéger l'industrie** de l'afflux de produits bon marché venus d'Asie.

• **Incapable de protéger les agriculteurs et les petites entreprises** face aux GAFAM, aux monopoles privés et à la mondialisation qui les écrasent.

• **Incapable de protéger les industries européennes de Défense** face aux diktats des ONG et des fondations financées par les pires ennemis de nos peuples.

Pour remettre l'Union sur les rails de l'Europe, nous devons regarder en face la situation dans laquelle se trouve notre continent.

NOUS PARTAGEONS 6 CONSTATS :

1. Nos libertés sont en danger

La mise en place d'un régime d'obéissance forcée et de contrôle permanent des citoyens, mécanisme qui nous vient tout droit des dictatures communistes et que déploient désormais des monopoles privés, envahit nos sociétés. Elle commence par la mise en place de limiteurs de vitesse dans les voitures, continue avec le « Pass sanitaire », demain la « reconnaissance faciale » généralisée, s'achève par la censure de toute information non conforme et de toute pensée libre. Ce régime fondé sur la peur est la négation des libertés gagnées contre les obscurantismes religieux. Les sociétés européennes se pensaient libérées des totalitarismes du XX^{e} siècle, mais nos libertés se trouvent de nouveau menacées par un autoritarisme du quotidien façon *1984* de Georges Orwell. Des « Ministères de la Vérité » s'érigent partout en « Tribunaux » du politiquement correct, censurent et condamnent à tout va, avec les réseaux sociaux et la majorité des médias comme auxiliaires, et sont en train de détruire nos libertés essentielles – et d'abord celle de chercher la vérité par nous-mêmes, qui a présidé à la Réforme, aux Lumières, et aux Révolutions de libération nationale.

2. L'uniformisation menace nos sociétés

C'est d'abord au sein de la famille, premier lieu de la fraternité, que se sont développées les sociétés européennes. C'est ensuite à l'école, terreau de l'apprentissage du lien social et de l'acquisition des connaissances, que se sont formés les consciences et l'esprit critique. Au sein de chacune des Nations européennes s'est formé un corps social - fait de solidarité, de corps intermédiaires, d'acquis sociaux et de relations complexes d'interdépendance - fruit de l'histoire et de la nature. Des minorités agressives veulent détruire les familles et imposent un nivellement par le bas de l'éducation en détruisant ce fameux « ascenseur social » qui a fait la grandeur de nos pays et qui se fonde sur le mérite et l'excellence. L'Union européenne d'Ursula von der Leyen et d'Emmanuel Macron veut aussi détruire les

> **L'Union européenne oublie que la diversité fait communauté.**

droits sociaux de ceux qui les ont chèrement acquis, génération après génération, en organisant le dumping social du fait de l'arrivée massive de migrants sous-qualifiés et de la course au moins-disant que leur permet le libre-échange. La misère sociale et identitaire naît de politiques qui veulent faire de nous tous, Européens, des migrants comme les autres !

3. Nous entrons dans un monde multipolaire

L'Union européenne n'est plus le premier marché du monde et encore moins une puissance mondiale. Le déclin des Européens est particulièrement significatif dans le domaine de la science, de la médecine et des technologies de l'information, face à la montée en puissance de la Chine, au contrôle resserré des États-Unis sur tous les réseaux mondiaux, et à l'affirmation de nouvelles puissances. Nul ne peut être certain de la place qui sera la sienne dans le monde qui succédera au bipôle actuel Chine-USA. Les Nations européennes doivent reprendre elles-mêmes leur destinée et éviter les politiques de courte vue avec des attitudes de « retour à la guerre froide ».

4. Les monopoles privés deviennent totalitaires

Les marchés n'évaluent plus les risques et ne disent plus les vrais prix, les monopoles des GAFAM ont mis fin à la concurrence, la libre entreprise étouffe sous les normes, les monnaies nationales perdent la confiance des citoyens. Les banques centrales fabriquent des enrichissements sans cause ni limite qui détruisent l'ordre social dans nos Nations. C'en est fini de tout ce qui s'appelait l'économie classique. Que reste-t-il des marchés concurrentiels, ouverts et libres ? L'Union doit en tirer toutes les conséquences, abandonner sa dévotion naïve au libre-échange, et refonder sa politique monétaire sur l'intérêt des Nations et des peuples d'Europe.

5. Le droit étouffe les peuples

La dérive du système européen confère le pouvoir de faire les lois et de les appliquer à des institutions non élues, des groupes de pression minoritaires, des ONG et des fondations dont beaucoup ont des financements obscurs et servent des intérêts étrangers à nos Nations. Au nom d'un état de droit hors sol, décrété par des officines sans légitimité et sans sanction populaire, les Nations se voient peu à peu soumises à des principes et des règles qui leur sont étrangers. L'Union veut déposséder les peuples de leur souveraineté et de leur capacité à choisir leur modèle de société. L'abandon de la procédure du référendum est le signe de cette dépossession nationale, et du recul de la démocratie au nom de l'état de droit.

6. Les souverainetés se réveillent

Les pays de l'Est ont raison de rappeler que l'Union ne leur fera pas abandonner la liberté de placer des crucifix dans les écoles et de décider de leurs lois et de leurs mœurs, que l'Union soviétique n'avait pas su leur retirer ! S'ils se sont révoltés contre l'empire soviétique, ce n'est pas pour accepter celui des bureaucrates de Bruxelles ! Le référendum qui a fait gagner le BREXIT est un signal que Bruxelles ne veut pas entendre. L'Union européenne oublie que la diversité fait communauté ! La souveraineté est le fait des Nations et des peuples, et il n'y a pas plus de souveraineté européenne qu'il n'y a de peuple européen au-dessus de nos peuples et de nos nations !

II. Nos 12 propositions pour une nouvelle Europe

Forts de ces constats et de nos valeurs, nous, députés européens réunis en 2021 sous l'égide de la Fondation « Identité et démocratie », affirmons notre engagement pour un renouveau européen.

• Nous appelons à une Europe des Nations et des libertés.

• Nous affirmons qu'une Europe dominée par un seul État, aussi puissant soit-il, serait la négation de la diversité des Nations européennes.

• Nous affirmons que les citoyens des Nations européennes sont seuls légitimes à décider de leur destin commun, et, de par leurs votes, ils sont les seuls à pouvoir refonder l'ordre juridique européen.

• Nous rappelons que ce sont la diversité, la compétition et l'émulation entre des peuples européens en quête des mêmes objectifs qui ont fondé la puissance, le rayonnement et l'autorité de l'Europe.

• Nous rappelons également que c'est la recherche du bien commun par toutes les forces, entreprises, institutions, travailleurs, investisseurs, qui a assuré l'éclatante réussite européenne.

• Nous voulons que notre Union soit l'affirmation des Nations d'Europe, de leur histoire, de leurs racines et de leurs libertés.

• Nous voulons que notre nouvelle Europe donne sa préférence aux Européens et soit en priorité à leur service.

Pour les Nations et pour nos libertés, notre « nouvelle Europe » aura comme ambition de protéger nos emplois, conserver nos modes de vies et renforcer notre sécurité.

NOUS PROPOSONS DOUZE PRIORITÉS COMME LES DOUZE ÉTOILES DU DRAPEAU HISTORIQUE DE LA COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE :

1 L'Union doit reprendre l'héritage historique des Nations !

Nos nations européennes partagent un héritage millénaire, ancré dans notre Histoire, vivant dans notre héritage culturel. Qui sont-ils, qu'ont-ils construit, conquis, gagné, ceux qui se permettent aujourd'hui de juger les grands Européens des siècles passés ? Qui sont ces individus qui prétendent juger Napoléon I[er], Nicolas II, la reine Victoria, Bismarck, le général De Gaulle ?
La reconnaissance de notre Histoire et de nos racines est un devoir non seulement de mémoire, mais la garantie de notre survie ! La seule vraie valeur de l'Europe, c'est l'intérêt des Nations européennes. C'est la condition de la renaissance de l'Union.
Le drapeau symbolique aux douze étoiles a été accroché en public pour la première fois le 21 octobre 1956 et c'est la cathédrale de Strasbourg qui fut choisie. Nous devons être fiers de notre héritage gréco-romain et de nos racines chrétiennes. Nous devrons continuer ou recommencer à l'enseigner !
Nous proposons d'intégrer les références à nos racines chrétiennes et au principe fondateur de la liberté politique qu'est la souveraineté des Nations dans les traités européens !

Si la diplomatie européenne est absente, c'est parce que la négation des permanences, des héritages et de la transmission la place en apesanteur face aux réalités du monde, qui sont dynastiques, ethniques, religieuses et nationales. Parce que la diplomatie est l'expression de la souveraineté, et que la souveraineté est nationale, seules les Nations détiennent la capacité de négocier, de débattre et de s'engager vis-à-vis de l'extérieur.
C'est pourquoi nous proposons de confirmer le principe de l'indépendance des Nations en matière de politique étrangère et de Défense.
Le rôle de l'Union sera donc de coordonner, s'il y a l'accord des 27, des actions de politique étrangère et de défense européennes, ou de soutenir les actions engagées par un groupe d'États volontaires, en fonction de la situation, de leur expérience et de leur implication dans la région du monde concernée.

> **Les États doivent pouvoir décider qui ils acceptent sur leur sol.**

2 La souveraineté revient aux Nations

L'Union européenne refuse de regarder la réalité en face : une démocratie sans terre n'existe pas. Les peuples européens doivent retrouver leur liberté sur leur territoire. Tenir son territoire est la loi de la vie. La forme politique de la modernité est celle de l'État Nation, et **l'Europe n'est rien si elle n'est pas l'union d'États Nations souverains.**

Plus le pouvoir est lointain, plus il est étranger. La démocratie athénienne était celle de la cité. Les républiques italiennes de la Renaissance étaient aussi des cités.
Les Pères fondateurs des Communautés européennes avaient établi avec justesse le principe de l'égalité de nations souveraines, donnant au Grand-Duché de Luxembourg, en théorie, les mêmes droits qu'à l'Allemagne ou la France. La richesse de l'Europe est de comprendre de grandes et petites nations, des monarchies et des républiques.

La « nouvelle Europe » aura comme principe fondateur le respect de la souveraineté de chaque Nation et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ! L'ordre constitutionnel de chaque Nation est supérieur en droit à l'ordre de l'Union. Ce principe signifie que chaque Nation retrouvera le droit de refuser les directives européennes chaque fois qu'elle juge que l'essentiel est en jeu et que son ordre constitutionnel est atteint. Le principe appliqué en Allemagne, principe qui subordonne toute application d'une directive européenne au respect de la Constitution allemande, principe auquel veille la Cour de Karlsruhe, doit se généraliser et s'appliquer dans tous les domaines des intérêts vitaux et des principes essentiels des Nations.
Le Conseil constitutionnel français avait d'ailleurs statué en ce sens le 19 novembre 2004, en affirmant que la règle constitutionnelle française est supérieure aux traités européens, comme vient de le faire aussi le Tribunal suprême de la Pologne.

Nous proposons que l'ordre juridique de l'Union soit ainsi remis en ordre ; d'abord l'intérêt des Nations, ensuite celui de l'Union, après les droits de l'individu. Notre nouvelle Europe devra corriger la dévolution à des cours d'arbitrage privées du soin de régler les litiges commerciaux dans le cadre des accords de libre-échange et limiter le pouvoir des Cours de Justice à la stricte application des lois dans le respect de l'intérêt supérieur des citoyens européens.
Nous proposons également que la pratique du référendum trouve toute sa place pour valider les décisions de l'Union qui touchent à l'identité ou aux intérêts supérieurs des Nations. Nous demanderons l'inscription dans les Traités des référendums nationaux comme moyen de valider les décisions fondamentales de l'Union.

3 Pas d'Union sans frontières bien protégées et défendues !

Les vagues migratoires récentes, avec l'arrivée de terroristes et trafiquants en tout genre ont mis en danger la sécurité des Européens !
La protection des frontières extérieures s'impose. Les États doivent pouvoir décider qui ils acceptent sur leur sol. Les flux de migrants et de réfugiés doivent être contrôlés. Un pays pourtant réputé généreux et ouvert comme le Danemark vient de prendre des mesures spectaculaires pour endiguer le flot des soi-disant réfugiés politiques dont la majorité sont des imposteurs. Au lieu de montrer du doigt les États qui cherchent à se protéger, notre nouvelle Europe sera à la fois humaine et intransigeante, impitoyable avec les trafiquants d'êtres humains et leurs complices !

La démographie fragile et déclinante de l'Europe ne peut être compensée par des afflux non contrôlés d'illégaux mais au contraire par la robustesse de nos économies, des politiques familiales vigoureuses et surtout un avenir pour les nouvelles générations européennes.
Aucune Nation d'Europe ne devra être contrainte d'accepter des populations étrangères contre sa volonté. Et chaque Nation sera libre de gérer l'accès à son territoire, à ses systèmes sociaux et à sa nationalité selon les critères de son choix. Nous proposerons une loi européenne qui établira cette règle.

Face au terrorisme et aux vagues de migrations illégales, nous proposons de sécuriser nos frontières. L'Agence européenne FRONTEX de Varsovie a été créée pour cela mais la soumission de certaines institutions de l'Union aux influences étrangères et à des ONG complices du trafic des migrants lui interdit d'agir.
Dans notre nouvelle Europe, FRONTEX devra conduire des opérations indispensables de retour vers les pays d'origine des migrants en situation illégale. Toute aide à des pays extérieurs sera subordonnée à la reprise par ces pays de leurs ressortissants, notamment pour l'exécution des peines prononcées contre eux en Europe.
En attendant que l'Europe se dote d'un système de protection efficace de ses frontières extérieures, il faudra suspendre l'application des accords de Schengen et la libre circulation à l'intérieur de l'Union.

4 En faveur de la jeunesse, de la diversité culturelle et des libertés

Nous voulons développer les programmes d'échanges pour les jeunes de type ERASMUS en les élargissant aux apprentis et aux lycéens, dans le respect des enseignements sur nos Histoires nationales et sur nos valeurs !
Nous voulons promouvoir l'enseignement des langues de nos pays et lutter ainsi contre la prédominance d'une langue mondialisée qui va détruire nos cultures !
Nous proposons que l'Union entretienne la diversité linguistique et culturelle des Nations européennes. Les Français parlent le français, comme les Italiens parlent l'italien ! La citoyenneté repose sur la langue, sur une culture distincte, pas sur un multiculturalisme qui appauvrit.
Le multilinguisme, qui était à l'origine la règle dans les institutions européennes, a été peu à peu abandonné au profit aujourd'hui de la pratique quasi généralisée de l'anglais. Nous exigeons que le multilinguisme redevienne la règle de base !

Nous lutterons contre l'exil des cerveaux européens par un projet mobilisateur pour les jeunes générations, celui d'un nouveau siècle des lumières pour l'Europe ! L'Union doit redevenir pionnière en matière de liberté d'expression, de recherche indépendante, d'écologie heureuse, de rétablissement de la concurrence, de protection du marché intérieur. En mettant en route de nouveaux projets européens de recherche, nous proposerons de grandes initiatives dans les sciences du vivant, les nanotechnologies, la conquête de l'espace (relancer les activités de l'Agence spatiale européenne)... Nous nous engagerons à ce que ces projets se développent dans le respect des règles bioéthiques et sans recours abusif à la bureaucratie européenne (les succès passés d'AIRBUS et d'ARIANE sont là pour démontrer qu'on peut y arriver !).

Si l'Europe était à refaire, il faudrait commencer par la culture ! Nous proposons que l'Union affirme une politique culturelle européenne comme conservation, promotion et enrichissement des cultures nationales, régionales et locales.
Nos libertés sont menacées par l'invasion du numérique sans contrôle. L'Union doit défendre la liberté d'expression, d'opinions et le débat public, conditions de la démocratie. C'est pourquoi la censure privée par les prestataires de réseau, quand elle dénie le droit d'expression, devra être considérée comme un délit.
Nos libertés sont aussi menacées par le développement de systèmes de fichage des citoyens honnêtes, de leurs convictions politiques ou religieuses, de leur situation de santé ou familiale. Des données sont ainsi transmises à des sociétés privées, à des fins mercantiles ou d'espionnage. Nous proposerons le renforcement des textes sur la protection des données privées (loi RGPD) afin de mettre un terme aux abus qui se généralisent aujourd'hui.

5 Démocratiser les institutions européennes en retirant les pouvoirs exorbitants de la Commission européenne

S'il y a une réforme prioritaire que nous voulons engager sur le fonctionnement de l'UE, c'est bien celle qui vise à redonner la primauté de l'initiative des politiques et des lois aux Nations et aux peuples européens.
Comment justifier que l'Union européenne, berceau des idéaux de la démocratie, en soit elle-même privée dans son fonctionnement ? Comment se fait-il que l'initiative des lois soit attribuée à l'Exécutif qu'est la Commission européenne, en contradiction avec la séparation des pouvoirs qui fonde notre État de droit depuis Montesquieu. Comment laisser un organe composé de personnalités non élues parler au nom des peuples européens ? Comment laisser des organisations non élues, non représentatives, dotées du seul pouvoir de l'argent, que sont ONG, fondations, lobbys, participer aux décisions européennes, être consultées, écoutées, suivies, et imposer les intérêts qu'elles servent contre la volonté des Européens ?

> **L'Union est devenue le cimetière des libertés individuelles.**

Pour cela, nous retirerons tout rôle politique à la Commission européenne en lui déniant l'initiative des lois et des traités commerciaux. La Commission sera l'administration en charge de préparer les décisions du Conseil, sous le contrôle du Parlement, et de faire avancer la coopération des gouvernements et des parlements sur les sujets de la compétence de l'Union.
C'est aux Nations de l'Europe regroupées au sein du Conseil européen, représentées par les présidents et chefs de gouvernement, qu'il appartiendra de fixer le cap, assistées d'un côté du Conseil des ministres pour rédiger les propositions de loi et de l'autre côté du Parlement européen mais aussi des parlements nationaux pour les voter et ainsi les valider.
Nous voulons également mieux associer les citoyens au travers de mécanismes renforcés de pétitions et de référendum d'initiative populaire (RIP), sous condition de représentativité (par exemple, à la demande de 10 % des électeurs dans cinq pays au moins).
Nous proposons également d'instaurer une clause de « retrait » (« Opting out ») permanente pour qu'à tout moment, un État puisse décider de s'abstraire d'un règlement européen ou de ne pas participer à une action commune.
Nous développerons par contre des « coalitions de volontaires » entre États pour les encourager à coopérer entre eux dans les domaines qu'ils auront choisis en toute souveraineté, sans forcer tous les États membres à y participer.

6 Agir au niveau approprié, faisons revivre la subsidiarité !

Le principe de subsidiarité est d'agir au niveau le plus pertinent. Il a été abandonné au profit d'une centralisation européenne toujours plus poussée. L'Union est devenue le cimetière des libertés individuelles. Les bonnes décisions se prennent au plus près du terrain, avec ceux qu'elles concernent ! Dans les domaines de la gestion des migrants, des mœurs, des systèmes sociaux et des institutions, aucune décision européenne ne doit être prise sans validation des parlements nationaux ou des peuples consultés par référendum.

L'Union doit ainsi retrouver le sain principe des reconnaissances mutuelles qui assurent la liberté de circulation sans imposer des normes uniformes. Tout ce qui est vendu dans un pays, avec ses règles et ses traditions, doit pouvoir circuler partout dans l'Union sans besoin d'une harmonisation qui ne fait que servir les intérêts des grandes entreprises multinationales.
Nous proposons de confier aux États, aux régions, aux collectivités territoriales, la conduite des actions organisées et coordonnées par l'Union européenne. Ce qui peut être bien fait, voire mieux fait par un État ou une collectivité territoriale, ne doit pas être attribué à Bruxelles. Nous établirons cette règle, s'il le faut, en l'intégrant de façon explicite dans les Traités.
Les politiques européennes devront s'attacher à faire vivre les démocraties locales, des régions les plus riches aux territoires ruraux en passant par les territoires insulaires. Les Européens sont très attachés à leurs villages, leurs territoires, comme on dit « leur pays ». Il faudra faire en sorte que les aides européennes aillent soutenir les exploitations petites et moyennes, les artisans, les TPME, les circuits courts et les projets innovants. Ces aides seront viables à condition qu'elles soient rapides, simples et relayées sur le terrain par des corps intermédiaires légitimes et reconnus.

7 Reconnaître le rôle des Nations pour assurer l'État Providence

Il ne peut y avoir sur le sol européen de mise en concurrence entre salariés aux mêmes qualifications par des niveaux de salaires et conditions sociales différentes.
Où est le progrès quand le travailleur détaché du pays à faible salaire vient concurrencer celui qui, vivant de son labeur sur le territoire de ses ancêtres, jouit de droits acquis de haute lutte par ses parents et grands-parents ?
Nous proposerons de mettre fin à la mise en concurrence, à conditions non égales, entre salariés européens en modifiant la directive sur le détachement des travailleurs de manière qu'à travail égal sur le même lieu, il y ait salaire égal et charges sociales égales ! Les directives Bolkenstein devront être modifiées en ce sens et le détachement de travailleurs temporaires interdit sauf en cas de pénurie de main d'œuvre.
Dans le même ordre d'idée, il faudra envisager une convergence des droits sociaux tendant vers le haut et non pas le bas. **La nouvelle Europe doit s'opposer à l'« uberisation des emplois », mais promouvoir au contraire les modèles coopératifs et participatifs des salariés dans la vie de l'entreprise.**

Il est temps que l'Europe défende les salariés européens, leurs droits durement acquis et leur niveau de vie ! Si les multinationales veulent venir en Europe, elles devront s'adapter à nos règles et non pas l'inverse comme aujourd'hui où Bruxelles ne fait que se plier à leurs exigences. Les institutions de protection sociale sont au cœur du pacte commun européen. La justice sociale doit être inscrite comme une valeur fondamentale. Elle doit être opposable à toute action de l'Union européenne qui viendrait briser le pacte social à l'intérieur des nations.
Nous proposerons d'interdire toute politique ou toute directive européenne qui aurait comme conséquence de rabaisser le niveau de protection et de justice sociale dans un pays. Nous demanderons que tout accord commercial extérieur soit, avant d'être signé, examiné à l'aune de ses conséquences sur l'emploi et les droits sociaux.
Nous demanderons que soit reconnu le rôle essentiel des corps intermédiaires et des partenaires sociaux dans la formation des politiques sociales nationales.

8 Que la monnaie soit au service des Nations et des peuples !

Le développement économique n'a de sens que s'il sert l'amélioration des conditions de vie du plus grand nombre, et l'enrichissement financier n'a de sens que s'il est partagé par tous.
Nous proposons que le mandat de la BCE soit renégocié pour y intégrer les impératifs de recherche du plein emploi et de convergence des économies !
Il faudra faire cesser les interférences néfastes de ce que les Eurocrates appellent le dispositif dit du « Semestre européen » qui établit des « diktats » sur les politiques économiques menées par les Nations rattachées à l'€uro. La situation particulière de chaque pays devra être mieux prise en compte.
La réussite de la transition écologique dépend de taux de rendement du capital compatibles avec une gestion durable des ressources ; les 5 à 7 % du rendement des financements bancaires permettent ce que ne permettent pas les 15 % exigés par le système des marchés financiers anglo-américains. Sur le fonctionnement des banques, nous proposerons donc que les Nations européennes donnent mandat à l'Union pour corriger des règles bancaires et assurantielles (Bâle 3 et 4, Solvency 2 et 3, etc.) qui mettent gravement en danger le modèle européen de financement par crédit bancaire et la pérennité de mutualités structurantes pour nos territoires.
Au nom de quoi, en effet, les pays de l'Union devraient-ils adopter des règles, des modèles et des principes venus d'outre-Atlantique, dont certains sont très directement à l'origine de la crise de 2007-2008 ?
Nous proposons que l'Union contribue à la refondation des marchés commerciaux et financiers comme institutions nationales et européennes au service de la concurrence non faussée, de la productivité et de la compétitivité, mais aussi de la liberté de choix du consommateur, de l'intégrité de l'information disponible, de l'authenticité des comptes des entreprises (bilans et comptes de résultat) et de la transparence des mécanismes de formation des prix.
Nous enlèverons à la Commission européenne ses responsabilités en matière de concurrence car elle est juge et partie. Une autorité indépendante sera établie en liaison avec les autorités nationales.

9 L'entreprise individuelle et familiale au cœur de la Nouvelle Europe

Il est temps que l'Europe s'occupe de l'entreprise européenne, la protège et la soutienne ! La petite et moyenne entreprise familiale, source de la richesse européenne, levain de nos territoires, devra se voir assurer les financements nécessaires, notamment par des réseaux de banques locales.
L'Entreprise est l'acteur économique essentiel, comme forme d'organisation collective de l'activité économique humaine. Elle réunit capital, savoir et travail selon toutes les modalités que les associés souhaitent donner à leur association, notamment les formes de sociétés par actions, de sociétés commerciales, mais aussi de sociétés coopératives ou mutuelles, de sociétés à but non lucratif (ou à rentabilité limitée), de sociétés citoyennes. Nous proposons que l'Union révise les directives sur le droit des sociétés pour égaliser les règles de la concurrence entre coopératives, mutuelles et sociétés par actions. Nous proposons que soient révisées les règles de responsabilité des associés : la société

> **La raison des Nations n'est rien si elles ne préfèrent pas leurs citoyens.**

anonyme ne peut être une société à irresponsabilité illimitée ! Nous proposerons aussi qu'elle engage la révision des règles comptables qui imposent une comptabilité à valeur de marché destructrice de relations responsables et durables entre les entreprises, leurs fournisseurs, leurs financiers, et les collectivités où elles sont actives.

Nous proposons que l'Union examine les conditions de protection des biens communs des communautés établies sur un territoire, contre les privatisations abusives de ces biens communs, contre leur pillage par des exploitants de passage ou par les ressortissants d'autres communautés. La reconnaissance d'un droit local aux ressources locales et d'une préférence pour les produits et services locaux doit trouver sa place dans les règles du commerce du marché intérieur.

Nous proposons de restaurer le lien entre l'entreprise et la Nation, l'entreprise et ses territoires. L'initiative privée, l'investissement en fonds propres et le travail devront être au cœur du redressement de nos économies nationales, en luttant contre la bureaucratie, contre le surendettement public et privé et contre une fiscalité trop lourde sur les personnes et les petites entreprises.

Dans le domaine des échanges entre États de l'Union, nous proposons de revenir au sain principe de la reconnaissance mutuelle des normes : tout produit légalement en circulation dans un État pourra circuler librement dans l'Union sans devoir respecter des normes et règlements imposés par une normalisation européenne inutile et au service des grands industriels.

Dans le domaine des sciences de la vie, nouveau terrain de la concurrence stratégique, il appartiendra à la Nouvelle Europe, débarrassée de règles de concurrence d'un autre âge, de soutenir la coopération entre nos champions nationaux et nos centres de recherche universitaires et indépendants, afin de retrouver l'excellence mondiale !

10 Revenir à la préférence communautaire

L'Union européenne, sidérée par le globalisme, refuse de voir que la préférence pour soi et pour les siens est partout la règle. Les États-Unis préfèrent les Américains, comme la Russie préfère les Russes, et Madagascar les Malgaches. L'Union des Nations d'Europe est au service des citoyens de ces Nations, et d'eux seuls, elle les préfère, elle les défend, elle les protège des invasions et elle combat leurs ennemis !

Préférence européenne, préférence nationale, préférence locale ne sont pas des gros mots, c'est la raison des Nations qui ne sont rien si elles ne préfèrent pas leurs citoyens. Parce que le grand marché intérieur a été sacrifié aux ambitions globales de certains, **il est urgent de rétablir le sage principe de la préférence communautaire qui a fait le succès des Communautés européennes à leur début !**

Et il faut que la préférence communautaire soit supérieure à la règle du moins-disant et s'impose partout, en particulier quand sont en jeu nos intérêts stratégiques : autonomie énergétique, autosuffisance alimentaire et circuits courts, indépendance sanitaire et militaire. L'impératif écologique rejoint dans ce domaine l'impératif d'indépendance ; que l'Europe produise elle-même ce qui lui est nécessaire, qu'elle contrôle les secteurs stratégiques, et qu'elle subordonne à ses intérêts propres tous les échanges avec l'extérieur !

L'Europe d'abord ! Les préférences des Nations ou des régions pour les entreprises qui exercent pleinement leur responsabilité nationale, sociale et environnementale, doivent pouvoir s'exprimer dans les appels d'offres, les cahiers des charges, et notamment, dans un « European Buy Act » qui applique la préférence nationale et européenne dans tous les secteurs stratégiques : pharmacie, armement, alimentation, numérique, énergie, etc.

Depuis les années 1990, l'Union européenne a tout misé sur la globalisation des échanges et a obligé ainsi nos Nations à renoncer au pouvoir de décider de leur politique industrielle, commerciale et financière. Des pans entiers de nos industries traditionnelles ont disparu, jusqu'à la fabrication de masques en tissu qui nous ont tant manqué pendant les premiers mois de la pandémie !

Nous devons restaurer les protections aux frontières extérieures, rétablir la priorité aux productions locales, et doter les Nations d'une politique industrielle et commerciale conforme à leurs intérêts. Nous proposons de réintroduire la préférence communautaire dans nos échanges en renégociant nos accords internationaux pour nous protéger face à la concurrence déloyale des produits industrialisés venus d'Asie, aux productions agricoles vendues à perte d'Amérique du Sud et au monopole des services du NET venus des USA. Les investisseurs étrangers pourront se voir imposer un partenariat avec des entreprises locales. La priorité doit être la défense de nos intérêts économiques, la réindustrialisation de nos régions et la préférence aux productions locales.

Nous proposerons de renforcer et élargir les appellations d'origine protégées (AOP) et les indications géographiques protégées (IGP) européennes. Nous demanderons à l'Union d'être beaucoup plus vigilante pour faire respecter les droits des producteurs et entreprises européennes face à la contrefaçon venue de l'extérieur ou aux utilisations abusives des appellations et marques européennes !

11 Nos industries de la défense doivent être renforcées ! Notre sécurité et notre intelligence économique doivent être mieux assurées

La destruction méthodique par l'Union des industries de la Défense des États membres équivaut à une soumission à l'extérieur. Les décisions de la CJUE sur le temps de travail des militaires à aligner sur celui des civils signifie que l'Union est utilisée par nos pires ennemis pour en finir avec nos Nations et nos libertés. Les Nations européennes doivent retrouver leurs capacités à se défendre ! Les atteintes portées à nos industries de Défense à travers les directives européennes sur l'environnement, sur la RSE, sur les exportations de produits duals, posent un problème majeur. Nous mettrons sur la table la question d'une préférence européenne pour les achats d'armement. **La participation à l'OTAN ne signifie pas intégration au complexe militaro-industriel américain !**

Nous traiterons sérieusement la question des cyber-attaques et de l'intelligence économique en donnant à nos États, avec une coordination européenne, les moyens de nous défendre.

Certaines ONG utilisent la censure privée, la diffusion de fausses informations, la manipulation de l'opinion et l'infiltration des media, le terrorisme moral, l'intimidation collective. Nous proposons que la participation de toute ONG aux débats européens soit subordonnée à sa représentativité (nombre d'adhérents en Europe), à l'origine majoritairement européenne de ses financements, et à la transparence sur l'origine de ces financements. Les exigences de transparence imposées aux partis politiques devront intégralement s'appliquer aux ONG et aux Fondations.

12 Pour une écologie responsable et heureuse !

L'Union Européenne cache à peine, sous couvert d'écologie, la tentation de freiner la croissance en Europe, d'imposer les normes des multinationales et d'accélérer ainsi notre déclin démographique, économique et politique. L'écologisme déployé au sein de l'Union européenne sous la forme du « Green Deal » sert notamment à l'uniformisation des politiques énergétiques et agricoles, à des restrictions sévères des libertés individuelles, à un contrôle intrusif de toutes les activités économiques par la « taxonomie ».

Sous le nom de « responsabilité sociale des entreprises » (RSE) se mettent en place des outils de mise sous tutelle, voire de destruction, du tissu d'indépendants, d'artisans, de PME et d'entreprises familiales qui font la vie des territoires. La priorité écologique ne peut être le prétexte à la soumission de l'Europe à des multinationales voraces, à l'escroquerie des renouvelables comme les éoliennes, au tout « moteur électrique » ou à la privatisation des mers, des forêts et du vivant.

La vraie écologie commence par le respect des peuples et de leurs territoires, de leurs modes de vie, de leurs traditions et des cultures qui reflètent l'adaptation, réciproque et millénaire, des hommes à leurs conditions naturelles.

Nous proposons de mettre en place une écologie responsable et équilibrée : la transition vers une économie décarbonée se fera par étapes, sans bouleversement pour nos activités traditionnelles comme l'agriculture.

> **La vraie écologie commence par le respect des peuples et de leurs territoires.**

Nous reboiserons nos forêts, protégerons nos zones humides pour en faire des puits pour capturer le carbone. Nous mettrons fin aux mirages des énergies renouvelables comme l'éolien qui détruit nos paysages. Nous développerons le nucléaire, seule énergie décarbonée surabondante et autonome.
L'Union doit faire payer le vrai prix de la distance et des transports intercontinentaux, et doit promouvoir la recherche et la production d'énergies décarbonées, comme l'est le nucléaire, comme le sera demain l'hydrogène. La priorité écologique appelle la renégociation des accords de libre-échange, la fixation d'un prix externe du CO2, de l'ordre de 150 euros la tonne, qui rendra à une grande partie de l'industrie des Nations européennes la compétitivité qui leur fait défaut du fait de la quasi-gratuité des prix du transport.

III. Continuons le débat pour continuer l'Europe !

Nous sommes persuadés que nous pourrons réunir un nombre considérable de citoyens européens derrière ce projet et trouver demain une majorité d'États européens pour le soutenir. Nos douze propositions sont autant de sujets de débats et d'opportunités de contributions pour les enrichir. Nous ferons en sorte d'en faire une plateforme de consensus susceptible de rassembler le maximum de forces politiques autour des principes d'identité, de souveraineté et de libertés !
Notre projet alternatif prend totalement le contre-pied de ceux qui veulent dissoudre l'Europe dans la globalisation et pensent que nous n'avons rien à proposer !
Notre projet est un retour aux sources ! Une Europe qui reconnaît ses limites et son rôle complémentaire à celui des Nations ! Le retour à une Europe qui protège notre civilisation, une Europe qui respecte la diversité et l'identité de nos peuples, une Europe des Nations libres et souveraines ! Une Europe qui retrouve son âme !
Il ne s'agit pas de faire table rase du passé. L'UE fait partie de nos vies et sa dislocation brutale entraînerait beaucoup d'inconvénients à court terme. Certaines réalisations de l'UE ont pu apporter des avancées positives, comme le programme ERASMUS pour les étudiants, les directives européennes sur l'égalité salariale entre les femmes et les hommes et les jugements qui protègent les libertés individuelles.

Les vrais Européens, c'est nous !

Du meilleur de nos Nations, faisons le meilleur de l'Europe ! De l'élan national qui nous anime, nourrissons l'élan européen ! Car, comme l'a dit l'académicien français André Frossard : **« L'Europe cherche, avec raison, à se donner une politique et une monnaie communes, mais elle a surtout besoin d'une âme. »**

• La Fondation Identité et Démocratie remercie Francesca Donato, Luisa Regimenti, Virginie Joron, Nicolas Bay et Gilles Lebreton qui ont piloté les ateliers à l'origine de ce Manifeste.
• Ce Manifeste est publié sur le site dédié « Manifeste pour l'avenir de l'Europe ! » et ouvert à vos contributions. Suggestions, propositions, corrections sont les bienvenues ! N'hésitez pas et participez à notre contribution au débat nécessaire, ouvert et sincère, pour construire l'Europe que nous voulons !

N°3 • 2021

IDées
LE POUVOIR LE MONDE LA VIE

La revue de la Fondation Identité et Démocratie

Sommaire

16 LE POUVOIR

18 La taxonomie
Un piège de Bruxelles contre l'écologie ?

LE DOSSIER D'IDÉES

30 Crise américaine
La peste californienne

46 LE MONDE

48 Analyse d'un échec
Quelles perspectives pour l'Arménie ?

62 Afghanistan
Kaboul & nous

70 Au-delà de la guerre et de la paix
Les dérives du système international et le drame européen

92 LA VIE

94 L'analyse de Gerolf Annemans
Un malentendu nommé « Belgique » (2e partie)

102 Déforestation
L'urgence d'agir

110 Livres
Une plongée en profondeur dans le fonctionnement des institutions européennes

IDées
LE POUVOIR LE MONDE LA VIE

LE POUVOIR

18 La taxonomie
Un piège de Bruxelles contre l'écologie ?

LES DOSSIERS D'IDÉES

30 Crise américaine
La peste californienne

« Pire qu'un pouvoir occulte, nous découvrons avec la mondialisation une pure absence de pouvoir. »

Luc Ferry, *Penser le changement*

La taxonomie

Un piège de Bruxelles contre l'écologie ?

Par Henri Malosse

**Ancien Président du Comité Economique et Social Européen,
Conseiller à la Fondation Identité et Démocratie**

Dans les classifications des activités, il y a un grand nombre d'incohérences. Le meilleur exemple peut être trouvé dans la production d'éoliennes. Si l'objectif est de remplacer des structures productrices de CO_2, il n'est pas établi que les éoliennes, qui détruisent nos paysages et créent de fortes nuisances sonores, soient le meilleur moyen pour y parvenir.

Introduction

Écologie, écologie, que de fautes on commet en ton nom ! Difficile de ne pas redouter les effets de la mise en place de la Taxonomie à partir de 2022. L'intention est excellente. Devant l'incapacité du système de prix de marché à intégrer l'urgence environnementale, peser sur les financeurs et les assureurs à travers une notation des impacts sur l'environnement des activités qu'ils financent ou qu'ils assurent. Qui peut être contre ? Les difficultés commencent quand il s'agit de mettre en œuvre l'ensemble de mesures qui obligeront chaque entreprise à déclarer ses impacts sur l'environnement, d'abord, ensuite à décider des critères qui permettront de classer chaque entreprise, selon qu'elle contribue à la transition écologique, que ses effets soient neutres, ou qu'elle participe à l'économie carbone qu'il s'agit de dépasser, et enfin, de fixer les pénalités qui s'appliqueront, non pas aux entreprises elles-mêmes, mais à ceux qui les financent ou les assurent. Son application risque d'être destructrice pour les petites et moyennes entreprises, les artisans, les commerçants qui y seront soumis – mais aussi pour le nucléaire civil ou pour les industries d'armement. Voilà une alerte qui vaut lecture, du moins tant qu'il est encore temps de parer au pire !

La revue IDées est la première à livrer à ses lecteurs une analyse détaillée de la taxonomie. Et cette analyse, rédigée pour nous par Henri Malosse, est un avertissement. Rien d'étonnant si la taxonomie est la nouvelle folie de l'Union européenne. Elle associe en effet prétention écologique, passion normalisatrice, et destruction du tissu d'indépendants et de PME qui résiste à l'exploitation de nos territoires par des multinationales hors sol. Comme nous l'écrit Henri Malosse, la taxonomie est un piège pour les entreprises, un enfer administratif pour les petites et moyennes structures, et la révélation du caractère totalitaire d'une écologie dévoyée. L'obligation faite à toute entreprise de déclarer chaque année ses impacts environnementaux, pour être classée, peut apparaître anodine – une déclaration de plus ! Il n'en est rien. Car le bouclage du système est déjà réalisé. Les fonds d'investissement ne pourront pas investir dans une entreprise mal notée, faute eux-mêmes de voir les investisseurs endoctrinés refuser de leur confier leurs capitaux. Ainsi, le fonds souverain norvégien, le mieux doté au monde, n'investit plus dans les sociétés d'armement, dans les sociétés pétrolières, ou dans toute société mal notée par les agences de conformité « écologiques ».

Une banque, soumise elle aussi à l'évaluation de la conformité de ses engagements, ne fera pas crédit à une entreprise mal notée par la taxonomie, ou lui fera payer son crédit plus cher.

Et une société d'assurance sera fondée à refuser d'assurer une entreprise jugée polluante, selon des critères qui échappent à toute logique, mais pas à toute manipulation. Ainsi, pourquoi exclure le nucléaire des activités les mieux notées, alors que le nucléaire fournit une énergie totalement décarbonée ? Ainsi, pourquoi exclure les sociétés d'armement a priori ? Quand la Norvège sera attaquée, il faudra lui rappeler les dommages qu'elle a causés aux sociétés d'armement européennes, garantes de notre indépendance – et il faudra rappeler aux Verts allemands l'inconsistance de leur position sur leur sujet, avant une future invasion de l'Allemagne ! Que la France, puissance nucléaire, puissance militaire, dotée d'une indépendance alimentaire, énergétique et diplomatique fondée sur l'association du civil et du militaire, se laisse contraindre par une fabrique de bureaucrates fous et d'écologistes punitifs dépasse notre compréhension. Et que la France accepte de voir des centaines, des milliers d'entreprises étouffées par une nouvelle contrainte administrative aussi inutile que manipulatrice, au seul bénéfice des grands groupes et des entreprises hors sol, situe le déclassement d'une France, qui se soumet, qui se couche, et qui collabore.

Hervé Juvin

Un gypaète barbu est mort après avoir été touché par une pale d'éolienne. Ce volatile, rare et menacé, avait été réintroduit il y a un an dans la Drôme pour participer à la survie de son espèce. Une tentative soldée par un cuisant échec, et qui ravive le débat sur l'énergie éolienne. « La pression est trop forte aujourd'hui sur le développement de l'éolien (…) Chaque individu perdu compromet la survie de l'espèce. » a estimé Vivien Chartendrault, directeur de la Ligue de protection des oiseaux (LPO) dans la Drôme.

Selon une estimation de la LPO, environ 60 000 oiseaux meurent chaque année à cause des éoliennes en France.

La taxonomie est le nouveau mot en vogue dans le jargon des institutions européennes. Il s'agit d'une évaluation d'un grand nombre de secteurs économiques en fonction de leur impact sur l'environnement. Ces évaluations pourront déterminer l'avenir de ces activités économiques dans la mesure où elles conditionneront l'obtention de crédits ou d'aides publiques et plus largement tout simplement leur survie.

Alors que les Européens n'en peuvent plus d'attendre au bout du tunnel la fin des mesures de restrictions et la venue des vaccins/traitements contre la Covid-19, certains voient en la taxonomie une véritable menace sur la reprise de l'activité économique et sociale.

En effet, au nom d'un « Pacte vert » dont nul ne peut contester le principe, ils craignent des mesures extrêmement technocratiques qui pourraient frapper en particulier les très petites entreprises ainsi que des secteurs entiers de nos économies, même au plan local.

De plus, la Commission européenne a annoncé qu'elle appliquerait la taxonomie à tous les projets présentés dans le cadre du plan européen de relance, baptisé « NextGenerationEU », qui a été doté de 750 milliards d'euros. Déjà ce plan tarde à se concrétiser, depuis son adoption en juillet 2020. Il est toujours en débat à la Cour constitutionnelle allemande et le processus de ratification par les Parlements nationaux des 27, qui est obligatoire dans ce cas, avance très lentement. Les premiers financements ne sont pas attendus avant la fin 2021, au mieux. Et l'ajout d'une nouvelle « conditionnalité verte » pour adopter les projets s'ajoutera à bien d'autres déjà énoncés et imposés par les « pays dits frugaux » et semble bien vouloir remettre en cause ce ballon d'oxygène qu'attendent avec tant d'impatience les pays les plus touchés par la crise sanitaire et économique que sont l'Italie, la France, l'Espagne et le Portugal.

La Commission européenne a annoncé qu'elle appliquerait également la taxonomie à tous les financements qu'elle accorde avec les Fonds Structurels européens (Fonds régional, Fonds Social, Fonds agricole) ainsi qu'aux plans de soutien à l'investissement de la Banque européenne d'investissement. C'est donc un dispositif gigantesque et bureaucratique qui se met en route avec des conséquences énormes pour l'investissement et les emplois.

Le jeu en vaut-il la chandelle ?

Nul ne peut bien entendu contester la nécessité de s'orienter vers une économie décarbonée pour ralentir le réchauffement climatique ni peut nier l'importance de préserver la biodiversité. Mais il y a plusieurs manières de le faire et ce que Bruxelles est en train de mettre en œuvre nourrit beaucoup d'inquiétudes de la part des secteurs économiques les plus touchés.

Qu'est-ce que la taxonomie ?

Le Pacte vert adopté par l'UE début 2020 contient six objectifs fondamentaux :

- Ralentir le réchauffement climatique.
- Adaptation au changement climatique.
- L'utilisation durable et la protection de l'eau et des ressources marines.
- La transition vers une économie circulaire.
- Prévention et contrôle de la pollution.
- La protection et la restauration de la biodiversité et des écosystèmes.

La taxonomie a fait l'objet d'une décision du Conseil et du Parlement européen en 2020 et doit faire preuve d'actes délégués précisant les critères et mesures à prendre par secteur d'ici le 1er Juin 2021. En principe donc, la taxonomie va commencer à s'appliquer aux premiers secteurs concernés en 2022 et aux autres en 2023. Elle institue une classification des activités économiques au sein de toute une série de secteurs déterminés en raison de leur impact sur l'émission de carbone CO_2:

Il s'agit des grands secteurs suivants:

- Agriculture - Forêts -Pêche
- Industrie de production
- Électricité, gaz, air conditionné et évaporation
- Eau, assainissement, déchets et réparations
- Transport
- Technologies de l'Information et de la Communication
- Secteur de la construction et des travaux publics

Si on y regarde de près, il s'agit de presque toutes les activités économiques et sociales humaines, même si on s'étonne de ne pas y trouver le secteur de la santé, avec en particulier la situation des hôpitaux, étrangement oubliés dans cette énumération.

Pour tous ces secteurs, et selon les types d'activités, la Commission européenne établit des critères (« Key Performance Indicators ») pour évaluer la qualité des investissements envisagés en fonction de leur impact sur l'environnement par rapport aux objectifs du Pacte vert. Ces indicateurs seront notamment utilisés par les banques et les assurances pour évaluer les projets et activités de leurs clients sous la supervision des autorités nationales et européennes de régulation.

À l'intérieur de chaque secteur, la Commission européenne établit une distinction entre trois types d'activités:

- **Type A:** Celles qui sont déjà considérées comme bas-carbone (par exemple les chemins de fer) selon l'accord de Paris de la COP 21.
- **Type B:** Celles qui sont encore considérées comme ayant un impact négatif (par exemple les cimenteries, l'industrie du bois, le bâtiment en général).
- **Type C:** Celles qui permettent le verdissement ou la réduction des émission entraînant une réduction substantielle des émissions (la Commission européenne citant en exemple la construction d'éoliennes). On peut trouver dans cette catégorie aussi le secteur des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) dans la mesure où il peut apporter des solutions technologiques pour le « verdissement » des activités.

En fait, les activités de types A et C seront les grandes gagnantes de la taxonomie proposée par la Commission européenne car elles bénéficieront automatiquement des avantages prévues par la taxonomie, à savoir:

- Des "Bons verts" (green bonds), qui donneront un accès facilité et prioritaire aux investisseurs privés au travers de ce que l'on appelle la « finance verte »,
- Une éligibilité prioritaire aux financements publics nationaux ou européens,

Par contre, les activités de type B, qui selon les dernières étude, représentent en gros 75% des activités des secteurs concernés, seront considérées par Bruxelles comme relevant d'une « taxonomie brune » et devront améliorer leurs impacts environnementaux.

Concrètement, si elles ne le font pas, elles pourront se trouver écartés des plans de financements publics, mais aussi des possibilités de contracter des emprunts. Elles risquent également de se voir imposer des surtaxes par leurs compagnies d'assurances.

En effet, le mécanisme de la taxonomie s'adresse en premier lieu aux banques et aux compagnies d'assurances. Chaque réseau financier et d'assurance se trouve engagé à réserver une part croissante de ses interventions au profit des activités de type A et C. En ce qui concerne les activités économiques de type B, il leur appartiendra de contrôler par un recueil de données non financières, si les demandeurs de prêts ou bénéficiaires de contrats d'assurance font des efforts de réduction des émissions de CO_2 ou/et de leur impact « brun ».

Les activités de type B qui, selon les dernières études, représentent en gros 75 % des activités des secteurs concernés, seront considérées par Bruxelles comme relevant d'une « taxonomie brune » et devront améliorer leurs impacts environnementaux.

Le pressing au coin de la rue risquera de ne pas se voir accorder de prêt ou à des conditions défavorables s'il n'est pas assez « vertueux », il verra aussi ses primes d'assurance augmenter pour les mêmes raisons.

En effet, les banques et les assurances seront contraintes, par les Banques centrales nationales, la Banque centrale européenne et les autorités de surveillance, de présenter un bilan de taxonomie de leurs opérations. Elles seront donc incitées, jusqu'à l'agence bancaire ou le courtier de quartier, à demander à leurs clients de quel type d'activités ils relèvent, et en ce qui concernent les « B » de vérifier leur impact environnemental. On peut craindre une augmentation vertigineuse de la paperasse.

La taxonomie va donc impacter l'activité de millions d'entreprises, y compris les très petites d'entre elles, au travers de toute l'Union européenne: Imaginez le gérant de la blanchisserie locale de votre rue! Lorsqu'il voudra investir pour se développer, son banquier sera contraint de lui demander, au moyen de formulaires, une évaluation du risque «environnemental», comme par exemple s'il utilise des produits chlorés et à quel rythme? Pourquoi? Car l'agence bancaire sera soumise aussi à la taxonomie. L'agence devra indiquer au siège social si ses clients ont des bons ou des mauvais points. La Banque centrale européenne exigera un bilan « taxonomique » des établissements bancaires, qui contribuera à leur «notation» et donc aux moyens par lesquels ils pourront bénéficier des lignes de crédit et de refinancement.

Conclusion: le pressing au coin de la rue risquera de ne pas se voir accorder de prêt ou à des conditions défavorables s'il n'est pas assez « vertueux », il verra aussi ses primes d'assurance augmenter pour les mêmes raisons. Les agences bancaires et les assureurs vont ainsi se détourner de nombreux acteurs économiques insuffisamment « vertueux ». En fait, l'application sans modération de la taxonomie pourrait provoquer la fermeture de nombreuses petites industries, artisanats et commerces, incapables de trouver à bon compte des financements!

Le petit garagiste auquel vous aviez l'habitude de confier votre voiture perdra toutes chances de survivre, car il ne pourra s'équiper comme la taxonomie lui demandera (énergie utilisée, déchets...) sans augmenter énormément ses tarifs, ce qui fera fuir sa clientèle. Déjà mis en difficulté par l'irruption de l'électronique, par des discriminations venues des constructeurs sur les pièces détachées et l'application des garanties, allergique trop souvent au numérique, la taxonomie va accélérer leur disparition de même que tous les autres métiers de la réparation. Une évolution qui est, par ailleurs, contraire à l'objectif de lutter contre l'obsolescence programmée de nos biens de consommation. La taxonomie ainsi appliquée ne va-t-elle pas se retourner contre ses objectifs premiers: sans réparations, on va vers les produits « jetables », vers des circuits de plus en plus longs, de plus en plus de transports, de moins en moins de durabilité et des territoires ruraux de plus en plus désertés!

En ce qui concerne certaines activités (prenons l'exemple des cimenteries) incapables de sortir de la taxonomie brune, il ne leur restera plus que les délocalisations.

Pourquoi la taxonomie conçue par Bruxelles se révèle une « usine à gaz » à détruire l'économie européenne?

Faut-il en effet passer au peigne fin toute activité humaine pour déterminer si elle est « compatible ou non » avec la taxonomie? Établir une « police verte » sur chacun de nos mouvements: la façon de se chauffer, de s'éclairer, de se déplacer, de pratiquer des loisirs ou du sport? Comment l'éleveur nourrit ses bêtes, comment l'agriculteur prépare ses semis, comment l'artisan taille son bois, comment fonctionne le pressing du coin de la rue, comment nous faisons du rengagement dans la maison, comment nous nous habillons? Ce nouvel outil ne concernera pas seulement les acteurs économiques, mais chacun d'entre nous, une sorte de « Meilleur des Mondes » vert!

La Commission européenne seule juge des bons et des mauvais élèves

Venons-en à l'aspect le plus inquiétant : qui déterminera quelles sont les activités « vertes » ou « brunes » ? Qui déterminera les critères selon lesquels une entreprise sera une bonne ou une mauvaise élève ? Réponse : la bureaucratie européenne !

Le règlement sur la taxonomie confie en effet de manière exclusive à la Commission européenne la responsabilité d'adopter 7 actes délégués pour déterminer si une activité est durable ou susceptible de causer un dommage environnemental.

Des actes délégués, prévus malheureusement par le Traité de Lisbonne, permettent donc aux bureaucrates de décider pratiquement seuls et sans contrôle démocratique.

Les secteurs professionnels sont très inquiets de voir que des pans entiers de leurs activités seront passés au crible de manière idéologique par des bureaucrates dont certains n'ont pas de réelle expertise technique.

Les professionnels s'inquiètent d'autant plus car ils constatent qu'une fois la classification « brune » » attribuée par Bruxelles, il n'y aura pas de possibilité de recours !

On pense en particuliers aux activités comme la réparation automobile, l'équipement ménager, l'élevage de bétail, cuir et peaux, le textile et la confection, la construction, les services à la personne, le tourisme…

Pour les « actes délégués » en effet, il n'y a pas de contrôle parlementaire sur les décisions de la Commission européenne.

Le contrôle des États membres sur les actes délégués est presque insignifiant. Il existe simplement des groupes d'experts dirigés par la Commission européenne (un représentant par État membre et sous la présidence de la Commission européenne). Ces groupes sont simplement consultatifs et sans droit de vote !

Les secteurs professionnels concernés ont été certes consultés mais sans réelle garantie qu'ils soient écoutés !

La seule consultation structurée a concerné le secteur financier à travers un comité technique comprenant notamment la Banque centrale européenne, la Banque européenne d'investissement et quelques représentants du secteur cooptés. Ce Comité a été transformé désormais en une « plateforme de finance durable » dont les membres ont été choisis par appel à candidatures sur des critères très subjectifs. On y trouve les ONG « vertes » habituelles qui seront sans doute là pour exiger un durcissement des contraintes !

Ne pourrait-on plutôt confier aux organisations professionnelles, qui sont déjà bien structurées au plan européen, la responsabilité d'établir les critères et indicateurs pour déterminer, secteur par secteur, comment tendre vers les objectifs climatiques et environnementaux ?

En ce qui concerne les actes délégués horizontaux eux-mêmes, il serait possible aujourd'hui, en utilisant la procédure d'urgence prévue par le Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (article 358), de les transformer en directives européennes soumises au vote du Conseil et du Parlement européen, et ainsi éviter que des décisions technocratiques, sans possibilité de recours, viennent pénaliser des pans entiers de nos économies.

Des classifications douteuses et des préjugés sans fondement

La détermination des activités qui seront contrôlées et prises en compte au sein de chaque secteur fait encore l'objet de quelques ajustements en raison des protestations de secteurs d'activités que la Commission européenne juge avec des a priori négatifs : gaz, industrie nucléaire, hydrogène…

Un groupe de 10 pays de l'UE a ainsi soumis un « document officieux » à la Commission européenne pour exprimer ses préoccupations. Le document conjoint « a souligné la nécessité de maintenir la possibilité d'utiliser le gaz comme combustible de transition » et a également insisté sur « la possibilité d'utiliser l'hydrogène provenant de diverses sources d'énergie et pas seulement les énergies renouvelables ».

Le document a été signé par la Bulgarie, la Croatie, Chypre, la Tchéquie, la Grèce, la Hongrie, Malte, la Pologne, la Roumanie et la Slovaquie et envoyé à la Commission européenne une semaine après le sommet de l'UE (10-11 décembre 2020) où les chefs d'État avaient convenu à une réduction d'au moins 55 % des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030. Les signataires ont déclaré que leurs demandes « respectaient les conclusions du Conseil européen de décembre ».

Finalement, la Commission européenne a cédé à la pression des dix États membres et a décidé d'accepter d'inclure dans la catégorie A, jusqu'en 2025, la construction de centrales au gaz produisant de l'électricité, du chauffage et du refroidissement, si elles remplacent des installations qui étaient davantage polluantes (charbon, fuel) et réduisent ainsi d'au moins 50 % les émissions de carbone. Mais cette avancée contient aussi de nombreuses conditions et restrictions qui pourraient en limiter la portée.

En ce qui concerne la production d'hydrogène, aucune avancée n'a été acceptée à ce stade par la Commission européenne qui en reste à son interprétation stricte.

Un autre secteur très remonté par l'attitude de la Commission européenne est celui du nucléaire. Sa contribution à la réduction des émissions de carbone ne peut faire aucun doute car c'est en terme de capacités de production d'énergie, à ce jour, l'industrie la plus efficace et la moins polluante en émissions de CO_2.

L'énergie nucléaire est en effet la plus importante source d'énergie à bas carbone de l'Union européenne (26,7 %). Cependant, pour des raisons idéologiques, comme pour le gaz, la Commission européenne refuse de la classer parmi les activités de type A ou C susceptibles d'être prioritaires à la « finance verte ».

Même le Service commun de Recherche de la Commission européenne (JRC) a souligné ce paradoxe et demandé une révision du classement.
Dans les classifications des activités, il y a un grand nombre d'autres incohérences. Le meilleur exemple peut être trouvé dans la production d'éoliennes. Si l'objectif est de remplacer des structures productrices de CO_2, il n'est pas établi que les éoliennes, qui détruisent nos paysages et créent de fortes nuisances sonores, soient le meilleur moyen pour y parvenir. Pourquoi exonérer les constructions d'éoliennes de tout effort environnemental sous le prétexte que le but final est « compatible » avec les objectifs du Pacte vert ?
De même la position des Technologies de l'Information et des Télécommunications est ambigüe. Certes, elles peuvent contribuer indirectement à des réductions d'émissions de gaz à effet de serre (pensons aux visio-conférences que nous utilisons massivement pendant cette crise de pandémie) mais d'autre part, elles nécessitent des matières premières/terres rares, beaucoup de plastique, et sont énergivores. On voit bien comment établir des classements est délicat et que la Commission européenne ici fait clairement le choix des secteurs IT au détriment des industries et activités traditionnelles ! Un choix justifié eu égard aux délocalisations, à la désindustrialisation et à la désertification des territoires ?

L'absence des hôpitaux et de l'ensemble du secteur de la santé pose également question alors que ce sont aussi de gros émetteurs de pollutions.

C'est toute cette classification entre activités de types A,B,C qui semble bien artificielle et sujette à caution. Elle crée également des discriminations, d'autant plus dérangeantes pour les petites entreprises, car autant les grandes peuvent, en globalisant leur différentes activités, trouver les moyens de mettre en avant des activités plus « vertes », autant les petites n'ont pas cette possibilité.
Ce serait un véritable progrès que de ne plus faire ces distinctions, mais de considérer de manière globale les activités économiques, sans discriminations. Car si, par exemple, on classe définitivement certaines activités comme la cimenterie, les scieries ou les mégisseries en « brunes », elles se délocaliseront, ce qui ne réglera pas le problème du réchauffement climatique mais accélèrera le déclin économique et social de l'Europe.
Dans un autre ordre d'idée, on ne voit pas pourquoi il ne faudrait pas aussi intégrer les questions sociales, sanitaires et de développement local dans les arbitrages des institutions publiques et des financiers. Aussi importante que soit la question environnementale, elle ne saurait faire oublier que l'objectif n'est pas de « sauver la planète toute seule », mais d'assurer le bien-être de l'humanité, notamment des générations à venir.
Enfin, l'exclusion du nucléaire du bénéfice de la finance verte, alors qu'elle est la source d'énergie la plus importante parmi les « bas-carbone » et que l'Union européenne, depuis le Traité EURATOM de 1958, est censée elle-même en assurer la promotion, pose réellement question !

Selon que vous serez puissant ou misérable…

Toutes les entreprises et tous les entrepreneurs ne seront pas égaux devant la taxonomie. Chaque entrepreneur devra fournir une quantité extraordinaire d'informations à son banquier pour un prêt, à son assureur pour un contrat et aux autorités compétentes pour recevoir une aide, européenne ou nationale. On voit déjà comment les administrations trouveront une raison facile de refuser des aides ou des exemptions !
L'exercice sera relativement aisé pour des grands groupes qui pourront optimiser ces différentes activités, mais comment l'épicier du quartier ou le petit artisan taxi réagira quand on lui demandera de justifier lui-même tout ce qu'il fait ou bien ce qu'il achète ! Déjà stressé par toutes les administrations, le patron de TPE/PME, l'artisan ou l'indépendant devra, une fois de plus, passer son temps libre à remplir des formulaires et à répondre à des questionnaires.

L'organisation européenne de la Chimie souligne qu'exiger la production d'hydrogène seulement à partir des énergies renouvelables n'est pas réaliste à l'horizon de la décennie actuelle.

Vingt-six banques ont testé la taxonomie entre janvier et août 2020 sur plus de quarante transactions en cours ou récemment clôturées ainsi que sur des relations clients existantes. À la suite de cet exercice, le rapport a proposé huit recommandations aux législateurs, aux régulateurs et aux banques elles-mêmes, pour rendre l'exercice moins contraignant et moins pénalisant pour leurs clients, notamment les PME, artisans et indépendants !
Selon le rapport, les éléments suivants présentent des défis importants pour la réglementation de la taxonomie : la complexité de la réglementation pour les PME, le manque de méthodologie commune pour aborder l'évaluation de l'adaptation au changement climatique, la difficulté à apporter des preuves sur les effets des activités en cause, la nécessité de tenir compte des conditions sociales et de la réalité du terrain.
Pour le moment, la Commission européenne n'a pas encore répondu clairement à ces préconisations.
Ne pourrait-on solliciter plutôt les corps intermédiaires (organisations professionnelles, chambres consulaires) pour établir des codes de conduite, secteur par secteur, qui serviraient ainsi de lignes directrices pour orienter la transition des activités vers l'économie décarbonée, sans passer par le recueil des informations non financières pour chaque entreprise, jusqu'à la plus petite ?

Une période de transition nécessaire qui n'est pas prise en compte

De nombreux secteurs se mobilisent pour dénoncer ce qui pourrait devenir une immense machine à « punir ». On peut prendre ainsi l'exemple du secteur de la construction : le Conseil allemand de la construction durable (DGNB) a ainsi réalisé au cours des derniers mois une étude concernant onze pays de l'UE sur l'application des principes de la taxonomie sur soixante-deux projets de construction de différents types, allant du neuf à la rénovation de logements, de l'habitat à la construction d'espaces commerciaux ou de bureaux. Il a démontré que sur ces soixante-deux projets, un seul était capable de répondre totalement aux objectifs de taxonomie tels qu'établis par les experts de la Commission européenne ! Et encore, ce sont des associations engagées dans la construction durable qui le disent ! Elles ont souligné également la difficulté à fournir toutes les indications techniques demandées, dont certaines semblent aux professionnels trop théoriques et non adaptées à la réalité du terrain.

L'association DGNB plaide donc également pour des lignes directrices flexibles adoptées par les professionnels plutôt que des normes rigides. Elle souligne aussi la nécessité de s'adapter à la réalité des régions et des climats européens : construire des habitations dans le nord de la Suède près du cercle polaire n'est pas la même chose que sous le chaud soleil de Chypre !
L'organisation européenne de la Chimie (CEFIC) a publié également une prise de position s'inquiétant du manque de flexibilité du processus de taxonomie telle que la Commission européenne l'envisage. Elle demande que l'on prenne en compte la situation de l'emploi, des régions et du secteur avant de prendre des mesures négatives pour le secteur.

Une écologie humaniste est la seule réponse possible face aux défis qui nous entourent.

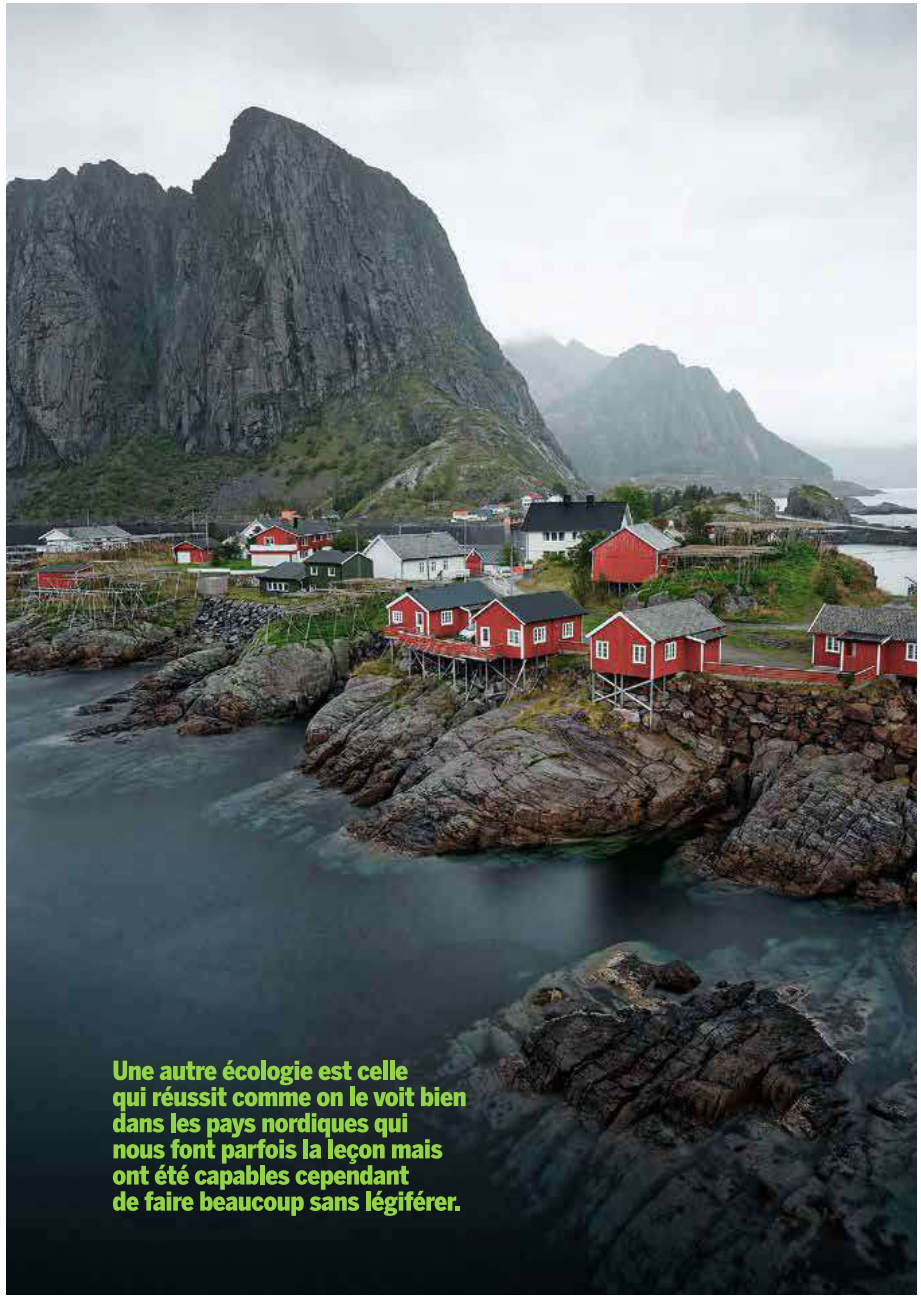
Le CEFIC considère qu'il faudrait encourager les évolutions possibles par la recherche-développement et l'innovation qu'elle demande de soutenir. D'autre part, elle souligne qu'exiger la production d'hydrogène seulement à partir des énergies renouvelables n'est pas réaliste à l'horizon de la décennie actuelle. Elle s'étonne que la Commission européenne ne soutient pas pour le moment la production d'hydrogène par un procédé d'extraction chimique d'hydrocarbures fossiles (méthane, charbon, pétrole) ou par électrolyse de l'eau. Plutôt qu'un classement en «brun», le secteur de la chimie aimerait voir l'UE financer la R&D et soutenir une transition raisonnée vers le décarboné. Il voudrait aussi qu'on prenne en compte tout ce qu'il peut apporter en amélioration des performances environnementales à de multiples secteurs, de la santé aux transports. Si on continue à la prendre en «bouc émissaire», cette industrie va tout simplement se délocaliser, en faisant aussi augmenter les émissions de CO_2 en raison des transports. La même réflexion vient du secteur du plastique, également montré du doigt en raison du problème du traitement des déchets.

Beaucoup d'autres secteurs comme par exemple le textile/habillement, l'industrie du bois ou des métaux, réclament la prise en compte d'un objectif de transition, alors que la taxonomie des experts de la Commission européenne voudrait figer à l'instant «T» la situation d'une entreprise ou d'un secteur.
La taxonomie ne devrait-elle pas agir plutôt comme un marqueur pour évaluer la marge de progression et non comme une sanction définitive qui signe l'arrêt de mort d'une profession?

Pour une autre taxonomie!

La taxonomie telle que conçue aujourd'hui par la Commission européenne ressemble malheureusement à une «usine à gaz» qui va démolir des pans entiers de nos économies, surtout les petites entreprises et l'artisanat sur les territoires les plus fragiles. Elle va accélérer la concentration des secteurs économiques, pousser aux délocalisations et à la désertification de nos campagnes. On voit bien qu'une autre forme de taxonomie est possible: décentralisée, portant la responsabilité sur les acteurs de terrain et les corps intermédiaires, flexible et tournée vers l'aide à une vraie transition énergétique et écologique et qui ne laissera personne, entrepreneur, artisan, salarié ni aucun territoire au bord du chemin.
Il faut faire aimer l'écologie pour que le citoyen s'en approprie les objectifs et qu'il agisse de manière responsable: réduction des consommations en énergie, rénovation de l'habitat, transport responsable, réduction et traitement des déchets, circuits courts. Cette autre écologie est celle qui réussit comme on le voit bien dans les pays nordiques qui nous font parfois la leçon mais ont été capables cependant de faire beaucoup sans légiférer.
Une écologie humaniste est la seule réponse possible face aux défis qui nous entourent.

On ne peut non plus abstraire l'écologie du contexte général de crise sanitaire, de crise des territoires et de crise des valeurs dans laquelle nous nous trouvons. La taxonomie, cette méthode d'évaluation des activités humaines à l'aune de leur impact sur le climat et sur l'environnement, devrait être ainsi plutôt une éthique et non pas une punition. Elle n'en serait alors que bien plus efficace. ■



Introduction

La Californie brûle, et pas seulement en raison des incendies qui la ravagent ! Nous retrouvons la troisième et dernière analyse de la passionnante série consacrée par Xavier Raufer à la crise américaine ; nous vous invitons à consulter, sur le site de la Fondation ID, les études détaillées et dûment référencées que Xavier Raufer a réalisées pour nous, notamment sur la politique de la ville, sur l'insécurité numérique et sur la réalité des territoires hors contrôle.

Google Amazon Facebook Apple Microsoft

La peste californienne

Lors du déclin puis de l'agonie de l'Union soviétique, les effluves toxiques de ce grand malade empoisonnèrent l'Europe d'abord, puis le monde : léninisme putréfié (« anti-impérialisme ») ; symptôme d'un retour en enfance et gâtisme agonique : idéologie proto-terroriste « communiste-combattante » (Brigades rouges, etc.) ; enfin « transparence ».
Aujourd'hui, mêmes causes, mêmes effets. Des émanations toxiques, débris d'une *French theory* massacrée par une néo-inquisition, nous viennent d'États-Unis en dégénérescence, au moins, sociétale.

Par Xavier Raufer

Lors d'une réunion du secrétariat du Comité central du PCUS, dit-on, un dirigeant soviétique annonce qu'« il y a un problème ». Sur quoi un Staline glacial répond : « En général, les problèmes ont un prénom et un nom ». Ambiance. Aujourd'hui, la nouvelle toxine idéologique vient de Californie. Son foyer original a un nom : Silicon valley ; à son pouvoir de propager et d'infecter, nous donnons celui de *peste californienne*.

« Autoroutes de l'information » : les canonnières de 2025

« Peste californienne » : trouvez-vous exagérée notre entrée en matière ? Lisez ce qui suit. Car pour la première fois dans l'histoire du monde moderne, un anarchisme s'appuie sur de très gros bataillons. À vrai dire, les plus énormes.

Voici les canonnières de 2025. Celles de cette néo-colonisation sont subtiles, silencieuses - bien plus efficaces pour mater l'indigène. Véritables système nerveux de la société de l'information, 430 câbles sous-marins bourrés de fibres optiques relient dès aujourd'hui l'Europe au monde. Mais toujours plus, les pays d'Europe, impécunieux et peu férus d'indépendance nationale, renâclent devant les lourds investissements qu'entraîne ce câblage et laissent faire les GAFAM : dans l'axe Europe-États-Unis, le besoin de connectivité double tous les deux ans et, en 2021, un câble transatlantique de plus ou moins 7 000 km coûte de 250 à 300 millions de dollars US.

Demain (2025), 95 % de ces câbles appartiendront aux GAFAM : de par le globe, Google en a déjà 15, Facebook, 12, Microsoft et Amazon, 5 chacun. Dès 2022, cela fait 80 % de la bande passante subatlantique ; 90 % des liaisons intercontinentales d'Internet et de la téléphonie mobile.

De 2017 à 2020, Google a dépensé 47 mds $US pour son infrastructure (data centers, câbles, etc.) ; à cinq, les GAFAM jouissent ainsi d'une « mainmise quasi-absolue sur les données » qu'ils gèrent. D'apparence, un gentil sirop-Bisounours : les deux premiers câbles-GAFAM arrivant en France se nomment « Dunant » (fondateur de la Croix-Rouge) et « Amitié » ; à eux seuls, une capacité supérieure à tous ceux du même axe. Là-derrière bien sûr, la féroce volonté de contrôle des GAFAM sur la discussion planétaire. Demain, tel dirigeant politique européen fâchera-t-il quelque obscur *conformity-officer* d'un GAFAM, pratiquant la *cancel-culture* ? Le voilà débranché, sourd et muet. Twitter a fait le coup à un président américain en exercice – se gênera-t-il pour un politicien de quelque bantoustan d'Europe ?

«Une vie dominée par la cybernétique» en 1966, déjà…

Qui s'est extrait de la «sphère des évidences courantes» (concept phénoménologique) n'est pas surpris de la domination des «titans-du-tech'» car il connaît cette prophétie de Martin Heidegger (et Eugen Fink), faite voici 55 ans :

«Méditons sur le phénomène du gouverner, justement devenu aujourd'hui, à l'ère de la cybernétique, si fondamental qu'il met en cause et détermine toutes les sciences de la nature et le comportement de l'homme… Que les sciences de la nature et notre vie soient aujourd'hui dominées dans une mesure croissante par la cybernétique n'est pas un hasard, mais est prédéterminé dans l'histoire de la naissance de la science et de la technique moderne».

Martin Heidegger & Eugen Fink, *Séminaire «Héraclite», hiver 1966-1967*, Gallimard, 1973.

7 thèses criminologiques sur les GAFAM et la société humaine

1. Le savoir est la valeur suprême d'une « société de l'Information » dont la « puissance configuratrice » est le système digital, sur lequel reposent tous les autres.

2. Aujourd'hui, qui génère ce savoir ? Le diffuse ? Qui protège, vérifie et contrôle cette genèse et cette diffusion ? Au fond : qui décide de qui doit savoir quoi ? Pour l'essentiel, des sociétés à 100 % privées, seules à posséder les systèmes critiques et la cruciale architecture mondiale.

3. Les plus notoires et impitoyables de ces sociétés sont les GAFAM (Google, Apple, Facebook, Amazon et Microsoft), à l'origine forces antisociales et toujours libertaires-libertariennes.

4. Passées au capitalisme-de-contrôle, ces GAFAM ont, à leur seul profit, accumulé un immense savoir comportemental sur l'humanité. Opacité, secret, méga-serveurs et behaviorisme : toujours plus, l'expérience humaine appartient aux GAFAM, qui, en fait, la vampirisent et la vendent à leur profit. Ainsi, l'information est toujours plus captée par Google ; la sociabilité, par Facebook.

5. Aujourd'hui, la discordance croît entre ce que ces GAFAM savent de nous et ce que l'humanité sait d'elles. Toujours plus, leur pouvoir surplombant écrase la capacité des États-nations à engranger des données vitales sur ce qui les menace et plus largement :
– celui des gouvernements légitimes et élus par le peuple,
– celui des humains et de leur ancestral droit de propriété,

6. Incendiaires numériques, ravageant la société et offusquant le sens commun, les GAFAM génèrent – par leur métabolisme même – la confusion, l'hystérie ; de là, le chaos mondial.

7. Nocifs et hors-contrôle, ces géants doivent être domptés avant qu'ils ne détruisent l'État-nation, seul rempart efficace et éprouvé de l'humanité contre l'anomie et la barbarie.

Démons et merveilles de la Silicon Valley

Silicon Valley n'est en rien un anodin locus géographique : c'est le réacteur, ou la ruche, d'où mondialement rayonne la cyberéconomie, ou « économie-de-l'information ». Exposons d'abord cette *Silicon Valley ideology*, ou utopie digitale. Que des millions de geeks (mordus du numérique) dans le monde croient dévotement en la capacité des ordinateurs à réaliser demain tout ce qu'entreprend aujourd'hui l'être humain, et mieux encore, doit être avant tout exposé.

D'emblée, le primordial : jamais neutre, la technologie est toujours empreinte des valeurs de ses créateurs. Prenons le cas des crypto-monnaies à base *Blockchain* : ces valeurs sont libertariennes et mécanistes ; la confiance y repose sur des règles algorithmiques, les normes des États et autres régulateurs y sont vues avec suspicion et hostilité.

La « Vallée » possède ainsi son idéologie *bottom-up*, auto-organisation d'individus, d'actions et de marchés, supérieure pour elle aux vieilles régulations paternalistes *top-down*, perclues de cadres, catégories et conventions. Le « gouvernement algorithmique » dont elle rêve est fondé sur l'exploitation du Big data, sur ce que chaque individu fait en réalité ; système (prétend-elle) moins injuste et déformant que nos actuelles institutions.

Mais sous le gospel de l'avenir splendide de l'humanité numérisée, une réalité moins reluisante…

« Puissances configuratrices » du monde à venir, ces techno-titans agissent comme les capitalistes d'hier : aliénation du personnel par ingénierie sociale ; faveurs sexuelles extorquées par chantage à l'emploi ou au fric ; ignorance des filous et escrocs. Ce que nous dénonçons ici ne concerne donc pas des entreprises innovantes, au succès mérité, mais des monopoles en ligne, lancés dans une impitoyable « uberisation » du monde.

Silicon Valley est le nid originel de l'utopie digitale, qui depuis les années 1950, agrégea, à cette spiritualité orientale imprégnant San Francisco et la Bay Area depuis la décennie 1950 (George Gurdjieff, Allan Watts, etc.), la contre-culture hippie, la culture informatique ; enfin, un redoutable capitalisme-piranha. Que nous promet l'« utopie digitale » de la Silicon Valley ? Un jour, l'harmonie générale règnera ; pour les gnostiques : dimanche de l'Histoire, restauration cosmique, dernier état du monde. Toutes les races et espèces vivront en concorde, dans la plénitude d'un monde rendu à sa maternelle harmonie. Béatitude, contemplation extatique et fraternel partage des visions : gnose, extase, utopie.

Voilà ce que croit la foule des geeks peuplant la Valley. Or ces sans-grades du cybermonde ne sont pas seuls dans ce cas : la grisante ambroisie enivre aussi des titans du net comme le défunt Steve Jobs, Pdg d'Apple, persuadé de pouvoir changer le monde et qui déclarait naguère publiquement vouloir « ébrécher l'univers ».

« Ébrécher l'univers » ? Ouvrons la porte : voilà l'aube de l'âge de cristal. Les vieilles catégories de la politique et de l'économie ont vécu. Bientôt, un bouleversement de la culture humaine. À son terme, un monde transparent ; fluidité quasi-parfaite ; le risque disparaîtra, tout sera sous contrôle. L'abondance régnera. Optimisés, les marchés seront hyper-efficaces.

Omniprésents, les giga-serveurs auront dompté le prosaïque quotidien. La société-de-cristal n'a ni autorité centrale ni impôts ; tout ou presque y est accessible par presse-bouton. Mieux : par commande vocale ou ondes cérébrales ! Prêche des enchanteurs du cybermonde : en 2050, on ne travaillera presque plus, les robots remplaceront la main-d'œuvre humaine. Tout ou presque sera disponible – la sphère marchande aura basculé dans la quasi-gratuité.

Robotisation, énergie : les innovations des technologies de l'information viendront par rafales, avec des gains de productivité exponentiels et quasi-illimités. Les imprimantes 3D seront partout. L'énergie sera propre et inépuisable. La communication sans-fil sera omniprésente et universelle. Grâce au high-tech, les campagnes répondront vite et bien aux besoins des populations urbanisées. Les famines ? Un cauchemar du passé.

Même, la télépathie !

Vers 2050, des interfaces opéreront de cerveau à cerveau transmettant directement des pensées, impulsions ou sensations traduites en signaux digitaux. Cela, de façon interactive, avec échanges possibles entre humains et machines. Ainsi, sans autre médiation qu'Internet, le cerveau humain exécutera toute tâche sans apprentissage, ni formation préalables. Le secret de cette révolution ? Les *collaborative commons*, partage collaboratif permis par l'interconnexion en un réseau mondial des intelligences, à terme, de chacun des humains et objets connectés du monde.

« Nous rejetons les rois, les présidents et le vote. Nous croyons au consensus basique et au pouvoir du code. »

David Clark, pionnier de l'Internet

Or cette révolution est pleinement – au sens original – an-archique. Dès l'origine, l'idée libertaire est là. En 1984 se tient en Californie la première conférence mondiale des hackers. Steward Brand, éditeur du *Whole Earth Catalog* (bible de la contre-culture) martèle « Information wants to be free ! ». En 1992, au Massachusetts Institute of Technology (Cambridge, Mass.), David Clark, pionnier de l'Internet, pointe la juste voie : « Nous rejetons les rois, les présidents et le vote. Nous croyons au consensus basique et au pouvoir du code » [code, au sens numérique].

L'initial ingrédient du grisant cocktail « utopie numérique » est politique : c'est le courant libertarien, qui, au culte nietzschéen de la volonté de puissance, associe liberté individuelle et médiations électroniques. Plus l'horreur de l'État oppresseur et des impôts : pour eux, l'homme doit pouvoir changer de pays aussi aisément qu'il divorce, ou quitte son job pour fonder sa startup. Sergey Brin (co-fondateur de Google), Jimmy Wales (fondateur de Wikipedia), Eric Raymond (théoricien de l'open source), John Perry Barlow (co-fondateur de l'Electronic Frontier Foundation), Kevin Kelly (ex-directeur de la revue Wired) ; des financiers et entrepreneurs comme Peter Thiel et Elon Musk ; le courant du Technology Liberation Front, etc., se reconnaissent dans ce dogme libertarien.

Liberté pure et parfaite pour les entrepreneurs, pas de politiciens dans l'Internet ni dans le high tech ; un monde en ligne préservé des lois terrestres, échappant aux règlements de l'État ; ouverture totale, liberté absolue, démocratie radicale. Le social ? le progrès technologique ou l'ingénierie y pourvoiront ; le capital de l'entreprise le financera. D'abord attirante – chacun préfère être riche et bien portant que pauvre et malade – cette utopie digitale n'en prône pas moins la discutable liberté du renard dans le poulailler.

Car derrière elle, la stratégie libertarienne tient en un mot : disruption (perturbation). Usant de leurs giga-serveurs comme de « weapons of mass disruption », les titans de la Silicon Valley ont ravagé, à coups de milliards, des industries entières : téléphonie, musique, cinéma, télévision, publicité, médias ; plus, l'enseignement supérieur, la médecine, la monnaie, etc. En même temps, ils siphonnaient le Big Data et ravageaient au quotidien la vie privée de milliards d'internautes.

Un féroce contrôle sur l'information mondiale

« Que démontre l'histoire des idées, si ce n'est que la production intellectuelle se transforme avec la production matérielle ? Les idées dominantes d'une époque n'ont jamais été que les idées de la classe dominante. »

Karl Marx & Friedrich Engels *Manifeste du parti communiste* (1847)

Derrière les chatoiements de l'Âge-de-Cristal, le cybermonde des GAFAM est en fait le fief de cyniques titans voués à amasser les milliards, dans le dédain du crime, du piratage et du pillage des données privées de leurs clients. Quelques exemples de leur vraie nature :

• À ses débuts, un journaliste demande à Mark Zuckerberg, Pdg de Facebook, pourquoi le public lui confierait toutes ses données privées. Limpide réponse d'un libertarien assumé **« They trust me - dumb fucks »** (« les pauvres cons me font confiance »),

• Dans le *New York Times international* du 28 avril 2018, photo du siège social de Facebook, à Menlo Park (Cal.). Bien lisible, l'adresse – que l'entreprise a bien sûr librement choisie – **« 1, Hacker Way »** (1 allée des Pirates). Au cas où ça ne serait pas assez clair…

• En 2018, un expert découvre sur Facebook 120 forums et groupes de discussion (environ 300 000 participants) consacrés au piratage, proposant **des logiciels et outils d'intrusion ou de vol numérique.** Pourquoi s'enterrer au fin fond du Dark Web ? Facebook est si accueillant…

Facebook, « rédacteur en chef de la Terre »

Avec tous ses géants du net, méga-serveurs, etc., Silicon Valley, centre rayonnant, a sa légende, sa fortune qui le rendent séduisant ; il sait faire avaler n'importe quoi au grand public par les médias que désormais, il contrôle largement – sites, plate-formes, think-tanks, journaux classiques, agences de communication, etc.

Désormais, par GAFAM interposés, des individus anonymes décident de comment la planète s'informe, consomme, échange. 45 % des Américains s'informent sur Facebook ; 70 %, sur Facebook+Google, deux entreprises privées contrôlant ainsi l'information de milliards de terriens. Songeons à la juste observation de Karl Marx & Friedrich Engels, en introduction de ce chapitre.

Allant toujours plus loin, les GAFAM veulent devenir l'interface entre tout individu et les ustensiles de sa vie courante (« Internet des objets »). Cette « régulation algorithmique », prétendent-ils, permettra de règlementer les comportements humains dans les domaines-clés de l'éducation, de la santé et de la sécurité. Tous connectés – individuellement bien sûr – le collectif étant voué à l'abolition. **Cette colonisation par le high-tech parachevée, les désaccords et conflits seront renvoyés à la préhistoire humaine. Voilà pour la théorie.**

Loin, bien loin, infiniment loin du « meilleur-des-mondes »

Cybermonde : voici un quart de siècle, John Perry Barlow, président de la *Electronic Frontier Foundation* chantait ainsi, extatique : « Un continent si vaste qu'il pourrait être illimité… Un monde nouveau que toute notre avidité n'épuisera sans doute jamais ; offrant plus d'opportunités qu'il n'y aura jamais d'entrepreneurs pour les exploiter ; un lieu où les malfaiteurs ne laissent nulles traces ; où, mille fois volés, les biens appartiennent toujours à leurs légitimes propriétaires… Où seuls les enfants se sentent vraiment chez eux… »).

Derrière la poésie et le lyrisme, une toute autre réalité : « S'ils travaillent dur à inventer nos futures technologies, nombre d'entrepreneurs de la Silicon Valley négligent les risques sociaux, légaux, éthiques et sécuritaires que leurs créations font courir à la société… Les développeurs de Facebook ont longtemps eu comme slogan « Move fast and break things » (Foncez et cassez tout au passage), affiché au siège de la société… Marc Zuckerberg appuyait : « si vous ne cassez jamais rien, vous ne foncez pas assez ».

Aussi, ces libertariens souffrent d'une grave myopie face au crime.

La Silicon Valley ignore le réel criminel du monde vrai ; du sommet à la base, il tient tout cela pour futile. À de rares exceptions près, la « IT Crowd » (citoyens de la Silicon Valley) considère le crime comme une aimable blague ; même, l'idéologie libertarienne trouve du charme au crime organisé ; elle en souligne les vertus ; vante ses aspects positifs.

Concluons avec Michael Brenner, l'un des rares intellectuels américains sur ce point lucide : **« Oubliez les slogans (de Silicon Valley) et leurs utopies inouïes ; oubliez le culte de l'électronique high-tech ; oubliez les fascinantes nouvelles frontières. En fin de compte, le seul étalon du succès, de la réputation, du statut social – et des plaisirs que procurent l'argent et l'amour – sont prosaïquement : le fric et les stock-options ».**

Aveuglé par la calculabilité, Google méprise que devant ses « immeubles modulaires » et « trottoirs chauffants », gisent des cadavres troués de balles.

GAFAM et cobayes humains

Ce cyber-pouvoir des GAFAM est défini – de façon inquiétante – par Mme Antoinette Rouvroy, philosophe du droit à l'Université de Namur (Mediapart, 25 mai 2015) : « Nourri surtout de données brutes, signaux infra-personnels et a-signifiants mais quantifiables ; opérant par configuration anticipative des possibles plutôt que par règlementation des conduites ; et ne s'adressant aux individus que par voie d'alertes provoquant des réflexes, plutôt qu'en s'appuyant sur leurs capacités d'entendement et de volonté ».

Décodeur : de la manipulation à grande échelle

Exemple, cet exercice portant sur le zoo humain (NYTi, 20 décembre 2017). Sur 324 hectares, un quartier de Toronto (Canada) est à restructurer. « Sidewalk labs » (atelier de remodelage urbain de Google) s'y met. Socle du projet, le mantra friction = mauvais, diversité = bon, fluidité = meilleur. Un quartier neutre en carbone ; propreté, recyclage, suivi du bruit et de la pollution y dépendront de dispositifs high-tech. Les taxis et livreurs ? Des robots. Autour des bâtiments modulaires, trottoirs et rues chauffés par des réseaux feront fondre la neige.

L'exaltant futur est là, à portée de main. Sauf qu'en même temps, Toronto subit une sévère crise criminelle. Que le lecteur cherche « Toronto Crime » : des dizaines d'articles l'édifieront. Mais Google dédaigne le crime et la sécurité des gens. Aveuglé par la calculabilité, Google

Des sanctions pour avoir tenu des «propos haineux», alors qu'en même temps, les sites, plateformes et réseaux sociaux des GAFAM tiennent table ouverte aux djihadistes et gangsters, qui y multiplient impunément les appels aux meurtres et injures envers les femmes.

méprise que devant ses «immeubles modulaires» et «trottoirs chauffants», gisent des cadavres troués de balles. Une futile «friction» parmi d'autres, sans doute.

Le « Maoïsme digital »

Lors de la «révolution culturelle», les dirigeants du PCC hostiles à l'aventurisme maoïste, rebiffèrent des Gardes rouges se disant plus révolutionnaires que la direction du Parti – ce qui, en bonne logique léniniste, est impossible.
En quelques idéogrammes, la propagande du PCC forgea une formule, ensuite accolée à l'expression «Gardes rouges»: «de gauche en apparence mais de droite en réalité». Il faudrait forger une semblable formule pour qualifier la fort oxymorique **Silicon Valley: «hippie en apparence mais prédatrice en réalité».**
Concrètement, le «maoïsme digital» est la constante pression des GAFAM pour imposer, dans l'entreprise d'abord, puis à l'opinion publique, leur idéologie progressiste-multiculturelle, à base de «diversité» et «d'inclusion». Comme toujours chez les titans du net, une apparence doucereuse – gnangnan post-hippie... universalisme... liberté de parole... soutien aux minorités – dissimule une absolue intolérance à toute opinion divergente et la dévotion au «politiquement correct»; avec, à la clé, des condamnations unilatérales, sans débat ni appel.
Chez Google et autres, tout «dissident» est vite viré et interdit de parole.
Dans ces «procès de Palo Alto» – comme il y eut jadis les procès de Moscou, les sentences fatales sont «Contravention aux valeurs fondamentales de l'entreprise... Perpétue les stéréotypes de genre...» etc. Pire que tout, avoir tenu des «propos haineux» – alors qu'en même temps, les sites, plateformes et réseaux sociaux des GAFAM tiennent table ouverte aux djihadistes et gangsters qui y multiplient impunément les appels aux meurtres et injures envers les femmes. Le capitalisme-de-contrôle sait nuancer...

Toxique cocktail de scientisme (Max Planck: «seul le mesurable est réel») et d'idéologie libertaire, la propagande anarcho-capitaliste de la Silicon Valley veut que seule l'informatique protège des périls du monde.

Faut-il croire ces cyber-évangélistes et leur chatoyant « solutionnisme » ?

Cherchons dans l'histoire: **l'encadrement de la Silicon Valley n'est finalement qu'une néo-bourgeoisie** dont Marx définit ainsi les méfaits: «Partout où elle a conquis le pouvoir, elle a foulé aux pieds les relations féodales, patriarcales et idylliques... Elle a noyé les frissons sacrés de l'extase religieuse, de l'enthousiasme chevaleresque, de la sentimentalité petite-bourgeoise dans les eaux glacées du calcul égoïste» (Manifeste du Parti communiste). Prétendant combattre le paternalisme d'hier elle impose le sien: «bons» comportements, modes vertueuses, bienséance, hygiénisme, etc.

Retour à aujourd'hui : tout mesurer, contrôler, prévoir par le Big data ?

Sous ces grandes proclamations, on trouve: domination, prédation, exploitation, aliénation, opacité. L'addiction numérique, aussi; la fascination pour les écrans et les algorithmes - tout sauf neutres et perpétuant les inégalités sociales. Un idéal de gestion anonyme high-tech, un management féroce mais affectant d'être cool.
Or le logiciel, l'algorithme, ne sont ni le mètre-étalon, ni de rigoureux et objectifs dispositifs scientifiques. Qui crée une technologie en fixe les normes et qui «code» un algorithme y porte ses biais, volontairement ou pas.
Prenons les États-Unis, pays pluriracial mais n'ayant jamais suscité une durable harmonie entre ethnies ou cultures. Récemment, l'algorithme d'une plateforme internet de cinéma y présente l'affiche du film *Black Panther* sous le titre «La planète des singes» – pas besoin d'insister.

Ce dangereux «Janus Bifrons» de l'anarchie ET du flicage

De l'idéalisme hippy au *surveillance capitalism*: dans la Silicon Valley des années 1980, un Steve Jobs en mode hippie voyait les conquêtes cyber délivrer l'humanité: la micro-informatique? «Une bicyclette pour l'esprit». Vient le Web 2.0: d'un réseau de pages vers un réseau de gens. Et une génération visionnaire, Elon Musk, Peter Thiel (fondateur de PayPal, Palantir, etc.) plus libertaire encore. Thiel parle toujours haut et clair: une de ses tribunes libres (*Wall Street Journal*, 12 septembre 2014) est clairement titrée *Competition is for losers* – la concurrence, c'est pour les ratés – avec ce conseil aux novices: «Pour tout gagner, créez un monopole».
D'où la surveillance des clients des GAFAM (notamment) pour espionner puis manipuler leurs comportements (*behavioral prediction*). Collecter le maximum des données personnelles, voire intimes, des visiteurs du net: les localiser, lire leur courrier, espionner leur santé et cartes de paiement... Enfin, créer l'avatar numérique de quiconque use des méga-serveurs des GAFAM, puis le vendre au plus haut-disant: l'idéalisme anar-hippie est loin.
Ces patrons et hauts cadres du high-tech sont donc bien moins sympa-progressistes que l'affirme leur propagande. Ainsi, la fiche de chacun des deux milliards+ d'usagers de Facebook contient une centaine de données: race (censée ne pas exister), sexe (censé céder à la «fluidité»), revenu, surface financière, prix de la résidence principale, famille ou pas, parent d'adolescent (s) ou non, crédits, pratique du Ramadan (!), véhicules.
Vendues à fins publicitaires, ces intrusives «Ad Preferences» rapportent à Facebook de un à trois milliards de dollars chaque trimestre. Derrière le chatoyant mirage tous-égaux-et-frères et dans le noir total, la «transparence», c'est pour les niais – le trafic de ces données extorquées à des milliards de clients, abonnés, etc., dote les GAFAM d'un pouvoir coercitif sans égal dans l'histoire.

Mafia, espions, escrocs, etc. : d'inquiétantes affinités

Affinités clairement idéologiques : le sceptique doit lire l'ahurissante bible libertarienne « Défendre les indéfendables : proxénètes, vendeurs d'héroïne, prostituées, maîtres chanteurs, faux-monnayeurs et autres boucs émissaires de notre société » (*Walter Block*, préface de Friedrich von Hayek, Les Belles Lettres, 1993). Madoff dans le high-tech ? Avec tous les datas, la « transparence » et les cyber-contrôles ? Impossible ? Non. Jeune *self-made-woman*, Elizabeth Holmes avait fondé et dirigeait la start-up Theranos, devant révolutionner les tests sanguins. Un laboratoire au bout d'une épingle par sa technologie « Edison » : cent tests à l'instant avec une goutte de sang.

Pour les systèmes américains de santé (Medicare, Medicaid), des milliards d'économies. Monts et merveilles : coqueluche des médias ! Couverture de *Fortune Magazine, Forbes*, du *Time*… L'une des femmes les plus influentes du monde ! Henry Kissinger au conseil de Theranos ! Des fonds de capital-risque déversent 900 millions de dollars sur la start-up-miracle. Crédulité, aveuglement – tout était faux. Silicon Valley, médias, investisseurs, clients : tous bernés. à l'ancienne.

Au-delà des escrocs et dès l'origine, l'anarchiste Silicon Valley a ainsi fréquenté – avec délices – les espions et mafieux. Côté espions, on l'a même créée pour ça : « Silicon Valley a grandi comme une filiale de l'armée et du renseignement des États-Unis ».

Silicon valley : que s'y passe-t-il après le choc du 11 septembre – dans un climat de marasme de l'informatique et des *dot-coms*, après qu'ait crevé la bulle spéculative internet. Retour à la vallée post-Seconde Guerre mondiale, dédiée aux industries d'armement. Le Pentagone revient ; des géants de l'industrie militaire comme Lockheed Martin s'y fixent. On y parle technologie militaire, hi-tech de sécurité. Pour évoluer sur de chaotiques champs de bataille, la cartographie virtuelle est décisive : Silicon valley s'y met. Pour détecter tôt le terrorisme nucléaire, biologique ou chimique, la biométrique est cruciale : Silicon valley accourt.

Vient le cloud : Amazon créée celui de la communauté US du renseignement ; Microsoft suscite le cloud « Azure Government Secrets », pour le pouvoir fédéral, les États, le Pentagone ; Google pilote le projet d'intelligence artificielle de la Défense, etc. Au-delà, Silicon valley grouille d'entreprise qui (peut-être) font de la recherche, des affaires – ou camouflent la CIA ou la NSA. Comme Palantir, que la Nouvelle Orléans a choisi pour sa « police prédictive ». Le hippie-sympa-pétard est loin, et l'espion, proche. Pour Wikipédia « Palantir travaille pour le renseignement, dont la NSA et la CIA ».

Quand on sait ce que jadis, en Californie, la CIA inventa comme mortels délires à la docteur Folamour, l'effroi à la Nouvelle Orléans s'explique.

Les mafieux sont là dès la décennie 1970. Les réseaux d'ordinateurs communiquaient alors par lignes téléphoniques, grâce à une gamme de tons sonores (chuintements caverneux des premiers modems). Vite, de jeunes aveugles percent le sens et l'usage de ces tons – donc, les failles du système : ces proto-hackers s'appellent ainsi gratuitement et peuvent écouter les autres. Ils demandent alors à des geeks de bricoler des modems et ouvrir à des clients cet univers parallèle. Vendues cent dollars, ces « petites boîtes bleues » piratent le géant téléphonique Bell, qui vaut des centaines de milliards.

Qui fabrique ces boîtes bleues ? Dans d'anonymes villas californiennes ou dans les clubs libertaires « People' computer company » ou « Homebrew computing club », de juvéniles et chevelus hippies ; dont Steve Wozniak et Steve Jobs, futurs fondateurs d'Apple (Wozniak l'avoue, 4 octobre 1984, dans un discours à la *Colorado School of Mines*). Qui sont les clients des « petites boîtes bleues » ? Les mafieux de Las Vegas (*Esquire*, octobre 1971).

L'homme de Silicon Valley, fragile ô combien

Dans le kaléidoscope post-hippie californien de Silicon Valley, la vie bonne est sans attaches, mobile, flexible, fluide. Anarchisme pour gosses de riches ; mythe libertarien du transitoire, de la mobilité et du MOI absolu. Rêve puéril – ne t'ennuie jamais ; fuis la routine ; fais ce que veut. Néo-chasseurs-cueilleurs vivant en tribu : six mois en bureau partagé à Berlin… L'été (lequel ?) au Chili en caravane… Puis une « couveuse » pour « jeunes pousses » de New York. Concevoir ici un logiciel pour une banque au Myanmar… Lancer là une marque nouvelle en Arabie saoudite. Globe-trotters-entrepreneurs mondialisés, nouveaux nomades-élus ?

Plutôt, des proies rêvées pour réseaux criminels, pirates, services spéciaux avides de piller cet aimable cybermonde, ses « flocons de neige », clones de Peter Pan et éternels ados. Un monde très fragile – surtout face à de rudes services spéciaux n'hésitant pas à « secouer » fort leurs proies – pour ne pas parler des mafieux.

Puritanisme ET partouzes, explosif mélange sociétal

En surface, les élites de Silicon Valley adhèrent à toutes les inclusives « valeurs » du jour : droits des LGBT (etc.), « diversité », antiracisme, féminisme, veganisme, etc. Dans la Valley, qui enfreint ce dogme est exclu du numérique Éden, on l'a vu.

Ça, c'est pour la galerie, car là aussi, sous les mirages du néo-monde, persistent les pires abus du vieux – et même, rien n'a changé depuis le « sport fucking » (promiscuité sexuelle) des années 1970. (*CBS News*, 10 février 2018 ; *Vanity Fair*, 2 jan-

vier 2018). Sous la pudibonde surface de la Silicon Valley, de récentes enquêtes dévoilent la culture du libertinage imprégnant ces Boy's Clubs où cohabitent PDG, banquiers d'affaires, dirigeants du high-tech, de l'immobilier, de la publicité, etc. **Le week-end, ces titans-paléo-hippies «invitent» leurs employées, ou celles de start-up adjacentes, à des soirées dites «d'entreprise»** ; bien plutôt, de sexe-drogues-pouvoir, dans de discrètes villas ou suites d'hôtels, voire des yachts. Photos interdites, secret recommandé ; et encore, de jolis noms-Bisounours : les jacuzzi où l'on copule sous ecstasy ? Des «bassins à câlins». Or si vous travaillez dans la Valley, comment refuser des «invitations» lancées par qui régit votre avenir ? Quel public enfin, pour ces orgies underground ? Deux fois plus de jeunes femmes que d'hommes mûrs – tous blancs-hétérosexuels. La «Diversité», c'est pour la revue de presse.

Silicon Valley, parangon d'aveuglement

Dans sa chatoyante légende, le Big Data sait tout, les algorithmes peuvent tout et libèreront un être humain-cyborg qui vivra des siècles dans le luxe et la volupté, sous l'aimable houlette de milliardaires sympa – et si généreux. Or dans les faits, à l'automne 2017, nul Big Data-algorithme-baguette-magique n'a su anticiper – même de 30 minutes – la course des terribles ouragans approchant la Floride ; encore bien moins, le grave séisme sur Mexico.

Pire encore, l'aveuglement face au COVID-19, pandémie débutant sur la côte ouest des États-Unis, où tous ces GAFAM ont leurs sièges sociaux, entre Californie et État de Washington ; plus, nombre de leurs centres de recherches et de production. Algorithmes et logiciels experts, le Big Data permit-il aux GAFAM d'alerter à temps l'Amérique de la terrible épidémie qu'elle subirait bientôt ? Au contraire.

Le premier Californien meurt du COVID-19 le 4 mars 2020 ; premier décès avéré ; sans doute d'autres en sont morts avant. Mais en février, la Californie reste calme : sa densité est faible (comparée à New-York) ce qui facilite les gestes-barrière. Faute d'infrastructures, sa population n'y emprunte qu'à 3 % les transports en commun. Puis, ce coup du sort : en décembre 2019, des comtés d'Orange et de Los Angeles à San Francisco, l'épidémie saisonnière de grippe est forte ; ses premiers symptômes ressemblent à ceux du COVID-19 : cela interdit toute alerte précoce du corps médical, alors que le virus est déjà présent dans l'État.

Les médias et l'opinion constatent en avril 2020 (deux mois après l'irruption du COVID !) que les géants de la Tech', n'ont rien prévu, ni prévenu quiconque.

Longtemps, les sites progressistes type Vox, Slate, Quartz, ont moqué la «tribu excentrique» des «survivalistes» qui, surtout en Californie, attendent diverses apocalypses, dont une pandémie hors-contrôle. Or, médusés, ces médias et l'opinion constatent en avril – deux mois après l'irruption du COVID – que ces ahuris avaient raison ! Les géants de la Tech', eux, n'ont rien prévu, ni prévenu quiconque.

Quand la Baie de San Francisco confine le 16 mars 2020, les GAFAM passent au télétravail, s'apprêtent à licencier, etc., comme d'autres entreprises moins glamour. Anticipation ? Prescience ? Le high-tech est absent. Or on découvre que les deux premiers cas de COVID-19 sont arrivés à la Silicon Valley en janvier 2020, depuis… Wuhan (Chine). Il faut attendre le 10 avril 2020 pour que – lentement, pesamment, comme les vieilles bureaucraties d'État du vieux monde pré-Big Data – Apple et Google entrent dans la danse. Rappel : à eux deux, ces géants du Tech' contrôlent plus de 90 % de tous les systèmes d'exploitations mobiles du globe (Android et IOS).

Or toute application de prévention des pandémies devra être validée par une foule d'agences de santé publique, méfiantes du pompage de ces données médicales par des GAFAM convaincues d'aspiration frauduleuse de données stratégiques. Nulle anticipation. Tardive réaction… Initiatives à soumettre aux bureaucrates de ces États-nations que les GAFAM présentaient naguère – avec quel mépris – comme de tristes dinosaures, condamnés au premier choc violent…

Le numérique rend-il aveugle ?

C'était écrit, c'était là. Nul n'a vu, nul n'a lu.

Le 11 mars 2011, la côte nord-est de Honshu, île principale du Japon, est ravagée par un Tsunami (15 900 morts, 2 500 disparus). Or cette côte est séculairement parsemée de centaines de stèles de 1 à 3 m de haut. Gravé sur ces bornes mémorielles, on lit :

«ATTENTION ! SOUVENEZ-VOUS DES DÉSASTREUX TSUNAMIS !»

Installées au long des siècles après chaque drame, ces stèles bouddhistes ou shintoïstes évoquent les dieux, le karma ; d'autres alertent les générations suivantes : en cas de séisme, courez vers les hauteurs… Ne RIEN bâtir par deçà ces stèles, vers la mer. Bien sûr, ces bornes existaient à Fukushima. Aveugles architectes, ingénieurs, politiciens nippons, esclaves du calculable, envahis du typique dédain de la Silicon Valley pour toute tradition – nul n'en n'a tenu compte, les stèles salvatrices furent ignorées. La suite est malheureusement connue.

Un institut pour soigner le «geek-traumatisé» (!!!)

Retraite spirituelle, Institut orientalisant fondé en 1962 et popularisé par «l'été de l'amour», **Esalen** propose à ses hôtes (de 500 à 3 000 $ le week-end, selon logement) de la méditation, du yoga, de la nourriture bio, des bains de sources chaudes et du sexe «tantrique». Dans les collines splendides surplombant Big Sur, à 230 km au sud de San Francisco, cet ex-repaire de hippies accueille surtout des titans de la tech, en pleins tourments moraux, du fait que le succès matériel ne comble pas leur âme – moins encore, la rassure et l'apaise.

Beaucoup n'en dorment plus – de fait, leurs décisions affectent des millions, voire des milliards de gens : sont-elles bonnes pour l'humanité ? Par ses «traitements» ô combien traditionnels, Esalen veut faire rentrer ces super-geeks dans leurs corps, se réapproprier leur «moi» profond, intoxiqué au numérique.

Ces visionnaires de l'âge de cristal font dans leur vie privée l'exact inverse de ce qu'ils prônent : quoi de plus low-tech qu'un bain de boue ou du yoga ? Leur bien-être, ces fans du cyber-à-tout-crin le cherchent dans des pratiques ancestrales : méditation, contemplation, jeûne. Faites ce que je vous dit, ne faites pas ce que je fais : ultime aveu de la Silicon Valley.

Références

• Presse, sites, médias

ZDNet • 10 février 2021 « Orange finalise l'atterrissage d'Amitié, le nouveau câble transatlantique de Facebook »

New York Times International 3 février 2021 « The coup we are not talking about »

Bloomberg Opinion • 20 septembre 2020 Nial Ferguson « California burnin', a warning against one-party rule »

Challenges • 13 février 2020 « Câbles sous-marins : Google et les Gafam débarquent en France »

New York Times International • 6 juin 2019 « A brief history of how our privacy was stolen »

RT • 22 mai 2018 « A shitden of hate: Silicon Valley pastor unloads on liberal tech elitists »

CBS News • 20 mai 2018 « Was the media duped by Elisabeth Holmes ? »

New York Times International • 28 avril 2018 photo du siège de Facebook à Menlo Park, Cal.

New York Times International • 21 avril 2018 « Silicon Valley and the Pentagon »

Rolling Stone • 3 avril 2018 « Can we be saved from Facebook ? »

CBS News • 10 février 2018 « Brotopia explores the roots of Silicon Valley's sexism problem »

Daily Mail • 12 janvier 2018 « Elon Musk reveals he attended a drug-fueled Silicon Valley sex party at an investor's home, but insists he left early and thought it was a costume-themed gathering »

Vanity Fair • 2 janvier 2018 « Oh my god, it's so fucked up - Inside Silicon Valley's secretive orgiastic dark side »

Daily Mail • 5 décembre 2017 « Where Silicon Valley's CEOs go to heal: inside the $ 1000 a night new age Esalen institute where tech millionaires learn compassion, do yoga and practice meditation and Tantric sex »

New York Times International 4 décembre 2017 « Where Silicon Valley is going to get in touch with its soul »,

Financial Times • 30 octobre 2017 « Washington appears to have fallen out of love with Silicon Valley »

New York Times International • 18 octobre 2017 « Silicon Valley is not your friend »

New York Times International • 8 septembre 2017 « Tech giants, liberal but with a twist »

New York Times International • 6 septembre 2017 « In Silicon Valley, 9 to 5 is for loosers »

Daily Mail • 9 août 2017 « Hypocrisy, Google and the warped values of the liberal left »

Reuters • 8 août 2017 « Google's firing of memo writer strikes nerve in Silicon Valley »... « Google fires employee behind anti-diversity memo »

New York Times International • 8 août 2017 « The culture wars have come to Silicon Valley »

New York Review of Books • 22 décembre 2016 « They have, right now, another you »

L'Expansion • 16 octobre 2016 « Big data, algorithmes : l'esprit porté par Silicon Valley est totalitaire »

Business Insider • 10 octobre 2016 « Crime prediction tool may be reinforcing discriminatory policy »

New York Times International • 3 août 2016 « Make algorithms accountable »

New York Times International • 3 août 2016 « When algorithms are guilty of human biases »

Libération • 10 octobre 2015 « En calculant nos traces, les algorithmes reproduisent les inégalités entre les individus »

Le Monde - Internet actu blog 5 septembre2014 « La Silicon Valley est-elle un programme politique ? »

Science • avril 2014 « The parable of Google flu: traps in the Big data analysis »

Esquire • octobre 1971 « The secrets of the little blue box - when Vegas mobsters bought blue boxes from phone freaks »

• Ouvrages

Bonnett Alastair, *Beyond the map, Unruly enclaves, ghostly places, emerging lands and our search for new utopias* University of Chicago Press, 2018

Goldsmith Jack & Wu Tim, *Who controls the Internet ? Illusions of a borderless world*, Oxford University Press, London, 2006.

Malcomson Scott *Splinternet - how geopolitics and commerce are fragmenting the World Wide Web*, OR Books, US, 2016

O'Neil Cathy *Weapons of math destruction*, Allen Lane, Penguin Books, UK, 2016

Turner Fred *From counterculture to cyberculture*, University of Chicago Press, US, 2008

IDées
LE POUVOIR LE MONDE LA VIE

LE MONDE

«Vous aussi, vous vous êtes intéressé au monde. C'était il y a longtemps.»

Michel Houellebecq, *Extension du domaine de la lutte*

48 Analyse d'un échec
Quelles perspectives pour l'Arménie ?

62 Afghanistan
Kaboul & nous

70 Au-delà de la guerre et de la paix
Les dérives du système international et le drame européen

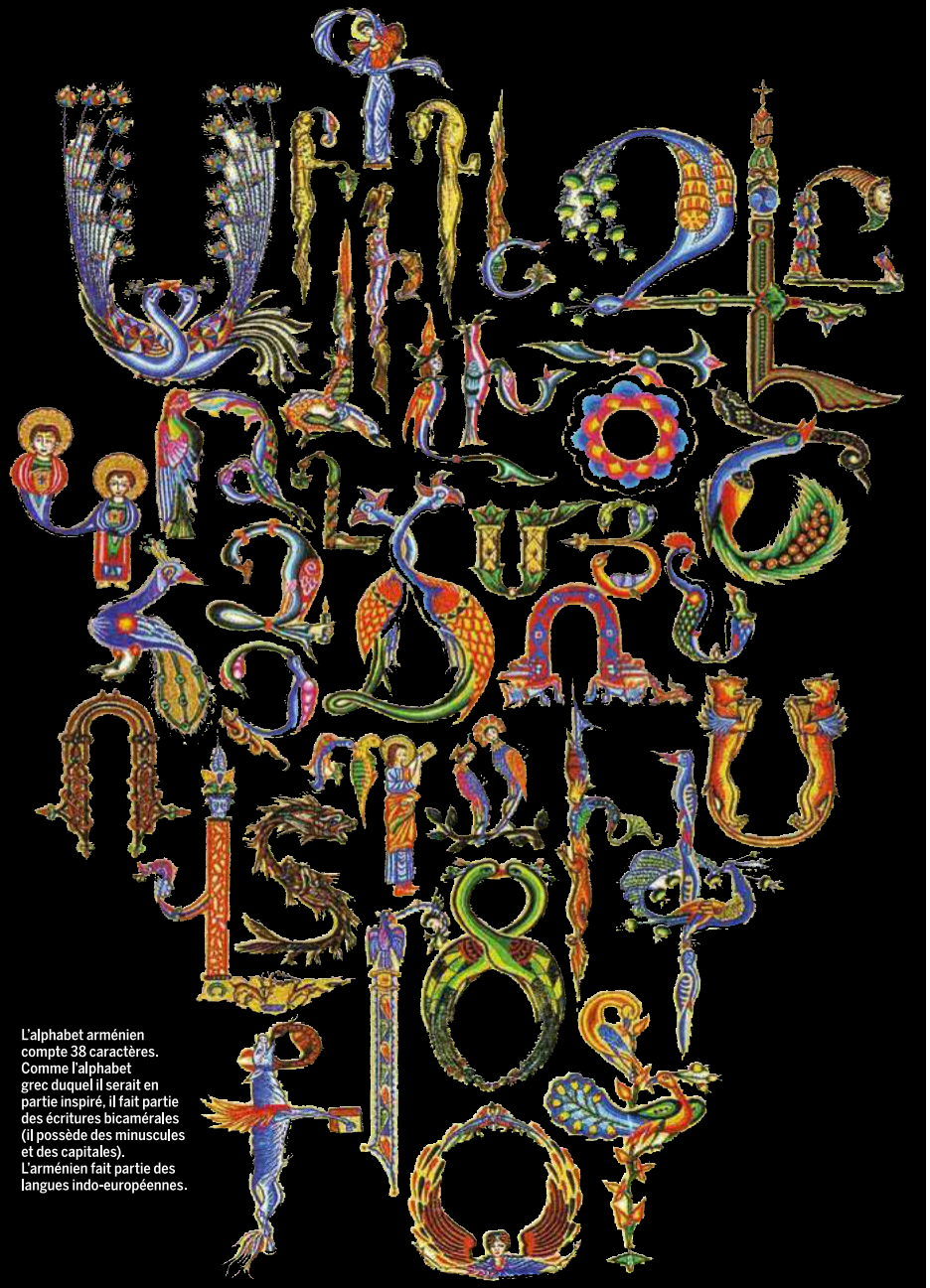
Quelles perspectives pour l'Arménie ?

Un bilan lucide de la désastreuse – le mot n'est pas excessif – défaite arménienne n'a de sens que si celle-ci est replacée dans son contexte historique et géographique. Ingrate géographie que celle du petit territoire arménien fondé sur la roche qui ne peut véritablement nourrir ses habitants. Plus du tiers de la population travaille en Russie, nombre d'Arméniens travaillent également… en Turquie. Les perspectives de ce qui fut l'Arménie occidentale (en Turquie) appartiennent au passé et quant à ce qui fut dominé par les Arméniens au cours des quarante dernières années, il ne reste qu'une portion congrue du Haut-Karabakh (dont les terres apportaient une richesse agricole appréciable) grâce à l'intervention russe.

Par Gérard Chaliand

Gérard Chaliand

Comment présenter Gérard Chaliand ? Observateur survivant de maintes guerillas et insurrections armées, de la lutte anticoloniale d'Hamilcar Cabral aux maquis d'Amérique du Sud, de Birmanie et des camps palestiniens aux vallées d'Afghanistan, Gérard Chaliand est l'auteur d'ouvrages de géopolitique qui font référence, notamment sa monumentale *Anthologie mondiale de la Stratégie*. Auteur de centaines d'articles, conférencier invité à Stanford ou au MIT aussi bien que dans les écoles de formation des cadres du Kurdistan irakien, il nous présente une analyse lucide et sans concession de ce qu'il faut bien appeler l'échec de l'Arménie. Plus qu'une défaite militaire, c'est une politique ignorante de la réalité des forces qui a perdu la guerre. Saura-t-elle en tirer les leçons ?



L'alphabet arménien compte 38 caractères. Comme l'alphabet grec duquel il serait en partie inspiré, il fait partie des écritures bicamérales (il possède des minuscules et des capitales). L'arménien fait partie des langues indo-européennes.

Sur le plan politique et stratégique, le bilan des quelques cent cinquante dernières années se révèle tragique. Les mouvements insurrectionnels arméniens (d'auto-défense ou pas) de la fin du XIXe siècle et du tout début du XXe (1908) n'ont pas produit les résultats espérés. Le sultan Abdul Hamid répondit, à l'époque, par d'importants massacres (2 à 300 000 personnes) et l'occupation de la Banque ottomane par les révolutionnaires arméniens (1896) eût pour résultat de renforcer la répression. Cette initiative espérait provoquer l'intervention des puissances occidentales, renouvelant ainsi ce qui s'était passé pour la Bulgarie avec l'intervention russe.

L'hiver 1915, les déportations commencent dans les provinces orientales

En 1908, la révolution Jeune Turque sembla modifier la situation de façon radicale. Tous les sujets de l'Empire étaient considérés comme égaux. Ce fut une courte période d'euphorie. Dès 1909 il y eut des massacres organisés par les conservateurs en Cilicie et bientôt la nouvelle direction du comité Union et Progrès, émanation des Jeunes-Turcs, opta pour un panturquisme excluant tous les minoritaires, particulièrement non musulmans. La Grande-Bretagne ne voulait pas d'une présence russe dans le Bosphore, cependant, divers pays européens, dont la France, insistèrent sur le respect des droits des minorités chrétiennes et plus particulièrement des Arméniens. Pendant ce temps, l'Empire s'en allait en lambeaux, l'Italie s'emparait de la Libye, les Albanais, bien que musulmans et, jusque-là très fidèles, optèrent pour l'indépen-

Le sultan Abdülhamid II, en 1867.

La Grande Arménie

- Actuelle République d'Arménie
- Zones peuplées majoritairement par des Arméniens (Akhalkalak et Haut-Karabagh).
- Zones historiquement arméniennes où la population arménienne est actuellement inexistante (Arménie occidentale et Nakhitchevan).

dance et lorsque la Première Guerre mondiale éclata, les Jeunes-Turcs furent entraînés, avec leur consentement, du côté des puissances centrales (Allemagne, Autriche-Hongrie). Pour les Jeunes-Turcs, la guerre contre la Russie permettait d'entrevoir les conditions d'un panturquisme possible. L'échec sur une offensive dans le Caucase au cours de l'hiver 1914-1915 que commandait Enver Pacha fut l'occasion de s'en prendre aux Arméniens soupçonnés d'avoir des sympathies prorusses (Armen Garo qui avait participé à la prise de la Banque ottomane et fut député de l'Empire, rejoignait les troupes russes dès le début de la guerre et ce fut le cas de quelques milliers d'Arméniens). Les soldats arméniens furent désarmés, employés à des œuvres de voierie et éliminés par petits groupes. Les déportations commencent au cours de l'hiver 1915 dans les provinces orientales. Les populations sont décimées. Le 24 avril, tandis que les troupes franco-anglaises tentent de débarquer à Gallipoli afin de prendre l'Empire en tenailles, l'intelligentsia arménienne de Constantinople est arrêtée, déportée et liquidée. Les déportations concernent désormais l'ensemble de l'Anatolie à l'exception de Constantinople et de Smyrne où se trouvent ambassades et consulats. Les puissances alliées s'émeuvent, promettent de punir ce crime contre l'humanité. Les survivants des convois de déportation atteignent les déserts de Syrie où ils sont achevés par une seconde vague de massacres. Environ la moitié de la population arménienne de l'Empire disparait.

Opération «Némésis», du nom de la déesse grecque de la juste colère...

Mais justice ne fut pas rendue malgré un procès mené *in absentia* des dirigeants Jeunes-Turcs, tous condamnés à mort, qui s'étaient réfugiés dans des pays d'Europe qui leur étaient favorables. Ils ne seront pas poursuivis. L'insurrection menée par Mustapha Kemal et son alliance tactique avec les bolchéviques devint centrale (certains des dirigeants, dont Talaat et Djamal,,- seront assassinés par des Arméniens lors de l'opération Némésis). Aux longs pourparlers dans le cadre d'une situation mouvante, des Arméniens présentèrent deux délégations aux directions opposées mais aux objectifs chimériques : la constitution d'un État arménien indépendant de la Mer noire à la Méditerranée. Demande quasi absurde, compte tenu de la saignée de ce qui ne s'appelait pas encore un génocide et de la présence sur ces territoires d'une écrasante majorité musulmane, turque, kurde, tcherkesse, etc.

Le traité de Sèvres (1920) où, en principe, l'Arménie aurait la chance, grâce au président Woodrow Wilson, de bénéficier d'un mandat américain n'eût en fait aucune protection, le Sénat américain refusant toute participation à la Société des Nations.

Pour comprendre les enjeux en Transcaucasie, il nous faut revenir à l'époque de la révolution. En 1918, les Géorgiens, les Azerbaïdjanais et les Arméniens tentèrent de créer des États indépendants mais furent absorbés par l'Union soviétique en 1921.

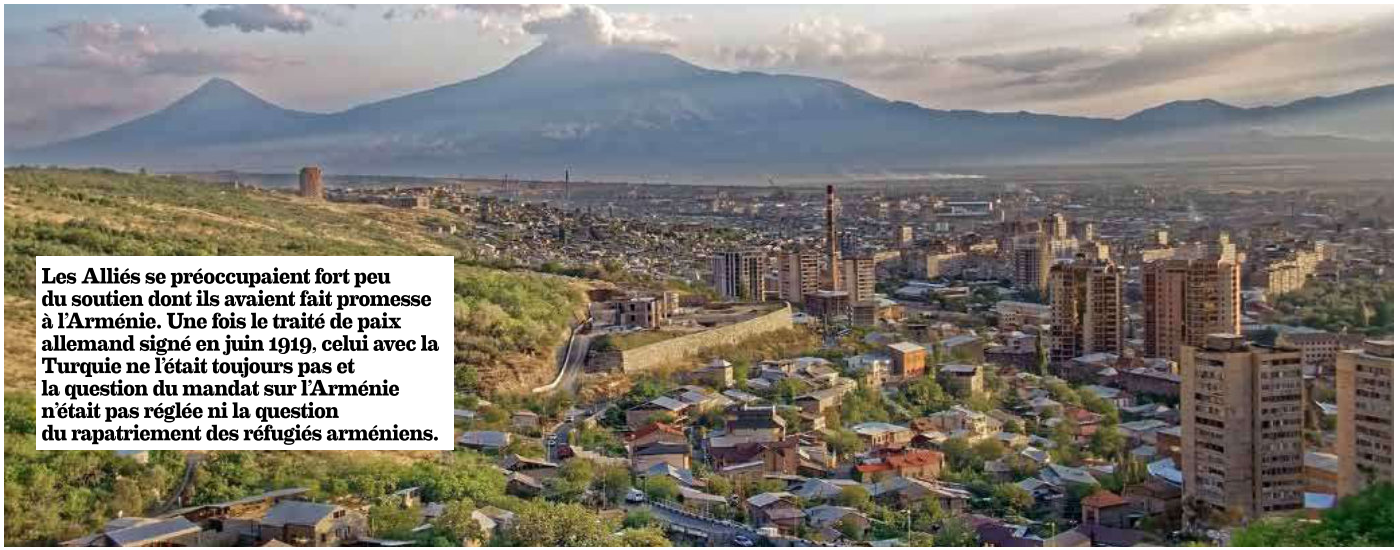
Au sortir de la Première Guerre mondiale, les Arméniens ont essaimé dans nombre de capitales et centres financiers du Proche-Orient et du Caucase. Ils étaient 300 000 à Tiflis ou à Bakou contre 30 000 habitants seulement à Erevan, en 1914 (on pourrait d'ailleurs remarquer que -d'une certaine manière- c'est toujours le cas, même si les villes sont différentes).

L'indépendance de l'Arménie survenait au moment où son intelligentsia avait été décimée par le génocide et les rescapés dispersés dans les provinces arabes.

En mai 1918, les Géorgiens quittèrent la fédération transcaucasienne pour proclamer l'indépendance de leurs territoires historiques sous protectorat allemand, puis les Azerbaidjanais suivirent, ayant reçu de la

L'indépendance de l'Arménie survenait au moment où son intelligentsia avait été décimée par le génocide et les rescapés dispersés dans les provinces arabes.

Ci-dessous, Mustapha Kemal, Ali Riza oğlu Mustpha selon l'état civil. Le mot oğlu signifiant fils, il est Mustapha fils d'Ali Riza. Un de ses professeurs à l'Académie de guerre d'Istamboul l'aurait surnommé Kemal (le parfait) en raison de ses brillants résultats. En 1935, il ordonne que tous les citoyens turcs porteront désormais un nom de famille et il choisira pour lui-même celui d'Attatürk (père de tous les Turcs). Par le traité de Lausanne de 1923 il récupère la pleine souveraineté sur Istamboul, l'Anatolie, le Kurdistan, la Thrace orientale et... l'Arménie. Il gagne ainsi le titre de Ghazi (le victorieux).



Les Alliés se préoccupaient fort peu du soutien dont ils avaient fait promesse à l'Arménie. Une fois le traité de paix allemand signé en juin 1919, celui avec la Turquie ne l'était toujours pas et la question du mandat sur l'Arménie n'était pas réglée ni la question du rapatriement des réfugiés arméniens.

Turquie la promesse de libérer Bakou de la coalition arméno-russe qui l'occupait.

Jusqu'à la fin de la guerre, les missions arméniennes à Berlin et Constantinople tentèrent, en vain, de persuader les Turcs et leurs alliés, les Allemands, pour qu'ils se replient aux frontières de Brest-Litovsk. En Septembre 1918, une conquête azero-turque de Bakou, suivie de massacres d'Arméniens, démoralisa encore davantage ces derniers. Cette victoire turque serait cependant la dernière, en octobre, l'Empire ottoman capitulait et signait l'armistice de Moudros. Après des siècles de domination étrangère, l'Arménie obtenait enfin sa propre administration sous protection des Alliés. Le Parlement fut élu en 1919. La loi reconnaissait les mêmes droits à tous sans distinction de sexe, race ou religion et les élections devaient se faire au suffrage universel direct et à la proportionnelle. La Fédération révolutionnaire arménienne, le Dashnaksoutioun, obtiendrait la majorité absolue 90 % des voix). Ce parti était à l'origine des actions collectives arméniennes de résistance, tant en Turquie qu'en Russie tsariste et était farouchement anti-communiste. Les autres partis étaient soit trop récents, mal organisés, ou, pour les socialistes (5 %), manquaient de prolétaires puisqu'ils étaient partis chercher du travail à l'étranger. Le Premier ministre fut Alexandre Khatisian et n'appartenait pas au parti Dashnak.

Pendant ce temps, les Alliés se préoccupaient fort peu du soutien dont ils avaient fait promesse à l'Arménie. Une fois le traité de paix allemand signé en juin 1919, celui avec la Turquie ne l'était toujours pas et la question du mandat sur l'Arménie n'était pas réglée ni la question du rapatriement des réfugiés arméniens. Le Conseil suprême des Alliés affirmait cependant que le futur État arménien réunifié devrait contenir les provinces arméniennes de Turquie, ce qui apporterait une richesse agricole indéniable. Malgré une hostilité croissante de la part de leurs voisins, excédés par le nombre croissant de réfugiés qui bloquaient des convois de ravitaillement ou les empêchaient de travailler et une lutte constante pour la survie, une petite activité reprit permettant à 5000 ouvriers de travailler dans 300 usines et 400 distilleries vers la fin de 1919. Avec le soutien des Britanniques, la république d'Arménie put s'agrandir des districts de Kars et de la province au sud d'Erevan, passant de 12000 à 420000 km².

En 1920, les États-Unis brisèrent le mandat de la Société des Nations sur l'Arménie, bien que s'étant engagés dans de nombreux projets humanitaires et religieux. Aucune autre puissance ne reprit le mandat, et quant à la possibilité d'inclure la Cilicie et la moitié ouest de l'Arménie turque au nouvel État, il n'en fut plus question.

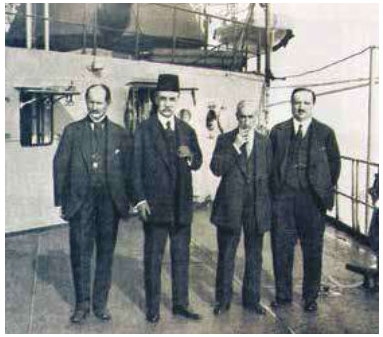
Pendant ce temps, Mustapha Kemal, qui avait remporté des victoires décisives face aux Alliés et dont l'influence en Azerbaïdjan grandissait, s'unissait à la Russie soviétique contre « les puissances impérialistes ». La soviétisation de la Géorgie et de l'Azerbaïdjan se fit pratiquement sans combat, les nombreux Arméniens qui vivaient à Bakou voyaient d'un bon œil un peuple chrétien dominer un pays musulman. Certains dirigeants arméniens pensaient même qu'une Arménie réunifiée et indépendante pourrait être une alliée intéressante pour la Russie et une mission se rendit à Moscou le 30 avril 1920 pour proposer un traité d'amitié demandant la reconnaissance de la république d'Arménie comprenant le Karabakh, le Zanguezour et le Nakhitchevan, l'acceptation de principe de l'objectif d'un État arménien et l'autorisation pour tous les Arméniens de Russie de rejoindre leur pays avec leurs biens. Les officiels russes étaient d'accord sur tout sauf sur le statut du Karabakh qui devait faire l'objet d'un plébiscite. En échange l'Arménie devait reconnaître et favoriser l'alliance soviéto-turque. Mais le traité ne fut jamais signé. D'une part les autorités arméniennes ont tardé et, par ailleurs, les Azerbaïdjanais s'opposèrent à ce que le Zanguezour, le Nakhitchevan et surtout le Karabakh reviennent à l'Arménie.

L'Arménie était si pauvre qu'elle n'avait pas ou très peu d'industries, donc pas de prolétariat mais, en diaspora, nombre d'Arméniens étaient devenus communistes. L'incapacité des Alliés à venir en aide aux Arméniens ou leur indifférence incita ceux-ci à manifester contre les Dashnaks lors de la cérémonie du 1er mai à Erevan et surtout à Alexandropol où le meeting se transforma en violences anti-gouvernementales. L'Armée rouge était aux portes du pays, les bolchéviques s'emparèrent de la gare d'Alexandropol le 2 mai et y organisèrent le Comité révolutionnaire d'Arménie.

L'abandon du traité de Sèvres par les Soviétiques

Deux semaines après la signature du traité de Sèvres, qui demandait à la Turquie de reconnaître l'indépendance de l'Arménie et de lui octroyer les provinces frontalières de l'est, un acte soviéto-turc était signé à Moscou, le 24 août 1920, refusant de reconnaître les traités précédents.

Mustapha Kemal parvenait à imposer un nouveau traité à Lausanne (1923), où il n'était même plus fait mention d'Arménie ni d'Arméniens. Les Arméniens, en fait, avaient sauvé un État et leur avenir en gagnant l'ultime bataille contre les troupes turques, à Sardarapat en 1918.



Les signataires ottomans du traité de Sèvres : Rıza Tevfik, Damat Ferid Paşa (grand vizir), Hadi Paşa (ministre de l'Éducation) et Reşid Halis (ambassadeur).

La Russie soviétique renonçait à toute souveraineté sur les anciennes provinces arméniennes de Russie et promettait de faire pression sur la Turquie pour amener celle-ci à accepter l'union de l'Arménie turque avec la République arménienne. Le statut de la zone montagneuse du Kharabakh, du Zanguezour et du Nakhitchevan devait être résolu par des concessions mutuelles ou des plébiscites. La Russie avait le droit de transit à travers l'Arménie.
Le 30 novembre, la décision de soviétiser l'Arménie fut entérinée. L'Arménie devenait une république socialiste et la Russie considérait l'appartenance du Nakhitchevan, Zanguezour et Karabakh à l'Arménie comme incontestable. Ces dispositions obligeaient l'Arménie à renoncer aux terres arméniennes de Turquie ainsi qu'à la province de Kars, à accepter pour un temps une administration turque au Nachitchevan, à rappeler ses représentants en Europe jusqu'à ce que la Turquie ait réglé ses différends, à réduire son armée à 1500 hommes.
Le Comité militaire révolutionnaire d'Arménie arriva à Erevan le 4 décembre. L'Armée rouge, deux jours plus tard. Ils pratiquèrent une politique particulièrement tyrannique de réquisition, emprisonnant ou exilant les militaires ou politiciens non bolchéviques. Une rébellion éclata en février 1921.

L'indépendance de l'Arménie proclamée avant la chute de l'URSS

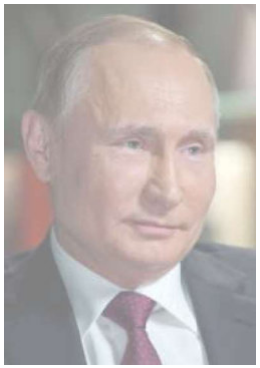
La Russie voulait renforcer son alliance avec la Turquie et, pour ce faire, avait négligé l'Arménie. Rappelons que Staline était d'origine géorgienne et qu'il n'avait que fort peu d'estime pour les Arméniens. Kemal avait des vues sur l'Akhalkalak et l'Akhaltsikh, mais par le traité de mars 1921, qui établissait les relations d'amitié russo-turques, la Turquie abandonnait ses revendications sur Batoum et ces districts si les Russes cessaient de demander le district Surmalu d'Erevan pour les Arméniens. La nouvelle frontière turque s'étendait jusqu'à l'Araxe. La plaine fertile qui aurait pu (et dû) nourrir les Arméniens de Igdir et le mont identitaire pour les Arméniens de l'Ararat se trouvaient désormais en Turquie. Le Nakhitchevan n'était pas rattaché à l'Arménie soviétique mais constituait une entité autonome sous contrôle de l'Azerbaïdjan, bien que séparé par le territoire arménien. Les débuts de l'Arménie furent particulièrement difficiles sur un territoire de 12000 km² de déserts et de terrains accidentés peuplé de réfugiés totalement démunis et entourés d'ennemis. La famine, les maladies et le froid tuèrent près de 200000 personnes la première année.
L'annuaire politique et économique de l'URSS (Moscou 1926) indique : la région autonome du Karabakh a été formée le 3 juin 1923. La population se compose de 137000 habitants. Les Arméniens forment 94,4 % de la population.
À la veille de l'effondrement de l'URSS (1991), les Arméniens en représentaient quelque 75 %, soit 20 % de moins (ayant été remplacés par des Azéris). La République autonome du Nakhitchevan (au sud de l'Arménie) a été formée en 1924, elle compte 77400 habitants. Les Arméniens du Nakhitchevan forment la majorité de la population (55,7 %). En 1991, il n'est plus fait mention d'Arméniens au Nakhitchevan. L'existence de ces deux territoires était due à la politique du « diviser pour régner » de Staline, une méthode utilisée par ailleurs par les démocraties dans leurs dominations impériales. Les rapports entre Arméniens et Azerbaïdjanais ont été hostiles dès le tout début du siècle dernier, comme au lendemain de la Première Guerre mondiale. Le facteur religieux y joua son rôle tout comme le plus récent facteur national. Plus tard, Andreï Sakharov, prix Nobel de la paix, intervint en vain auprès de Mikhaïl Gorbatchev afin que justice soit rendue aux Arméniens en leur restituant un territoire qu'ils peuplaient en grande majorité, d'autant plus qu'ils estimaient être maltraités par le gouvernement azéri qui leur était étranger.
En réponse aux demandes arméniennes, un pogrom se déroula à Sumgaït. La guerre qui éclata en 1988 dura jusqu'en 1994. Du côté arménien, l'indépendance avait été proclamée avant la chute de l'URSS sous la direction du mouvement Karabakh dirigé par Levon Ter Petrossian, plus tard président de la République. Le tournant de la guerre eut lieu avec la prise de Chouchi le 9 mai 1992. En plus du Haut-Karabakh proprement dit (4400km²), l'Arménie s'était rendue maîtresse de sept portions de territoires contiguës à celui-ci (en tant que zones-tampons) et uniquement peuplées d'Azerbaïdjanais, créant ainsi un afflux d'environ un demi-million de réfugiés.

La population d'Erevan se déverse dans les rues aux cris de « Nos terres ! Nos terres ! »

La question du Haut-Karabakh proprement dit allait d'emblée peser sur la situation politique et diplomatique de l'Arménie et grever celle-ci. Les frontières turque et bien sûr azérie furent bloquées. La seule issue vers le sud restant celle débouchant par un couloir sur l'Iran, hostile à Bakou. Entre 1925 et 1965, on n'entend plus guère parler de l'Arménie. Le 24 avril 1965, la population d'Erevan se déverse dans les rues aux cris de « Nos terres ! Nos terres ! » Il va de soi que celles-ci étaient vides d'Arméniens depuis 1918. Il faudra aux Arméniens de longues années de bataille pour faire connaître ce que l'on considère désormais comme le premier génocide du XX[e] siècle. C'est la période dite de la *glasnost* initiée par Mikhaïl Gorbatchev qui ramène au grand jour les griefs nationaux des uns et des autres de l'Union soviétique déclinante. Les plus actifs seront d'une part les États baltes, de l'autres les Caucasiens. Tout se précipite au cours des trois dernières années de l'URSS qui voit la proclamation de l'indépendance de l'Arménie sans l'accord de Moscou et grâce au comité Karabakh. Lorsque le régime soviétique s'effondre, la guerre entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan est déjà largement entamée, elle se terminera par un net succès arménien au cours des années 1993-1994. Un gel territorial s'installait pour environ un quart de siècle. La Russie en profitait et le groupe de Minsk (États-Unis, France et Russie, créé en 1992) ne parvenait pas à le débloquer, dans la mesure où celle-ci tenait une Arménie entièrement dépendante de Moscou pour sa sécurité et un Azerbaïdjan désireux de recouvrer ce qui avait été perdu. Il profitait

Ingrate géographie que celle du petit territoire arménien fondé sur la roche qui ne peut véritablement nourrir ses habitants.

Pachinian, depuis sa prise de pouvoir, s'est comporté comme un politicien provincial incapable de s'imposer comme l'indiscutable dirigeant du pays. Ses adversaires politiques continuaient à contrôler une large partie des médias et donc à exercer une influence importante.



Vladimir Poutine

Nikol Pachinian

Recep Tayyip Erdogan

au premier chef à Moscou qui, ainsi, tenait à la fois Erevan et Bakou. Il avantageait évidemment aussi les Arméniens et Levon Ter Petrossian, en dirigeant politique, recherchait un compromis dans la mesure où Bakou ne pouvait accepter, sur la durée, le *statu quo* imposé par la victoire d'Erevan. Les ressources e l'Arménie étaient très loin (notamment en pétrole) de celles de l'Azerbaïdjan, sans compter la supériorité démographique des Azéris. La situation semblait figée lorsqu'une guerre de quatre jours initiée par Bakou éclata, après laquelle les dirigeants des deux pays rivaux furent sommés de se rendre à Moscou et amenés à cesser leurs opérations militaires. Le sentiment de sécurité ressenti par les autorités arméniennes était cependant illusoire.

La volonté de la Turquie change la donne

La Turquie, après la tentative de coup d'État de 2016 se lança dans une série d'opérations remarquablement menées sur le plan tactique en Syrie, en Libye, en Méditerranée orientale, à l'égard de Chypre et se mit à vigoureusement aider la réorganisation et l'armement de son allié azerbaïdjanais.

Le président Ter Petrossian, qui voulait trouver un compromis avec l'Azerbaïdjan pour assurer une libre circulation pour les personnes et les biens, fut obligé de démissionner en 1998 sous la pression des dirigeants du Karabakh, Kotcharian et Sarkissian, qui conservèrent le pouvoir jusqu'au succès de la campagne contre la corruption menée il y a bientôt quatre ans par l'actuel Premier ministre Nikol Pachinian. Celui-ci réussit l'exploit de prendre le pouvoir pacifiquement.

Pendant deux décennies, l'effort nécessaire pour conserver une suprématie militaire n'avait pas été fait, tandis que le nouveau dirigeant, Nikol Pachinian, tendait à s'éloigner de Vladimir Poutine, erreur considérable dans la mesure où ce dernier était son seul garant. Recep Tayyip Erdogan, avec un indiscutable talent tactique et une détermination très au-dessus de la volonté de ceux qui lui étaient verbalement opposés modifiait la situation régionale. Ses rapports ambivalents avec la Russie désireuse de le détacher autant que faire se peut de l'OTAN n'empêchaient pas Ankara d'apporter une aide militaire à Bakou ainsi que des supplétifs syriens.

L'impréparation de l'Arménie était grande et sans doute l'appui de la Russie surestimé, aussi le rapport de forces penchait, dès le premier jour du côté azerbaïdjanais. Durant six semaines, les Arméniens se sont bien battus. On aurait dit autrefois qu'ils avaient sauvé l'honneur et perdu tout le reste.

Pachinian, depuis sa prise de pouvoir, s'est comporté comme un politicien provincial incapable de s'imposer comme l'indiscutable dirigeant du pays. Ses adversaires politiques continuaient à contrôler une large partie des médias et donc à exercer une influence importante.

Au début du conflit, Pachinian déclara absurdement qu'il n'y avait rien à négocier. Il est possible qu'il perdra le pouvoir à moins qu'il ne soit capable de se débarrasser de son opposition. S'il doit être remplacé, je doute que quiconque ait la rigueur nécessaire pour reconnaître que le Karabakh aura été une marche vers l'impasse encouragée davantage par l'émotion que par le calcul stratégique.

Les Russes maîtres de l'échiquier

Les Russes restent les maîtres du jeu. La fin du mandat de Donald Trump a été utilisée au mieux par la Turquie, dans la mesure où les États-Unis contrôlaient mal l'échiquier mondial. Cependant, l'accession au pouvoir de Joe Biden est plutôt une mauvaise nouvelle pour Erdogan qui va être obligé de tenir compte davantage des États-Unis comme de l'Europe. Des sanctions militaires américaines pourraient porter un coup sérieux à l'industrie de défense turque. De toute façon, la récession économique et la crise sanitaire ont sapé la popularité de M. Erdogan. Son parti, l'AKP, est crédité de 30 % des voix et le prochain scrutin en 2023 sera présidentiel et législatif. M. Erdogan pourra bénéficier de son alliance avec le parti ultra nationaliste MHP qui lui permettrait de dépasser de peu les 40 %. Il dépend d'investissements étrangers qui se font plus rares et d'une crise financière non négligeable : le dollar, valait 1,5 livre il y a dix ans et en vaut 7 aujourd'hui.

De surcroit, plusieurs des ténors de l'AKP, tel l'ex-président Gul, l'ex-ministre des Affaires étrangères, Davut Oghlu et le maire d'Istanbul Babacan sont désormais dans l'opposition.

Sur le terrain du Caucase, Moscou reste l'arbitre. Le 11 janvier, Vladimir Poutine a reçu à Moscou Nikol Pachinian et Ilham Aliev afin de discuter de l'application des accords du 9 novembre 2020 (après 6 semaines de guerre et 6 000 morts). La question du statut du Haut-Karabakh n'a pas été encore évoquée ni le contrôle de son accès, excepté pour les Russes. Un corridor sous contrôle russe joint le Nakhitchevan à l'Azerbaïdjan, ce qui permet à la Turquie d'atteindre la mer Noire et l'Asie centrale.

La prochaine réunion (la Turquie en étant exclue) aura lieu le 1er mars. Les Arméniens sont des vaincus sans grande perspective. En effet, sur la durée, le succès majeur depuis les lendemains de la Première Guerre mondiale est d'être parvenu à arracher un État dont la sécurité est aujourd'hui garantie par la Russie de Vladimir Poutine.

Sur le plan démographique, par rapport aux années soviétiques, l'Arménie s'est appauvrie. On ne dispose guère de statistiques, mais d'une population d'environ trois millions au départ, celle-ci aujourd'hui peut être raisonnablement estimée à moins de deux millions. Par conséquent, le Haut-Karabakh, depuis 1994, n'a jamais pu bénéficier – au contraire – d'une augmentation de la population arménienne, celle-ci, par rapport à 150 000 à l'époque soviétique, serait tombée autour de 1994 à quelques 80 000, chiffre peut-être optimiste.

Le parcours stratégique arménien, après la terrible saignée de 1915-1917 est loin d'avoir été un succès, malgré le sentiment inverse qui a régné en Arménie comme dans la diaspora entre 1994 et 2020.

L'avenir pour l'Arménie s'annonce difficile et tout retournement de situation semble exclu. ■

L'impressionnant monastère de Tatev, situé dans la région de Goris, au sud-est de l'Arménie.

Tsitsernakaberd,

le mémorial dédié aux victimes du génocide arménien à Erevan

Tsitsernakaberd signifie « fort aux hirondelles » en arménien.

Le monument est composé de plusieurs parties :
• 1 pointe de granit de 44 m de haut représente la renaissance de la nation arménienne. Cette pointe est divisée en deux parties, l'une couvrant l'autre, qui symbolisent les deux Arménies orientale et occidentale.

• 12 stèles de granit sont disposées en cercle.

• Au milieu, à 1,5 m de profondeur, la flamme éternelle est le lieu de recueillement. Tous les 24 avril, des milliers de personnes y déposent une fleur.

• Le long de l'allée menant à la stèle et à la pointe, un mur long de 100 m porte les inscriptions des principaux villages arméniens de l'Empire ottoman dans lesquels ont eu lieu les massacres.

En 1995 s'est également ouvert un musée circulaire souterrain.

Afghanistan

Kaboul & Nous

Le retrait américain d'Afghanistan s'éloigne et le tumulte qui monte des Balkans, du Liban ou du Sahel peu à peu le fait oublier. Il est pourtant utile d'y revenir, à la fois pour prendre quelques distances avec les affirmations faciles sur le déclin de l'Empire américain, pour évaluer le nouveau modèle d'affaires qui prévaut aux États-Unis, et pour interroger ce que pourrait être une politique européenne pertinente.

Par Hervé Juvin

Quand les États-Unis sont partis… ils sont toujours là.

Faut-il oublier l'Afghanistan ? Les États-Unis ont déjà tourné la page de leur plus longue guerre – plus de vingt ans ! Restent des forces spéciales et des « contractors » qui pourraient bien s'employer à entretenir le terrorisme aux flancs sensibles de la Russie et de la Chine, et à empêcher les Talibans d'administrer un pays qui n'a pas pour rien la réputation d'être ingouvernable… Restent des dispositions extraterritoriales, comme le blocage des avoirs à l'étranger de la banque centrale afghane, qui donnent aux États-Unis, par d'autres moyens, le pouvoir de remporter des guerres sans les livrer – tout au moins de réduire à la misère et au chaos leurs adversaires sans un coup de feu.

Depuis Kaboul, trois réflexions s'imposent à nous. D'abord, et selon une leçon maintes fois répétée, quand les États-Unis sont partis, ils sont toujours là. Ils sont là par drones, par bombardements aériens, par espionnage spatial et numérique. Ils sont là surtout par les moyens de cette « guerre hors-limites » théorisée par deux officiers supérieurs chinois, et qui mobilise bien d'autres moyens que les armes pour livrer bataille et réduire l'ennemi à merci. Citons le contrôle américain du système de paiement interbancaire mondial SWIFT, et la paralysie des mouvements financiers pour les pays exclus – de l'Iran à la Syrie… et l'Afghanistan. Citons ces lois si rarement commentées, qui donnent l'obligation à tout citoyen américain ou à toute entreprise dont le siège est aux États-Unis, de rapporter tout fait susceptible de menacer la sécurité ou les intérêts américains – tous ceux qui, en France ou ailleurs, font naïvement confiance à des sociétés d'avocats, des sociétés d'audit, des sociétés de conseil américaines devraient y réfléchir – qu'en pense Mac Kinsey, auquel le gouvernement actuel livre des pans entiers des politiques publiques françaises ? Citons l'application du droit américain sur la corruption à tout échange commercial rattaché aux États-Unis – les critères de rattachement étant des plus vagues, comme l'utilisation d'un téléphone portable de marque Apple, ou d'une puce américaine ! L'extraterritorialité du droit américain donne lieu à une colonisation qui ne dit pas son nom – une entreprise européenne qui accepte à son siège un « moniteur » américain dans ses murs est-elle encore européenne ?

Les Routes de la Soie, autoroutes pour la Chine

Qu'en disent la BNP, la Société générale, et cie ? Considérons le blocage aux États-Unis des fonds afghans, ou avec le vol d'un immeuble détenu par l'Iran à New York, pour conclure : tous les moyens sont bons pour réduire à la soumission ennemis, concurrents – et alliés. Et mesurons que la Chine n'a et n'aura pas plus de contraintes ni de retenue à exercer son pouvoir – le blocage des comptes de l'artiste contestataire Wei Wei par le Crédit Suisse (8 septembre 2021) ne laisse aucune illusion ; les Routes de la Soie sont aussi les routes de l'alignement sur le droit et l'intérêt national de la Chine.

Ensuite, parce que leurs fautes glissent sur les États-Unis sans entamer leurs certitudes ni enrayer leur marche en avant. Irak, Iran, Libye, Palestine, Syrie, Serbie, Kosovo, Crimée, de quoi parlez-vous ? Certes, l'ordre, la sécurité et la prospérité n'ont nulle part suivi les expéditions punitives américaines. Mais des États ont été détruits, des alternatives laïques et socialistes à la prédation privée ont été anéanties – n'est-ce pas la vraie faute des régimes bassistes comme de Milosevic ? – et des pays non-alignés ramenés à l'âge de pierre. Ajoutons que des zones de trouble ont été multipliées aux abords d'une Europe qui doit se voir rappeler sa dépendance. Le choix par les États-Unis d'un proconsul allemand en Bosnie-Herzégovine dit la réalité de l'indépendance stratégique de l'Union européenne – ceux qui en parlent savent qu'ils parlent dans le vide. Seule une Europe des Nations pourrait affirmer une volonté stratégique, fondée sur les intérêts communs des Nations. Nous en sommes loin. S'il est permis de parler de succès pakistanais, qui peut parler d'échec américain ? Les États-Unis ont investi des milliards de dollars

pour équiper une armée afghane qui ne s'est pas battue, et qui a livré une part de ses équipements et de ses armes aux Talibans. Mais où sont allés ces dollars ? La quasi-totalité a acheté des armes américaines, des équipements américains, et même la nourriture des troupes en place était acheminée des États-Unis ; de sorte que les budgets invoqués n'ont été que pour une part infime dépensés en Afghanistan, pour les Afghans. Entreprises et actionnaires auront été gagnants, et sans doute les seuls, du drame afghan.

Encore, l'aveuglement occidental à ce fait d'évidence : les Afghans sont chez eux en Afghanistan. Les Talibans sont maîtres d'un pays qui est le leur. Faut-il que nous soyons éberlués par l'idéologie globaliste pour ne pas voir la réalité ? En Afghanistan, les Afghans sont chez eux, ni les Américains, ni les Anglais, ni les Français, et les Afghans ont bien le droit de se gouverner comme ils le veulent, selon la foi et les mœurs qui sont les leurs, comme toute entité politique souveraine et indépendante – comme, au hasard, la Pologne et la Hongrie. Tout indique que la majorité de la population, quels que soient ses sentiments à l'égard des Talibans, ou plutôt du talibanisme, version peu attirante pour nous de l'Islam, n'attend qu'une chose : que l'occupation étrangère cesse. L'histoire afghane rappelle cette leçon sans exception : les traîtres à leur race, leur religion et leur peuple finissent toujours mal. Ceux qui sont tentés de collaborer avec l'occupant américain, en Europe comme ailleurs, contre les intérêts des leurs, doivent s'en souvenir. Et une certaine presse occidentale qui se lamente sur le sort des collaborateurs afghans des Américains devrait y réfléchir à deux fois. Nul ne s'allie impunément avec l'occupant. Le gouvernement que forment les Talibans n'entend pas accepter la présence de forces étrangères sur son sol, à moins qu'il ne les y invite lui-même.

Les Talibans sont maîtres d'un pays qui est le leur.

Le combat anglo-américain contre des peuples dignes et libres

C'est un premier facteur d'union des clans, tribus et factions afghanes, celui sur lequel ont intelligemment misé ces services d'intelligence pakistanais qui n'ont pas pour rien été formés par l'*Intelligence service* britannique. Faut-il que les États-Unis, la Grande-Bretagne, et hélas la France, aient oublié l'histoire pour ne pas comprendre que la condition d'un redressement, en Afghanistan comme en Syrie, en Libye, en Irak, en Bosnie ou ailleurs, est le départ des troupes étrangères, la prudence devant toute ingérence, et cette vertu oubliée du diplomate qu'est l'abstention ? Ou faut-il prévoir déjà que l'entretien, l'armement voire l'importation de « terroristes », ici comme ailleurs, fourniront le prétexte *ad hoc* pour poursuivre par d'autres moyens une guerre qui est d'abord une guerre contre les peuples d'Afghanistan, leur foi, leurs mœurs, et leur indépendance ? Il est bien d'autres contrées, de la Crimée à la République serbe de Bosnie, où Angleterre et États-Unis conduisent le même mauvais combat, contre des peuples dignes et libres – mais que signifient pour nous ces mots ?

Le véritable piège est interne, et il résulte d'une arrogance anglo-américaine qu'exprime parfaitement un article à sensation, publié dans le *Daily Mail* du 17 août 2021, sous la plume d'Andrew Neil. L'auteur s'attaque violemment à Joe Biden, accusé de mensonge, de cynisme, de lâcheté, et de trahison. Et l'auteur d'affirmer que les

forces américaines n'ont pas plus occupé l'Afghanistan qu'elles n'occupent le Japon, l'Italie, l'Espagne, la Corée du Sud, et tous ces pays dans le monde où elles disposent de bases militaires. En un mot, quel dommage que les États-Unis n'agitent pas partout le « big stick » de Théodore Roosevelt !

Rien ne saurait être plus contraire à la réalité, qui fait des États-Unis et de leurs suiveurs les premiers fauteurs de guerre du siècle qui commence – qu'en sera-t-il quand la Chine aura étendu son poing de fer ? Cela est une autre histoire ! Les États-Unis, comme leur prétexte, l'OTAN, préfèrent détruire ce qu'ils ne contrôlent pas. Grave faute, contre leur propre intérêt à terme ! Ils sèment le chaos, mais leurs récoltes sont fécondes à court terme – pas pour eux en tant que Nation, mais pour les prédateurs qui ont pris le pouvoir chez eux. L'Union européenne continue de se fier à la *pax americana*, rendue aveugle devant les agressions dont le bombardement de la Serbie – en Europe ! –, ou la protection accordée sur la partie occupée de la Syrie, Ifrin ou Idlib, aux terroristes de l' États islamique ont été les plus récents exemples. Rien ne pourrait davantage valider ce fait désormais ouvertement mis en avant par la Chine, notamment : les interventions américaines ne sont pas la solution, elles sont le problème. Et rien ne pourrait davantage mettre la Chine à son tour en garde : l'arrogance est la route assurée de l'échec.

La fiction d'une armée nationale afghane

Que l'Afghanistan suive son destin, que souhaiter de plus aux Afghans ? La faillite du droit sans la force, et même avec elle, devrait interpeller une Union européenne qui poursuit une hallucinante fuite en avant normative et juridique. Les services de renseignement américains, aveuglés par une idéologie qui interdit de considérer la race, la religion, le genre, la tradition, comme des données fondamentales de l'ordre politique et de l'expérience humaine, ont fait croire à la fiction d'une armée nationale afghane – comment pourrait-il y avoir une armée afghane quand il n'y a pas de Nation afghane ? Pléthore de conseillers, de juristes, de « contractors » en tout genre, ont vendu pour des dizaines de milliards de dollars la politique de leurs intérêts : peu importent les résultats sur le terrain, l'essentiel était que Washington signe les commandes et que l'argent revienne à Washington ! Docile en façade, Kaboul a vécu sa « gay pride » comme les autres ! Qui aurait osé rapporter à Washington les vrais sentiments des Afghans devant la parade qui leur était infligée ?

Notre devoir d'examen est urgent. Car le feu couve aux portes de l'Europe et la fumée monte déjà du feu qui couve sous la cendre de conflits mal pacifiés. Le point de rupture des Routes de la Soie se situe dans les Balkans, comme en Biélorussie, et à l'évidence certains s'emploient en ce sens, du Kosovo à la Macédoine du Nord et de Banya Luka au Montenegro, voire de Zagreb à Chisinau ; comment accepter que soit criminalisée la négation d'un « génocide » qui n'a jamais eu lieu, comme une enquête internationale sur les « massacres » de Srebenica vient encore de l'affirmer ? L'instrumentalisation de la Russie comme ennemi majeur, justifiant les contrats d'armement et la mise sous tutelle de l'Union européenne, met gravement sous tension une Russie qui a des raisons de se penser trahie, et dispose de preuves que l'OTAN menace ses frontières, faute de la profondeur stratégique que la chute de l'URSS lui a

retirée. Il est grave que l'Union se laisse entraîner à la suite d'une organisation dévoyée, qui cherche sa raison d'être loin de ses origines et de sa légitimité – protéger l'Europe contre l'Empire soviétique. À l'égard de la Russie d'aujourd'hui, de la Chine d'aujourd'hui, et de ces pays que les États-Unis désignent comme cibles, l'Union européenne ne partage ni les intérêts, ni les raisons d'agir, ni surtout l'agressivité américaine : doit-elle leur servir de prétexte, ou de complices ? Les provocations de l'OTAN en Ukraine, en Crimée, à partir des États baltes ou de la Pologne, mettent moins en danger la sécurité des Nations européennes qu'elles ne les détournent de leurs vrais sujets stratégiques ; leur autonomie financière, alimentaire, énergétique, leur capacité de projection militaire sur des théâtres d'intervention où leurs intérêts vitaux sont en jeu, et leur combat contre l'Islam conquérant.

Les traîtres à leur race, leur religion et leur peuple finissent toujours mal.

Il n'est pas donné à tous d'avoir une Nation

L'Afghanistan doit réveiller la conscience européenne. Nul ne fera pour l'Europe ce qu'elle ne fera pas pour elle-même. La fausse sécurité donnée par l'OTAN est le premier obstacle que les Nations européennes rencontrent sur la voie de la sécurité commune, avec le détournement de fonds que la commande obligée à l'industrie américaine signifie pour les États et les industriels européens de la Défense ; la Pologne laissée à l'écart de l'accord sur Nordstream2 donne à cet égard le lamentable exemple de la sujétion sans contrepartie. Il n'y aura pas plus d'État européen qu'il n'y a d'État afghan, parce que l'écart des expériences historiques, des appartenances et des intérêts renvoie la rhétorique sur la communauté de destin au vide qu'elle ne dissimule plus ; la démission de l'Allemagne face à la Turquie comme la soumission de l'Union aux injonctions américaines d'embargo et de sanctions vaut preuves. Et il y aura d'autant moins de Nation européenne que l'inflation du droit et de la norme étouffe le politique, cette conscience politique, cette identité collective et ce pouvoir revendiqué en tant que tel qui seuls pourraient fonder une Nation. Que le drame afghan le rappelle aux peuples oublieux de leur histoire ; il n'est pas donné à tous d'avoir une Nation, et ce trésor qu'est un États Nation en pleine possession de son territoire se protège, se défend, et se mérite. Il est temps que les Français, parmi d'autres, pas si nombreux, y pensent. ■

Au-delà de la guerre et de la paix

Les dérives du système international et le drame européen

Par Hervé Juvin

Les accords de Yalta et le partage du monde entre l'URSS et les États-Unis ont mis fin aux guerres européennes. Les bombardements de l'OTAN sur la Serbie auraient dû sonner comme un rappel : l'Europe n'est pas à l'abri de la guerre, et la protection américaine vaut ce que vaut l'Europe pour les intérêts américains. Au moment où les bruits de guerre se rapprochent, du Sahel aux Balkans et à la Méditerranée, au moment où l'OTAN multiplie les provocations au point de faire reporter une rencontre prévue entre le Président Poutine, Madame Merkel et Monsieur Macron, il nous a semblé important de faire le point sur la transformation de la guerre et sur ce point décisif ; dorénavant, la guerre ne tue plus que des civils, et la « guerre sans morts » pourrait bien être pire que les guerres que nous avons connues dans le passé.

Sebastiaan Vrancx, *Le pillage de Wommelgem*. (1625-1630)

Tout commence avec la guerre de Trente Ans (1618-1648), véritable guerre de religion qui vise l'extermination de l'Autre – catholique pour un camp, protestant pour l'autre camp –, tue le tiers de la population de ce qui deviendra plus tard l'Allemagne et se termine par le traité de Westphalie (1648).

Un ordre international inédit va naître du sentiment d'horreur provoqué par la guerre de Trente Ans – le « plus jamais ça » européen n'a rien de moderne. La religion a tué plus que la Peste Noire ; le fait ne sera pas oublié.

Cet ordre international pour la première fois renonce à définir un Bien supérieur au nom duquel justifier les guerres. Les relations internationales – entre États constitués, en l'occurrence Empires, royaumes et principautés – reposent désormais sur la légitimité de la poursuite par chaque entité politique reconnue par ses pairs, disons chaque État, de ses intérêts. La raison d'État l'emporte. Le Bien suprême, c'est-à-dire la paix, doit naître de la reconnaissance mutuelle par chaque État de la légitimité des intérêts des autres États, et de l'organisation de relations régulières entre eux afin de prévenir et d'éviter tout conflit.

Ce nouveau régime des relations européennes, auquel n'est pas encore associée la Russie, va durer peu ou prou pendant trois siècles. Et il faut attribuer au cardinal de Richelieu, avec son alliance de revers avec le Turc, contre l'Empire des Habsbourg et Ferdinand II, la première formulation lucide de cette réalité ; la paix naît davantage de la poursuite raisonnée par chaque Nation de son intérêt particulier, que des grands principes et des bons sentiments – pour ne rien dire de la vraie Foi.

De la raison d'État dépend la survie de la France, qui n'a rien à voir avec la religion ou le droit – sujet d'actualité s'il en est. À l'inverse, la poursuite du Bien, du Vrai et la défense de Dieu dans le domaine politique produit les plus grands désordres et les pires horreurs. L'Union européenne s'en souvient-elle ?

La particularité remarquable du système fondé sur la raison d'État et la poursuite par chaque Nation de son intérêt propre, généralement dénommé « système européen », est qu'il n'exclut pas la guerre. Il tente de l'encadrer, de la limiter, et pour tout dire, de la civiliser. Et il y parvient assez bien. Exclure la religion des motifs de guerre était un immense progrès, et le début d'une laïcisation de la société européenne qui suivra son cours. Le réalisme qui préside au traité mettant fin à la guerre de Trente Ans commandait de prévenir, mais aussi d'inclure la possibilité de guerres entre États européens, pour des raisons pouvant être dynastiques aussi bien que territoriales. Aujourd'hui comme alors, tout doit être fait pour éviter d'en arriver là, mais la modestie comme le réalisme obligent à le reconnaître : des conflits peuvent survenir quand les intérêts nationaux deviennent inconciliables. La guerre ne sortira pas de l'histoire.

Toute l'histoire le répète : des guerres se déclenchent, et bien malin ou bien fou, qui porte un jugement moral sur l'une ou l'autre partie, et le croit définitif.

Des guerres se gagnent ou se perdent, et le vainqueur écrit l'histoire, condamne des coupables et décide des responsabilités. Il en a été ainsi, et qui peut douter qu'il en soit ainsi, après les mensonges d'État qui ont permis la création du Kosovo, la détention pendant dix ans de Laurent Gbagbo à La Haye (pour rien !), justifient encore l'invasion de l'Irak et de l'Afghanistan, la destruction de la Syrie, de la Libye, et qui préparent d'autres guerres aux rives de l'Union européenne ?

L'innovation radicale du Traité de Westphalie est de dépasser la question des responsabilités, des causes réelles, et du bon droit. Le sujet est alors, non pas de déterminer qui a raison, qui défend le Bien et qui sert le Mal, comme l'ancien ordre de nature religieuse le voulait, mais de limiter les dommages liés à la guerre, d'épargner les populations civiles, et d'obtenir dans les meilleures conditions et les plus brefs délais que la décision des armes conduise à un nouvel état de paix durable, une fois les buts de guerre atteints, une fois les intérêts nationaux réaccordés. La guerre, sans montée aux extrêmes. La guerre, comme catharsis, pour créer les conditions de la paix.

Exclure le Bien et le Mal des relations internationales, et admettre la guerre comme un ultime recours des conflits entre Nations ; la rupture de cette « réalpolitique » avec l'ordre ancien de nature religieuse était considérable, elle a tout à voir avec l'enseignement de ces réalistes que furent Machiavel, Grotius, ou les juristes français servant la monarchie. Il est permis de le considérer comme une avancée remarquable de la civilisation, une avancée aussi remarquable que celle qui, deux siècles auparavant, avait conduit la Chine à renoncer à toute expédition maritime pour se concentrer sur son ordre interne et son harmonie intérieure (1418). Dans son maître ouvrage, *Diplomatie,* Henry Kissinger accorde à juste titre un rôle fondateur au Traité de Westphalie. Il en fait la fondation de l'ordre des Nations, du *jus bellum* européen, et de cette civilisation de la guerre qui, jusqu'à l'agression nazie de 1939 et aux guerres totalitaires qui vont suivre, s'est traduite par une constante : les victimes civiles des guerres qui se sont succédées, des entreprises de Louis XIV à celle sde Napoléon Ier puis à la Grande Guerre de 14-18, ont été infiniment moins nombreuses que les victimes militaires. **La guerre au nom de la raison d'État ne tuait que les soldats qui la faisaient. Les guerres contemporaines au nom du Droit et des Droits sont des guerres d'extermination.**

Francisco de Goya, *Les Désastres de la guerre*. (1810-1815)
À gauche : *Tristes presentimientos de lo que ha de acontecer* (Tristes pressentiments de ce qui doit survenir) ; à droite : *Con razón o sin ella* (Avec ou sans raison).

Tout le droit des conflits, le droit militaire (voir l'analyse de Ramu de Bellescize) européen, puis mondial, tendait à faire disparaître « guerra », la « sale guerre », la guerre totale, la guerre d'extermination, la guerre sans fin, pour encadrer et contenir « bellum », la guerre que se font des militaires sur le champ de bataille. Les familiers de l'ethnologie retrouveront là les pratiques, pour nous étonnantes, de maintes sociétés non-occidentales ; le jugement, et la peine en cas de faute, ont moins pour but de punir un coupable que d'assurer la réconciliation et le retour de la paix ; puisque nous sommes condamnés à vivre ensemble…

Voilà qui serait d'une grande utilité au Sahel, pour distinguer ceux qui vont vivre ensemble, Peuls, Touareg et Bambaras ou Dogons, qui sont condamnés à se réconcilier, et ceux qui viennent d'ailleurs imposer un Islam étranger (alors que la société Touareg a toujours laissé une place centrale aux femmes…) – les seuls qu'il est légitime de combattre.

La Convention de Genève, diverses dispositions comme l'interdiction des armes chimiques et bactériologiques, celle des mines antipersonnel, ou des munitions à fragmentation ou au phosphore blanc, témoignent à leur manière de cette volonté de civiliser la guerre ; tout doit être fait pour limiter les conséquences d'un malheur inéluctable, et ne pas ajouter le pire au mal !

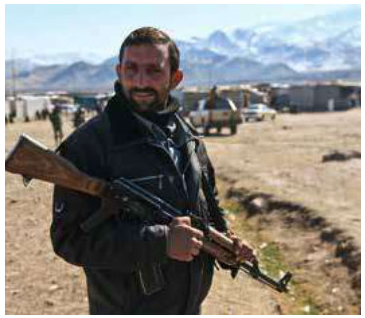
La guerre, mais dans les règles, entre soldats, et pour des intérêts définis, matériels, qui permettent de conclure des traités de paix durables et équitables pour les deux parties !

Il y a des exceptions notables, comme la guerre que le peuple espagnol conduira contre les troupes de Napoléon, guerre dont la sauvagerie est immortalisée par Goya dans sa série de gravures : *Les Désastres de la guerre* ; guerre qui fut prototype de la « guerra », la sale guerre, la guerre de partisans, comme le seront beaucoup des guerres de colonisation. Mais pris dans son ensemble, le XIXe siècle va marquer à cet égard un point d'aboutissement de la civilisation de la guerre ; dans les deux guerres franco-allemandes de 1870 et 1914-1918, non seulement les victimes militaires sont infiniment plus nombreuses que les victimes civiles, mais les cas de massacres collectifs comme les cas de torture de combattants sont exceptionnels. Et maints récits, par exemple de soldats français de l'armée napoléonienne, laissés pour morts, et par la suite intégrés à la société russe, par exemple encore des scènes de fraternisation sur le front en 1916 et 1917, témoignent que la guerre ne signifiait pas la haine de l'ennemi. Moins d'une victime civile pour dix combattants en 1914-1918. Près d'un militaire tué pour mille civils en Afghanistan. Qui ne voit le progrès de civilisation ?

Pacifier la guerre. Nous en sommes loin. S'il est un trait commun à toutes les guerres qu'a connu le trop long XX[e] siècle, de la barbarie nazie aux guerres conduites en Afghanistan, en Irak et en Syrie, c'est que la proportion des victimes est inversée. **Les victimes civiles sont désormais plus nombreuses, infiniment plus nombreuses même, que les victimes militaires.** Et elles le sont d'autant plus que, dans nombre de situations de conflit armé, il n'y a tout simplement pas d'armée en face ; les « ennemis » sont des civils, qui sont chez eux, et n'acceptent pas la loi d'une armée étrangère immanquablement considérée armée d'occupation. C'est l'effet pervers de la dissuasion nucléaire – quelle armée peut s'opposer à un agresseur doté de l'arme suprême ? – comme celui de l'absolue suprématie que la technique donne à un petit nombre d'armées sur le champ de bataille ; le conflit de haute intensité qui a opposé l'Arménie à l'Azerbaïdjan a permis une fois encore de démontrer ce qu'Ernst Junger (in *Orages d'Acier*) avait bien vu ; la puissance dissolvante de la technique, contre laquelle ni le courage, ni les muscles, ni l'intelligence ne peuvent rien. Que pouvaient les jeunes soldats arméniens en janvier dernier face aux drones turcs de l'armée azérie (lire, dans ce numéro d'IDées, l'article de Gérard Chaliand) ? Que peuvent les tribus peuhles ou Touaregs défendant leurs territoires et leurs habitudes nomades face aux drones et aux satellites des troupes françaises ? Votre à leurs munitions au phosphore ?

Face aux armées modernes des États dominants, la seule opposition possible est celle de peuples en armes – une guerre asymétrique, qui n'a plus rien à voir avec les codes et les lois de la guerre. Une guerre où tous sont cibles, où tous sont assassins.

Nommons « résistants » plutôt que « terroristes » ces Irakiens, Afghans, Libyens, Maliens, etc., qui sont chez eux, qui font face à des étrangers armés, et nous aurons quelques chances de considérer d'un autre œil les croisades occidentales actuelles – et leur issue inéluctable, y compris au Mali. Les palinodies d'un Paul Bremer affirmant que leurs amis américains ont « libéré » les Irakiens de Saddam Hussein valent ce que valent les déclarations d'un Nicolas Sarkozy se félicitant d'avoir « libéré » les Libyens de Muammar Khadafi ! Comme l'avait justement affirmé le général Bentegeat, toute armée qui demeure dans un pays étranger, même ami, devient une armée d'occupation – et fait face à la population. Les coalitions occupantes, en Irak comme en Libye et en Syrie, comme au Liban, attirent la réponse légitime qu'est la résistance, avec sa conséquence aux effets souvent tragiques ; pour le militaire occupant, tout civil est un ennemi potentiel, ressenti comme illégitime, traître, et moins ennemi que criminel. **Faut-il que la France ait oublié les leçons de la Résistance, et accepte la colonisation mentale d'une Amérique neuve au monde, et plus encore, ignorante du monde, pour souscrire à ses folles aventures extérieures** (lire dans ce numéro, l'article de Xavier Raufer) ?



De David Galula à Gérard Chaliand, de Frantz Fanon à Bernard Lugan, les analystes des guerres coloniales, qui ont souvent été, ou sont devenues, des guerres civiles (l'Algérie en donnant l'exemple) et, aussi, des conflits ethniques (du Congo à l'Angola et du Kenya au Rwanda), ont généralement bien montré le caractère hors normes de ces guerres « sans foi ni loi ». Ils soulignent que la réalité non-étatique, infra-étatique même, de ces conflits (en face d'États colonisateurs, aucun État n'oppose une armée régulière et le conflit est asymétrique ; ou encore, face à une force armée partisane, clanique ou tribale, s'oppose une résistance armée partisane, clanique ou tribale, et le conflit est infra-étatique) explique une montée aux extrêmes généralement rapide et sans solution de sortie. Un accord de paix est impossible ; « eux ou nous » est la règle… à moins qu'une puissance extérieure, supérieure en capacités, ne s'en mêle pour obtenir l'arrêt des hostilités. Les États-Unis ont revendiqué ce rôle, pas toujours à tort, comme maints conflits en Afrique, en Amérique latine et en Asie l'ont montré. Le rôle pacificateur des ou de la puissance dominante ne peut être nié, même s'il a pour contrepartie des avantages économiques éprouvés…

À très peu d'exceptions près (la confrontation Inde-Chine, par exemple), les conflits actuels sont des conflits de type colonial ; une armée étrangère s'oppose à une ou des populations sur leur propre territoire. C'est le cas en Syrie comme au Yémen, au Donbass comme au Mali, en Éthiopie comme au Congo.

Rien d'étonnant à l'ensauvagement que les institutions déplorent. Ce retour de la sale guerre, la guerre de civils, la guerre qui mobilise toute une communauté contre un ou des ennemis désignés comme étrangers, extérieurs, envahisseurs, est partout. Il conduit à la guerre hors limites, celle où les armes bactériologiques s'utilisent, celle où l'arme numérique peut s'avérer décisive en paralysant les communications, l'adduction d'eau, les transports, en rendant ingérables les hôpitaux, l'état-civil et inopérantes les forces de l'ordre, en faussant les élections… Il révèle ce que nous ne voulons pas voir ; quand l'État Nation recule, quand les ordres traditionnels s'effondrent, le retour des ordres antérieurs, primitifs, de la religion, de la race, de l'histoire, créé des conflits irréconciliables. Il devrait nous interroger sur les conséquences d'un idéalisme juridique qui peut avoir les pires conséquences ; l'imprescriptibilité des crimes dits « contre l'humanité » est, en pratique, l'invitation des guerriers à ne jamais déposer les armes ; ceux qui font la paix doivent-ils être poursuivis ? De quel prix se paiera pour l'Union européenne l'imposition d'un « état de droit » qui bafoue les mœurs, les traditions et la raison ? Il a une conséquence majeure ; il supprime la différence entre militaires et civils. Les films américains sur l'invasion de l'Irak ou de l'Afghanistan le montrent ; enfant, femme, jeune ou vieux, tout civil est un ennemi potentiel, donc une cible légitime. Dans les guerres modernes, les opérations ne tuent plus les soldats, ou si peu ! Le bilan des opérations militaires extérieures américaines est révélateur ; en Afghanistan comme en Irak, moins d'un soldat américain a été tué pour… 1 000 à 10 000 victimes civiles ! À plusieurs reprises, la population israélienne s'est émue parce que le bilan d'une opération militaire voyait plus d'un soldat de l'armée israélienne tué pour 100 ou 1 000 ennemis… Encore plus révélateur est que ces interventions qui auraient quelques raisons d'être désignées comme « massacres de masse » sont dénommées « opérations de maintien de la paix », « opérations antiterroristes » au terme d'actions de propagande dont l'OTAN n'a pas le monopole, mais qu'il pratique avec virtuosité. (Rangeons dans ces opérations de propagande l'actuelle dénonciation vertueuse des opérations de maintien de l'ordre dans le Sin Kiang chinois : que les États-Unis, responsables de millions de morts dans les pays musulmans qui avaient le seul tort de ne pas se plier à leurs ordres, puis de résister à l'occupation par l'US Army, se posent en défenseurs des musulmans chinois, devrait susciter quelque réflexion !)

L'idéalisme wilsonien, Aristide Briand et la Société des Nations ont rompu avec le réalisme européen en mettant la guerre hors la loi. Cela ne veut pas dire qu'il n'y ait plus de guerre, mais que les guerres ne peuvent plus que combattre le mal – ce que les troupes de Mussolini feront avec succès, employant en masse les gaz de combat contre les soldats du Négus d'Éthiopie…

L'idéalisme interdit la guerre, il débouche sur la sauvagerie. **Car tout affrontement qui n'est pas fondé sur des intérêts nationaux concrets, donc limités, dérive vers le crime, vers la terreur, et vers la condamnation morale.** Qui ne connaît pas de limites. Et qui appelle le retour du religieux – du Bien et du Mal. Quel soldat américain a jamais considéré ses ennemis autrement que des terroristes ? Qui peut résister à l'ordre américain sans être inspiré par le Mal ? Et qui voit une différence avec les fous de Dieu qui tuent au nom d'Allah, de l'hindutvah, ou du Bien ?

Dans tous les cas, difficile de faire la paix. Tout va bien quand le corps expéditionnaire quitte le pays, comme il le fera immanquablement en Afghanistan, en Irak et en Syrie – avec quelles ruines laissées derrière lui ? Tout va mal quand la « sale guerre » a opposé ceux qui sont d'ici et de chez eux – et sont condamnés à rester voisins, et à vivre ensemble. Les pays d'Europe de l'Ouest échapperont-ils aux conséquences de leurs refus de distinguer parmi ceux qui aspirent à profiter de leur accueil, entre leurs amis et leurs ennemis ? Combien de temps encore la paix fragile dans les Balkans résistera-t-elle à l'agressivité de l'OTAN ? Si la guerre poursuit seulement des intérêts divergents, la victoire satisfait les intérêts du vainqueur, et tout est dit.

Si la guerre oppose le Mal et le Bien, seule la destruction complète des forces du Mal peut ramener la paix.

Rien d'étonnant si les discours des matamores du Pentagone ont si souvent des relents bibliques ; « Tuez-les tous ! » est une injonction faite au Peuple élu, et la Nation indispensable l'applique sans retenue ! Rien d'étonnant si les États-Unis n'ont jamais signé les traités restreignant l'usage d'armes non conventionnelles, s'ils gardent un secret troublant sur leurs laboratoires de recherche en guerre bactériologique (y compris ceux qui sont installés en Europe), s'ils ouvrent la voie à la banalisation de l'emploi d'armes nucléaires à travers des bombes miniaturisées, et si eux et leurs alliés refusent que leurs soldats ou leurs mercenaires puissent être poursuivis et jugés pour d'éventuels crimes. Rien d'étonnant non plus si les États-Unis refusent d'accorder le bénéfice de la Convention de Genève aux « combattants ennemis », allant jusqu'à nier leur qualité d'homme aux prisonniers de Guantanamo ; qui prend les armes contre les États-Unis est-il encore un homme ? Qui conteste l'autorité du Parti communiste chinois, ou celle des mollahs à Téhéran, mérite-t-il encore de vivre ?

Dans cette montée aux extrêmes à laquelle nous assistons depuis le 11 septembre, dans laquelle nous sommes entraînés, le retour de la morale en politique est le premier coupable – ou plutôt la foi religieuse dans l'application du Bien. **La religion des Droits de l'Homme aura fait, pour finir, autant de victimes que les religions divines – sans Dieu, sans sacré, et sans espoir de Salut.** Et sa première victime est la lucidité – l'intelligence stratégique. « Dieu est avec nous » se dit dans toutes les langues du monde. C'est la formule assurée de la barbarie. Et, pour en finir avec les sottises généralement répandues au sujet du doux de commerce, de la mondialisation heureuse et de la globalisation comme paix universelle, il suffit de considérer l'évolution de la guerre depuis que le Traité de Westphalie est effacé par la prétention des uns et des autres à détenir le Bien.

Comment l'expliquer? C'en est bien fini de: «Messieurs les Anglais, tirez les premiers», et du temps où les aviateurs payaient le champagne à leur ennemi abattu. Le temps où les ennemis se respectaient, se considéraient, et traitaient leurs prisonniers avec respect, est loin; l'histoire de la RAF, de l'escadrille Normandie-Niemen et de la Luftwaffe en donne-t-elle les derniers exemples? Guantanamo est là pour en témoigner, comme le génocide des enfants irakiens dû à Mme Allbright et aux sanctions américaines, et désormais, en cours en Syrie. Henry Kissinger explique comment les Américains croient sincèrement détenir le Bien, et comment il leur est incompréhensible que d'autres hommes, ailleurs, dans d'autres Nations, puissent sincèrement avoir une autre conception du Bien, appliquer d'autres lois et suivre d'autres mœurs.

Ce qui convient aux Américains doit nécessairement convenir à l'humanité; cette vision provinciale d'un pays qui s'est toujours cru à l'abri des tumultes extérieurs (jusqu'au 11 septembre) explique bien des malheurs, et bien des fautes... Elle explique surtout le mouvement profond qui veut que la globalisation conduise à la guerre, la globalisation appelle la guerre, la globalisation est déjà la guerre.

La globalisation rend irrémédiable la confrontation entre civilisations, religions, cultures; parce que la globalisation affronte directement cette liberté politique qui est le propre de l'homme, et qui se traduit par le fait que, pas plus hier qu'aujourd'hui, les hommes ne sont les mêmes.
Toute entreprise qui joue le jeu de la globalisation se heurte tôt ou tard à la complexité des législations nationales, des codes des impôts, du maquis des lois sociales et des charges salariales. Tout investisseur qui risque ses capitaux dans des entreprises d'autres continents s'insurge contre la possibilité de changements politiques qui bousculent ses anticipations de rendement, qui menacent le développement de ses affaires, ou qui mettent en danger les fonds investis. Et tout compétiteur sur la scène globale est porté à croire que ses concurrents plus favorisés utilisent l'écart des lois, des tolérances locales aux pratiques de corruption ou des mélanges public-privé institués pour gagner des contrats à son détriment. L'ensemble explique le recours à des tribunaux d'arbitrage privés que prévoient désormais tous les accords de libre-échange, dépossession des États du pouvoir de faire la loi sur leur territoire. L'ensemble justifie la pression croissante à l'uniformisation des lois, des pratiques judiciaires et des modèles d'affaires; une seule loi, un seul modèle, les affaires s'en porteront mieux! Le marché l'exige, la concurrence le réclame! L'ensemble explique aussi l'exportation forcée par les États-Unis du modèle «law and economics» de Richard Pozner et de l'école de Chicago; la loi doit servir aux affaires! Pression au départ formelle, mais de plus en plus intrusive, et qui ne peut à la fin conduire qu'au conflit, parce qu'elle signifie la fin de la liberté politique. **La globalisation est une agression contre la diversité humaine, et conduit immanquablement à la négation du droit des peuples à faire leur loi sur leur territoire.**
Voilà pourquoi le conflit est inéluctable. Qui croit vraiment que la République populaire de Chine va accepter le régime juridique fondé sur l'individualisme radical et la séparation entre public et privé que les États-Unis veulent imposer à travers l'extraterritorialité de leur droit? Rappelons que le mot «individu», comme celui de «droits individuels», n'existe pas en chinois.

Le temps où les ennemis se respectaient, se considéraient, et traitaient leurs prisonniers avec respect, est loin; l'histoire de la RAF, de l'escadrille Normandie-Niemen et de la Luftwaffe en donne-t-elle les derniers exemples? Guantanamo est là pour en témoigner, comme le génocide des enfants irakiens dû à Mme Allbright et aux sanctions américaines, et désormais, en cours en Syrie.

Qui croit vraiment que la Russie, victorieuse de la barbarie nazie, acceptera de changer ses mœurs et sa foi pour les délires californiens que l'Union européenne et le régime des sanctions prétendent lui imposer? Et qui croit que quelques-unes des plus puissantes civilisations religieuses que le monde ait portées, l'Hindouisme, l'Islam ou l'animisme, puissent disparaître sous l'égide des Droits de l'Homme?
Ceux qui répondent «oui» doivent mesurer le mépris de l'histoire et de la liberté dont ils témoignent. Et ceux qui répondent que «tous les hommes sont les mêmes» devraient méditer sur l'extinction de la diversité humaine à laquelle ils participent, perte plus redoutable encore que celle de la biodiversité. Le recul de civilisation est notable. Nous sommes revenus au primitif, aux malédictions divines, et aux exterminations au nom de Dieu. Ni homme, ni femme, ni enfant n'en doivent réchapper puisque tous sont coupables!

La régression est historique. Nous en revenons avant 1648, avant le Traité de Westphalie, à la barbarie biblique et aux temps pré-nationaux. **Nous abandonnons le chemin de la civilisation, qui est celui de la tolérance à la diversité des peuples, des mœurs et des lois.** Les morts de Serbie, d'Afghanistan, d'Irak, de Libye, et combien d'autres, sont morts au nom du Bien, sacrifiés à un universalisme qui sert si bien les tribus qui contrôlent les images et les mots ! Et les invocations à l'ordre international, au multilatéralisme et aux institutions du passé n'y changent rien, même quand les États-Unis les multiplient ; pas une semaine sans que M. Antony Blinken ne réveille la nostalgie de l'Empire, n'appelle au retour de l'ordre international et à un nouvel alignement du monde sur « la Nation indispensable » ! Sans mesurer que le moment américain du monde est passé. Sans prendre en compte le fait que plus personne, nulle part, ne voit la Banque mondiale, l'OCDE, l'Otan ou le FMI autrement que comme le paravent de l'intérêt national américain !

L'URSS, dans sa répression féroce des minorités, n'a rien à envier aux États-Unis – sauf la puissance ; les Nenets, Khirgizes ou Tchouktches peuvent en témoigner, comme les chamanes envoyés en camp de travail ! Mais les Russes s'en tiennent à leur territoire – un territoire qu'ils ont déjà bien du mal à tenir. La République populaire de Chine elle aussi aurait beaucoup à dire sur la mise au pas des minorités, toutes celles dont les mœurs choquaient le puritanisme de rigueur sous Mao-Tsé-Toung ; mais la Chine n'a jamais prétendu conduire l'humanité sur la voie du bonheur, la Chine lui suffisait ! De sorte que la question n'est pas de savoir si Russes et Chinois peuvent accepter un monde multipolaire, sans puissance dominante ; la question est de savoir si les États-Unis peuvent l'accepter. Accepter un monde dont ils n'écrivent plus le scénario ! De quoi ébranler Hollywood, ou la Silicon Valley !

Les États-Unis et leurs suiveurs ne reconnaissent pas la légitimité d'intérêts nationaux divergents, et divergents parce que résultant de la liberté politique – la capacité des peuples de choisir leurs lois et de décider de leur destin. L'Union européenne les suit sur la voie redoutable où le moralisme de leurs origines les conduit – le moralisme dévoyé de la « woke culture » et des Gafam pirates. Et elle les suit sans ce réalisme qui fait que les États se reconnaissaient autorité réciproque et légitimité mutuelle. Les États-Unis, et l'Union à la remorque, décident qu'il n'y a pas de liberté concevable pour les ennemis de la liberté, pas d'expression possible pour les adversaires de la démocratie, pas de tolérance possible pour les promoteurs des régimes autoritaires – et qu'importe si les uns sont plébiscités par la majorité de leur population, si d'autres veulent seulement conserver leurs mœurs et leur foi, si d'autres encore expriment leur colère contre la censure des réseaux et le conformisme imposé aux media !

Rien de nouveau, sinon le fait de la globalisation qui place la liberté politique au cœur des enjeux géopolitiques ; le débat du moment est moins l'opposition entre deux systèmes à vocation universelle que l'abandon de toute prétention à l'universel.

Et ce débat touche au cœur la prétention de ceux qui ont fait de l'universel leur fonds de commerce. C'est entendu, les États-Unis, l'Otan et leurs alliés font des guerres au nom du Bien – des Droits de l'Homme, de la liberté, de la justice, etc. C'est entendu également, une légion d'ONG, de Fondations et de media soutient l'affirmation généreusement répétée ; c'est pour leur Bien que nous les tuons, que nous volons leur pétrole, que nous leur ordonnons de changer leurs mœurs, leur foi et leur société ! Et c'est parce que nous sommes les seuls à détenir le Bien que nous pouvons éradiquer tous ceux qui ne se rallient pas à notre civilisation supérieure ! S'ils meurent, c'est parce qu'ils n'ont pas compris où était leur intérêt !

Caricature ? Si peu ! La guerre est sortie de la conscience européenne. Quelle gêne ressent la France occupée par le globalisme à célébrer ce seigneur des batailles que fut l'empereur Napoléon 1er ! Quel trouble la saisit devant les guerriers qui ont fait son histoire, et qui l'ont faite ce qu'elle est ! Et quel interdit pèse sur la conscience nationale, qui rend impossible d'énoncer le fait politique déterminant du dernier demi-siècle ; **pour la première fois depuis l'Empire, la France a disposé d'une supériorité militaire totale sur l'Allemagne, et elle n'en a rien fait, et elle n'a rien négocié, et rien obtenu !**

La guerre est interdite, mais il faut bien la faire. Les armes ne peuvent plus tuer personne, elles doivent disparaître de nos usines et de nos marchés, mais les industries de l'armement demeurent plus que jamais la garantie de la puissance et d'une place dans le monde (et la France a très heureusement consolidé sa position de 3e exportateur mondial d'armements de 2017 à 2020). Parce qu'elle n'en a pas fini avec la puissance, parce que trois gouvernement successifs n'en ont pas fini avec l'indépendance nucléaire, parce que les Français sont encore nombreux à croire en eux-mêmes et en leurs propres forces, et à ne pas oublier l'histoire, la France est au cœur de l'intense contradiction qui saisit un Occident qui refuse la guerre mais incendie le monde et d'alliances qui prétendent servir la paix, mais allument partout aux lisières de l'Europe les braises du conflit, ou les menaces qui le précipitent.

Le constat est là, et il est implacable. L'universalisme occidental est devenu le premier fauteur de guerre, et l'unilatéralisme américain, une voie sans issue qui suscite le rejet et interroge ; les États-Unis sauront-ils devenir une Nation parmi d'autres ?

Le premier drame d'une Europe qui a acheté son confort au prix de la dépendance stratégique, c'est l'incapacité à se dire et à se reconnaître singulière. **L'Europe est une autre. Pour le refuser, pour vouloir se fondre dans une humanité qui n'existe pas, elle s'acharne à n'être rien, à ruiner en elle tout ce qui la fonde en la distinguant.**

Sans doute, l'Europe n'est-elle plus ni blanche, ni chrétienne, mais quelle est-elle ? Derrière les proclamations creuses de valeurs qui ne sont pas propres à l'Europe, pas plus qu'elles ne sont réellement universelles, un vide abyssal se creuse, un vide qui isole l'Europe d'une Chine qui sait très bien ce qu'est la Chine, d'une Russie qui sait très bien ce que signifie être russe. L'Union européenne ne sait plus qui est Européen. En s'interdisant de distinguer les Européens, elle s'interdit de les choisir, de les préférer, de les protéger. Elle les condamne, et se condamne elle-même à l'invasion d'abord, à la soumission ensuite. Nous croyions être en avance, nous sommes en apesanteur identitaire. Et nous oublions que le seul point commun à tous les hommes, c'est la volonté de se différencier. **La seule valeur universelle, c'est la différence collective, expression même de la liberté politique.** Tout l'effort de civilisation a consisté à passer de la certitude d'être les seuls vrais hommes, descendant du soleil ou du crocodile, à la conscience que d'autres hommes ont fait le choix de vivre ailleurs, selon d'autres lois et d'autres mœurs, puis à la reconnaissance du droit de chaque peuple constitué en unité politique définie, à incarner une forme des possibles humains, sans être agressé, détruit ou contesté pour les singularités qui sont les siennes.

Voilà ce que, nouveaux venus dans l'histoire, ignorants de l'histoire qu'ils n'ont pas vécue, les États-Unis ne veulent pas reconnaître. Et voilà la voie sur laquelle ils pèsent de tout leur poids pour engager l'Union européenne. Avec ce résultat, en se

voulant ordonnateurs du monde sans en avoir la générosité (celle d'un Truman offrant à l'Allemagne d'intégrer l'alliance occidentale) ni l'obligation (celle de contrer l'avance soviétique), **les États-Unis sont devenus les premiers fauteurs de trouble, et l'OTAN est devenue une menace sur la paix en Europe.** Après l'agression contre la Serbie, après le coup d'État en Ukraine, les provocations contre la Russie vont-elles en apporter la preuve ? Et que signifie le projet d'exclure la Chine et la Russie du Conseil de Sécurité de l'ONU, sinon le projet d'un isolationnisme qui vaut constat de défaite ?

Pendant les embrassades, les déclarations universelles, les opérations humanitaires, la guerre continue. Autrement, sous d'autres formes, avec d'autres armes et d'autres couleurs. Et pas seulement économique, monétaire, culturelle. L'inconscience européenne sur ce qu'enseignent les opérations contre la Serbie ou l'Iran, l'invasion de l'Irak et de l'Afghanistan, sans parler de telles ou telles actions en Afrique ou en Amérique du Sud, qui pour être à peu près passées sous silence par les media n'en ont pas moins abouti ici à un renversement du gouvernement en place, là à la partition du pays, là encore à de spectaculaires régressions de puissance, devrait nous alerter sur un point essentiel ; à force d'ouverture, à force de multiculturalisme, à force de leçons et d'exemples que nous donnons au monde, l'impensable se produit, dont les échecs répétés de la diplomatie européenne, la mise à l'écart de la France comme de l'Union des grands dossiers du moment, de l'Iran à l'Ukraine et de la Syrie à l'Afrique de l'Ouest, témoignent ; nous sortons du monde, à force de le voir comme il devrait être, et pas comme il est.

C'est le second drame que nous vivons. **L'Europe détruite par son Union est une Europe qui perd l'intelligence du monde, le respect de la diversité du monde, la curiosité et l'appétit de la surprise du monde, qui ont été le meilleur d'elle-même.** Un drame qui touche au cœur la dynamique européenne, cette intelligence du monde qui a permis l'extraordinaire aventure de l'Europe mondialisée, des Empires coloniaux, comme elle a donné crédibilité et vraisemblance à un gouvernement du monde dirigé par l'élite euro-américaine. Montaigne, Erasme, Humboldt, Washington, où êtes-vous ? Un drame qui se résume en quelques mots ; nous avons perdu le monde, nous n'acceptons plus de le voir comme il est, nous préférons nos rêves d'un monde conforme à la réalité d'un monde multiple.

Martin Heidegger distinguait la pierre, qui n'a pas de monde, l'animal, qui est pauvre en monde – ne lui importe que ce qui le nourrit, le menace ou l'abrite – et l'homme, qui est riche en monde – curieux de ce qu'il ne connaît pas, capable de découvrir, de s'enrichir, de s'émerveiller.

La croyance intenable que l'économie fait société, que l'abondance nous dispense de savoir qui nous sommes et ce que nous choisissons, a cette conséquence de portée anthropologique ; **nous Européens, qui nous posons en modèles, devenons pauvres en monde.** Nous, Européens, dont une part essentielle des gloires et des hontes qui nous habitent vient de la curiosité inlassable du monde, et du besoin irrépressible d'aller plus loin voir les Autres, l'Autre, sans répit et sans fin ; nous, Européens, dont la science et les lettres témoignent de l'immense appétit du monde et de l'envie de l'Autre qui sans cesse les habita ; nous enfin, qui avons appris au cours des deux siècles suivant le Traité de Westphalie et le « jus belli europaeum » à être Français, Allemands, Britanniques, Italiens, et d'autant plus Européens que davantage Allemands, Britanniques, Italiens ou Français – nous sommes désormais pauvres en monde. Nous avons une vision touristique du monde ; que tout change dans le pittoresque, l'exotique, le folklorique, à condition que rien ne change

– et que la bière reste fraîche. Nous ne voyons plus l'autre ; et, quand nous sommes obligés de voir, nous ne voulons pas comprendre, nous nous hâtons de le rendre semblable à nous, nous nous dérobons par tous les moyens au devoir de lucidité, qui est l'effort de vérité. Pour prendre ce simple exemple, combien d'Européens mesurent la portée de l'accord commercial de 400 milliards de dollars passé entre la Chine et l'Iran ? Nous nous empressons de juger, d'évaluer, de développer, de conformer – de détruire. **Avec le développement forcé, le multiculturalisme restera le crime impuni du XXe siècle**.

Le pire nous est arrivé. Nous avons perdu l'Autre. Nous ne savons plus le reconnaître. Quand il est devant nous, à nos portes et dans nos rues, nous ne savons plus le reconnaître, nous n'avons plus le droit de le nommer, nous devons nous dire et lui dire qu'il est le Même, qu'il est comme nous, qu'il est nous. Avoir perdu l'autre par faute de nier sa possibilité même (et nier le fait religieux, et supprimer le mot de « race », et douter qu'il y a une culture française !) sera le grand drame de notre temps. Car « l'existence s'exalte dans la différence », comme l'écrit Simon Leys (in *La Chine, la mer, la littérature*, Espace Nord, 2018).

Et voilà le premier souhait que nous pouvons former pour l'Europe à venir, la nouvelle Europe ; qu'elle sache découvrir sans juger, s'étonner sans condamner, et comprendre avant de parler ! Et voilà le vœu que nous formons pour le Parlement européen ; qu'il s'interroge sur les condamnations qu'il porte, les sanctions qu'il décide et les jugements qu'il fulmine, en considérant que d'autres peuvent formuler à son encontre les mêmes jugements, les mêmes sanctions et les mêmes condamnations. Et n'auront pas la même impuissance.

Si la globalisation appelle l'uniformisation, elle appelle la guerre. Et voilà le troisième drame que nous vivons ; **toutes nos vertus, tous nos beaux principes, et tous ces Droits de l'Homme dont le Parlement s'arme chaque semaine pour fulminer ses condamnations nous mènent à l'irréparable – la guerre.** Le retour de la morale en politique internationale, avec l'hypocrisie qui l'accompagne, est un grand bond en arrière. Les Croisés du Bien font retour aux origines ; comment ne pas observer que le « piège de Thucidyde » devenu obsession des stratèges américains, est insoluble si la puissance déclinante et la puissance montante prétendent chacun détenir le Bien, le Juste et le Vrai, parfaitement négociable si chacune ne poursuit que son intérêt propre ?

La perte de l'Autre, cette incapacité à accepter que tous ne seront pas nous, est le trait déterminant d'une part de ce qui continue à s'appeler modernité, à se parer des habits des Lumières, pour faire cette pauvre soupe qui nous est servie sous le nom de globalisme. Qu'y a-t-il donc à voir derrière les formes métamorphosées de la guerre comme elle continue de se faire, avec ou, le plus souvent, sans son nom ? Une transformation profonde de la conception même de l'ordre politique et des relations internationales qui en sont la conséquence, depuis que la notion de guerre entre les Nations est rendue, pour un temps au moins, inconcevable en raison de la supériorité de l'hyperpuissance américaine dans tout conflit frontal et conventionnel ; l'Irak, pour l'avoir méconnue, a été rayé de la carte. La Serbie, écrasée en dix jours. Le temps des armées régulières est passé, le temps des mercenaires, des partisans, des machines à tuer, est venu.

Un changement de nom mériterait plus d'attention ; l'adversaire, l'ennemi, est devenu le terroriste, le criminel, la figure du Mal. Il ne suffit pas de le combattre, il faut le dégrader, selon une logique directement héritée des totalitarismes soviétiques et nazis. Il est devenu aussi la raison, ou le prétexte, de la permanence invoquée de l'état de guerre.

Puisque le Mal n'est pas éradiqué, et qu'il ne saurait l'être, nous sommes en état de guerre permanente, ce qui permet à l'antiterrorisme de devenir une politique, ou de faire semblant, ce qui permet surtout de justifier en permanence la suspension de toutes les règles morales, au nom de la lutte contre le Mal.

L'État moderne, occidental, américain comme européen, est infiniment redevable à un terrorisme puis à une pandémie qui lui permettent d'instaurer un état d'urgence permanent, et de suspendre tout ce qui fait la démocratie. L'écologie, ou plutôt la culture des grandes peurs écologiques, servira-t-elle le même objectif ?

Voilà notre situation politique. Elle est profondément régressive. Elle se paie d'une incapacité inaperçue, mais centrale ; **celui qui n'est pas capable de dire la guerre qu'il fait, de reconnaître son ennemi et leur opposition, est incapable de faire la paix.** Oublions le mot « terrorisme », et les factions aux prises au Mali auront quelques chances de se réconcilier ! Car guerre et paix sont liées comme les deux extrêmes de notre condition politique, et l'incapacité à reconnaître la légitimité de son adversaire, de son ennemi et de la guerre qui à la fois oppose et lie, interdit de conclure la paix ; les erreurs successives du Traité de Versailles, criminalisant l'Allemagne du Kaiser, puis de la reddition sans condition du Reich, interdisant de fait la signature d'un traité de paix durable entre les vainqueurs et l'Allemagne humiliée sans raison, situent le changement de nature de la guerre, depuis qu'elle ne saurait être un moyen de la politique, depuis qu'elle rêve d'en finir avec le différent, l'Autre, le résistant à l'Empire du même.

Notre situation politique, à l'intérieur comme à l'extérieur, est présentée comme n'opposant plus des projets politiques différents, opposés ou légitimes, mais opposant le Bien au Mal.

Et voilà ce troisième drame dans lequel l'Union piège l'Europe. Si la guerre est interdite, la paix l'est également ; comment rendre compte de cet apparent paradoxe que désignait déjà le général Beaufre (la vraie paix et la vraie guerre sont mortes ensemble…) ? « La lucidité – ouverture de l'esprit sur le vrai – ne consiste-t-elle pas à entrevoir la possibilité permanente de la guerre ? La lucidité n'est-elle pas de prévenir, d'éviter et d'apaiser ce qui peut advenir, plutôt que de l'interdire ? L'état de guerre suspend la morale ; il dépouille les institutions et les obligations éternelles de leur éternité et dès lors annule, dans le provisoire, les inconditionnels impératifs ». L'analyse d'Emmanuel Levinas, in *Totalité et Infini*, 1971, Le Seuil, mérite d'être considérée. Car elle suggère cette piste inexplorée ; et si la proclamation incessante de la guerre, contre le terrorisme, contre la misère, contre la pauvreté, contre les dictatures, etc., n'était pas le prétexte idéal pour suspendre en permanence les règles, les normes et la morale, et faire de la crise un système ? Et si la puissance qui s'arroge le droit de déclarer l'état d'urgence ou d'exception, de décréter des embargos et d'imposer au monde la politique des sanctions de ses intérêts et de ceux de ses alliés, ne faisait de l'état de guerre ou de la proclamation de la guerre le moyen le plus aisé de son imperium ? Dimanche 4 avril, en France, des policiers exhibaient leur fusil d'assaut pour contrôler le port du masque par des enfants, sur la plage de la Grande-Motte… **La COVID-19 est l'occasion rêvée que saisit un pouvoir honni pour terroriser la population, rendre permanent l'état d'urgence, et s'approprier le Bien…**

La situation récente, présente, prochaine, de la guerre, oblige à un vertigineux exercice de questionnement. ***Justus hostis, justum causa* ; le monothéisme pratique l'opposition des contraires, alors que les polythéismes pratiquent la relation des différents.** Claude Levi-strauss a cru observer que l'Islam ne tolérait pas l'altérité ; sans doute faut-il constater la trace de sang que le catholicisme et le protestantisme ont laissé dans l'histoire, leur exclusivisme et leur haine du différent, aussi bien que la dureté des vengeances que la Bible rapporte comme le devoir d'Israël face à ses ennemis, pour s'interroger sur la conception même d'un Bien et d'un Vrai comme Uniques que les grands monothéismes ont généré.

Notre situation politique, à l'intérieur comme à l'extérieur, est présentée comme n'opposant plus des projets politiques différents, voire opposés, également légitimes, mais opposant le Bien au Mal – ce qui marque une régression démocratique majeure et la fin du pluralisme. Ce qui est vrai de la situation politique intérieure l'est plus encore des relations internationales ; les intérêts légitimes touchant l'énergie, l'alimentation, les métaux rares, etc., sont dissimulés derrière une rhétorique morale qui ne connaît plus d'ennemi, mais des criminels (Biden qualifiant Poutine !) La banalisation du terme de guerre dans les relations nationales et internationales équivaut à la suspension de toutes les règles de la diplomatie comme de la politique. Quelle erreur que d'évoquer une « guerre » contre le virus ! Quelle erreur encore que de décréter la guerre contre tout et rien – de l'illettrisme à la vente de drogues ! Ou quelle agression contre les libertés publiques et la séparation des pouvoirs, la guerre permettant tout, excusant tout, et surtout la suspension de la démocratie au cœur même d'une Europe qui ne cesse d'afficher des principes qu'elle oublie si bien !

Nous en sommes là. **Se répand l'identification de tout ennemi d'abord, de tout adversaire ensuite, et bientôt de toute altérité, à la faute morale, pour ne pas dire au crime, qui ne peut pas être combattu pour être contenu, apaisé, pacifié, mais bien pour être éliminé.** Le moralisme qui s'est imposé est la négation de la démocratie – entre le Bien et le Mal, le débat n'est plus possible – comme il est la négation de tout ordre international – l'ordre auquel souscrivent ceux qui ne partagent rien ne peut être que l'ordre de leurs intérêts réels. L'utilisation du terme : « terrorisme » pour désigner toute opposition violente, qu'elle soit celle d'organisations représentatives de populations, d'intérêts collectifs, voire d'intérêts légitimes, aboutit à une négation de la politique ; quand la disproportion des armes conventionnelles et l'impossibilité de l'action politique est totale, que reste-t-il à des peuples qui veulent recouvrer leur indépendance et exercer leur souveraineté ? À la fin, après tant d'appels à la tolérance et de célébrations de toutes les singularités, ne reste que la radicale incapacité à accepter des différences qui fassent réellement différence, des singularités qui soient réellement le propre des autres, et la peur panique devant un monde qui nous échappe.

Gardons-nous des justes causes ! La guerre au nom de la cause juste est sans limite, elle ne peut avoir d'autre objet que l'élimination de l'adversaire. Elle permet tout, elle justifie tout, oubliant au passage que quelques-uns des plus grands crimes de l'histoire, de l'éradication des peuples indiens à la dépossession des royaumes africains de leurs terres, ont eu lieu au nom du contrat et de la loi, dont il faut se souvenir que Thomas Paine disait qu'en Amérique, « la loi est le roi. »

Reconnaissons cette vérité de l'empire, de tout empire ; son incapacité à se fixer des limites et faire preuve de retenue le condamne immanquablement. **Il est en est de tout empire à vocation mondiale comme de tout peuple qui croirait être appelé à diriger le monde ; ils disparaîtront par la vertu souveraine de la diversité humaine, qui éliminera par quelque moyen que ce soit, ceux qui entendent la réduire à l'unité.**

Que l'Union européenne apprenne la modestie, reconnaisse ses limites, et accepte de n'être pas, de n'être plus le Monde !

« Les Grecs ne peuvent pas comme les Juifs aspirer à détruire les dieux de l'adversaire, ni comme les Hittites ou les Romains les attirer comme transfuges de leur côté pour incorporer les forces religieuses de l'ennemi » (P. Ducrey, in *Problèmes de la guerre en Grèce ancienne*, Jean-Pierre Vernant, Mouton, Paris, 1968.) Au terme d'une singulière volte-face, nous en sommes revenus aux origines, à ces guerres sacrées, où il s'agit de détruire l'adversaire et d'éliminer ses Dieux.

Pour conjurer les démons de l'Unique qui la menacent, que l'Union européenne s'accepte singulière, qu'elle choisisse une voie qui soit la sienne, avec la retenue qui prévient de l'imposer aux autres, avec la modestie qui empêche de la prêcher aux autres, avec la lucidité qui veut que tout peuple qui s'affirme supérieur attire la haine de tous et se promet à la destruction finale, que toute Nation qui se prétend indispensable fait le monde se détacher d'elle, l'isoler et la réduire. Faut-il ici rappeler la Bible ; qui se prétend élu de Dieu est ennemi des hommes ?

À la fin, au-dessus de l'Empire du Bien et du cauchemar d'un monde uniforme, c'est la liberté qui trace les frontières, organise les séparations, et fait se lever des hommes qui jamais ne seront pareils. ■

IDées
LE POUVOIR LE MONDE LA VIE

LA VIE

94 Analyse de Gerolf Annemans (2)
Un malentendu nommé « Belgique »

102 Déforestation
L'urgence d'agir

110 Livres
Une plongée en profondeur dans le fonctionnement des institutions européennes

« La vie n'a qu'un sens : y être heureux. Si la vie n'est pas synonyme de bonheur, autant ne pas vivre. »

Henry de Montherlant, *Carnets*

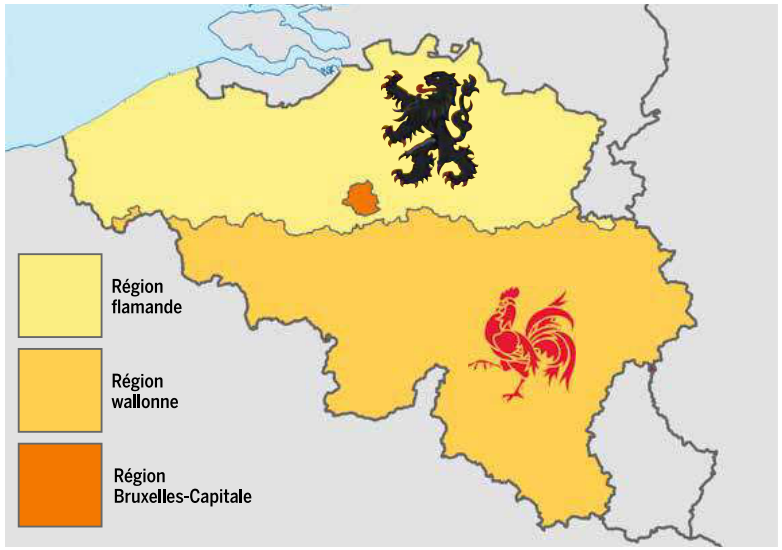
Un malentendu nommé « Belgique »

Deuxième partie

Par Gerolf Annemans,
Président du parti politique européen Identité et Démocratie, député européen.

Désireuse de donner un éclairage à ses lecteurs sur les particularismes du pays qui accueille les Institutions européennes auxquelles il doit en grande partie son rayonnement, la rédaction de la revue IDées a demandé à Gerolf Annemans, député du Groupe ID, de prendre la plume. Dans le second numéro, ce féru d'histoire et fervent défenseur de la cause flamande a analysé la création de la Belgique et ses deux premiers siècles d'existence, tant sur le plan politique que culturel. Le décor ainsi posé, on comprend beaucoup plus aisément, nous Français et Européens, le climat politique du pays aujourd'hui et ses crises politico-institutionnelles. Ainsi documentés, nous sommes plus à même de porter un regard objectif sur les tensions culturelles qui existent entre flamands et francophones. L'analyse de Gerolf Annemans débouche en toute logique sur la présentation de son projet pour réconcilier l'histoire en redonnant sa liberté aux peuples qui n'ont jamais voulu de ce mariage arrangé.

Territorialement, Bruxelles est située en territoire flamand et la région bruxelloise a un statut *quasi* équivalent, ce qui veut dire que les auteurs des accords qui sont à la base des régions voulaient imposer une différence claire entre le statut de la Flandre et de la Wallonie d'une part et de Bruxelles d'autre part. Il est donc clair qu'il ne peut y avoir de « troisième » région.



Le pays est divisé en trois régions (compétences liées aux territoires : Flandre, Wallonie et Bruxelles) et trois communautés (compétences liées aux personnes : langues et culture – néerlandophones, francophones et germanophones) avec chacune son propre gouvernement et son propre Parlement. Dans le cas de la région Bruxelles-Capitale, on compte même plusieurs Parlements.

La palette idéologique

Le dédoublement de la Belgique s'exprime aussi fortement dans l'idéologie. En regardant le paysage des partis politiques belges de l'extérieur, on remarque immédiatement une différence importante, hormis l'opposition entre Flamands et Wallons.

Globalement, on peut affirmer qu'il n'existe pas de parti de droite et encore moins de parti nationaliste du côté francophone. Tous les partis pivotent autour du grand Parti socialiste. Sur le thème de l'immigration, ils appartiennent tous à ce qu'on peut appeler l'épine dorsale du régime multiculturel et multilatéral de l'Union européenne. Pour le renforcement de l'Union européenne et pour l'immigration, deux choses qui vont de pair, notamment après le pacte sur la migration des Nations Unies (Pacte de Marrakech) et récemment, le pacte européen sur la migration et l'asile. Lorsque le gouvernement belge de Charles Michel a été confronté à la signature du Pacte de Marrakech sur les migrations des Nations Unies, Charles Michel a dit clairement dès le début qu'il signerait le pacte au nom de la Belgique, même si cela signifiait la fin de son gouvernement. Sous la pression du Vlaams Belang, le parti flamand de centre-droite, le NV-A, n'avait pas d'autre choix que de quitter le gouvernement. Après cela, une longue période d'instabilité a commencé. Cet incident autour de Marrakech réfute suffisamment l'idée que les libéraux francophones sont un parti de droite. Leur image et le contexte électoral entre les autres partis (socialiste, communiste et Verts) le suggèrent, mais dans la pratique ils font partie de la tendance qui, en Belgique francophone et sur la base de l'exigence constitutionnelle de parité, fait en sorte que le gouvernement belge est généralement (beaucoup trop) de gauche, indépendamment des résultats des élections en Flandre. C'est ce que j'aimerais appeler « l'effet levier » de l'exigence de parité.

Cet effet levier est également à la base d'une politique beaucoup plus socialiste au niveau socio-économique dans toute la Belgique qu'il ne serait possible au regard du pouvoir des socialistes en Wallonie. Par ailleurs, on voit également que les partis classiques du côté flamand ont entamé un virage vers la gauche ces vingt dernières années – pour rester plus ou moins près de leurs partenaires de coalition francophone. Les partis flamands participant aux gouvernements belges sont concernés par cette situation et semblent prêts à assouplir leur profil idéologique. Les libéraux flamands sont la première victime de cet effet. Eux qui, à la fin du XX^{e} siècle étaient encore un parti clairement pro flamand « de droite », au franc-parler, tant sur le plan socio-économique que sur celui de l'immigration, ne sont plus guère qu'un parti libéral de gauche au franc-parler depuis le passage de Verhofstadt à la tête d'un gouvernement dominé par les socialistes et les Verts en 1999. Ce n'est pas un hasard s'il s'agit également d'un parti extrémiste pro-centralisation de l'Union européenne. Il en va de même pour les chrétiens-démocrates qui ont connu, il est vrai, une renaissance pro flamande et de droite sous la direction d'Yves Leterme (devenu plus tard Premier ministre), mais qui ont depuis basculé à gauche. Et également d'un point de vue électoral, d'ailleurs.

Du côté flamand, tout le flanc droit est représenté par les deux partis nationalistes qui sont actuellement dans l'opposition au régime belge, qui se caractérise par la revendication d'une autonomie flamande plus poussée contre le blocage et le *statu quo* actuel.

L'aliénation de la Flandre, qui ne peut plus prendre ses propres décisions sociales et économiques de centre droit (hormis ce qui est actuellement possible dans le cadre d'une autonomie flamande relativement limitée) et qui a systématiquement des gouvernements fédéraux de gauche, ne voit plus qu'une issue : la résistance nationaliste flamande face à cette situation.

Entre-temps, l'évolution totalement distincte des opinions publiques a fait en sorte que presque tous les débats – que ce soit sur la justice, le rôle des autorités, la politique énergétique, les nominations politiques et des fonctionnaires, la pression fiscale, l'évolution budgétaire, le rôle des syndicats, l'immigration ou l'Union européenne – ont lieu de manière complètement distincte et montrent des résultats complètement distincts.

Confédéralisme versus indépendance flamande

Les deux partis flamands, la NV-A et le Vlaams Belang, divergent considérablement en ce qui concerne la stratégie flamande-wallonne et l'avenir de la Belgique. La NV-A appelle son programme, à cet égard, « confédéralisme ».

La discussion sur ce que pourrait être le confédéralisme en Belgique prête à confusion et peut sous-entendre un fédéralisme belge poussé avec des compétences homogènes comme des compétences parfaitement séparées dans tous les domaines politiques, y compris les flux de financement (impôts). Cependant, la Belgique continuerait d'exister et à mon avis, la délimitation de la relation entre cet État belge et les États fédérés, tout comme toutes les (autres) réformes de l'État, serait un énorme calvaire, non seulement long, mais surtout énergivore et exaspérant. D'ailleurs, il n'existe actuellement aucune préparation en Flandre de cette conversation sur ce soi-disant confédéralisme.

Comme je l'ai dit, c'est une discussion uniquement flamande et les francophones en Belgique n'y prennent pas part. Ils voient dans les débats cliniques entre partis politiques flamands et leurs conseillers dans les médias une autre preuve que les Flamands restent politiquement immatures, qu'il leur manque toujours une élite politique digne de ce nom. La Wallonie et Bruxelles-Cpitale possèdent de telles élites. Une caractéristique typique d'une telle élite dirigeante est sa notion des facteurs temps et espace. Nous entendons par là que le segment dirigeant d'une communauté a développé un sens ou instinct pour évaluer les opportunités et les risques d'une action politique donnée, dans un contexte général.

L'abolition des communautés

Sous la direction du président du Parti socialiste francophone, les francophones ont fait savoir récemment que, bien qu'une nouvelle réforme de l'État ait été reportée de quatre ans, elle sera possible en 2024, mais sur la base de 4 régions (Bruxelles, Wallonie, la région allemande et la Flandre). À cette fin, la Wallonie veut abolir les communautés. Une stratégie claire, qui renforce la Belgique (et ses transferts) pour la Wallonie et réduit néanmoins la Flandre, avec une majorité de la population, à une position minoritaire. Du côté flamand, la signification exacte du « confédéralisme » fait l'objet d'une discussion confuse.

Du côté flamand, seul le Vlaams Belang porte un regard sceptique sur ce confédéralisme NV-A et préfère la « Division ordonnée » de la Belgique. J'ai publié en 2010 un premier livre éponyme à ce sujet. Il ne s'agirait plus d'une solution négociée pour laquelle il faudrait « se battre » « dans le cadre belge (et celui des concepts carcéraux des verrous et sonnettes d'alarme), mais d'une sortie flamande consciente de l'Union belge. Par la suite, dans une période prévue, le règlement du passé belge serait négocié. Et non plus l'avenir (alors fla-

mand). Cette étape a des références dans différents concepts du droit international. Tout d'abord le « dismembratio », la naissance d'un État par le démembrement d'un autre État dont il faisait partie. Parfois, le confédéralisme est présenté par la NV-A (et ses penseurs les plus radicaux) comme une étape intermédiaire vers l'objectif ultime de cette indépendance flamande.
Généralement, il s'agit de la rhétorique électorale de la NV-A : ils cherchent un « démantèlement progressif » de la Belgique, basé sur une doctrine confédéraliste. Un point de départ erroné, car soyons clairs : le « confédéralisme » ne peut ni ne doit être compris comme une « préparation active » déguisée de la formation de l'État flamand. Préparer activement l'indépendance de la Flandre n'est tout simplement pas possible à couvert. Cela suppose une clarté conceptuelle et la définition claire des objectifs et des moyens.

De nombreuses nouvelles perspectives d'indépendance pour la Flandre

L'indépendance que je propose est bien connue depuis ma publication en 2010 : la détermination et la création d'une dynamique, l'indépendance politique par le biais d'une déclaration de souveraineté au Parlement flamand et une inévitable action légale et internationale en dehors de la constitution fédérale. Il ne s'agit donc pas d'une sécession, mais d'un moment d'indépendance (un exit ou une sortie de la Flandre) qui sera légalisée immédiatement en vertu d'une constitution flamande propre, à part entière. De cette façon, la Flandre initie le démantèlement, le *dismembratio* de la fédération belge, qui est supposé être en accord avec le droit international concernant la succession d'États.
Dans la période actuelle de la fin de la Belgique, qui fait émerger pour la Flandre de nombreuses nouvelles perspectives d'indépendance, le confédéralisme ne peut être considéré comme une stratégie constructive. D'un point de vue strictement académique, la Flandre met déjà la charrue avant les bœufs en abordant le confédéralisme comme « voyons ce qu'on veut encore faire ensemble avec la Wallonie ». Car, pour cela, il faudrait d'abord une Flandre indépendante et une Wallonie à l'avenant, qui pourraient être reconnues comme telles par la communauté internationale.
Là où les utilisateurs n'entendent peut-être rien de plus par le terme « confédéralisme » qu'une réforme de l'État belge interne et classique avec un transfert de compétences, et la formation (classique également) d'un gouvernement après les élections de 2024, j'estime, pour ma part, que l'effort est trop important pour le résultat relativement faible qu'il pourrait produire.

Il est important que les stratèges flamands dans la phase finale actuelle n'acceptent pas une nouvelle réforme de l'État basée sur 4 régions, qui génèrerait d'énormes dégâts résultant en une minorisation de la Flandre et une situation chaotique au regard du droit international.

Au sujet de la division ordonnée, un autre principe important du droit international concernant la succession d'États s'applique, à savoir l'« UPI ». En principe, le territoire de l'État (flamand) successeur et les éventuels litiges territoriaux sont immédiatement clairs. Afin d'éviter au maximum les conflits territoriaux résiduels entre les États successeurs, la méthode UPI (*uti possidetis iuris*), est appliquée au niveau international. Cette méthode détermine les frontières des États entre les États successeurs sur la base des délimitations administratives et juridiques, de préférence – mais non nécessairement – en vérifiant dans la constitution de l'État démembré quelles régions disposent d'une « autonomie constitutive ». Dans le cas du démembrement d'un État, dans cette optique, le scénario idéal pour la communauté internationale est la liquidation de l'État fédéral. En effet, une fédération a précisé dans sa constitution quels sont ses États constitutifs, qui ont, en règle générale, un gouvernement et un parlement. Cette situation idéale fait en sorte de réduire l'écart entre légitimité et légalité pour la sortie des États fédérés de la fédération. Un document constitutionnel à part entière d'une République de Flandre, qui s'appuie sur l'autonomie de la Flandre inscrite dans la constitution fédérale de la Belgique, forme le point d'articulation entre la légitimité et la légalité. De ce fait, il est important que les stratèges flamands dans la phase finale actuelle n'acceptent pas une nouvelle réforme de l'État basée sur 4 régions, qui génèrerait d'énormes dégâts résultant en une minorisation de la Flandre et une situation chaotique au regard du droit international.
Étant donné que l'ONU comme l'UE et d'autres organisations basent leur reconnaissance de nouveaux États sur un démantèlement territorial selon les anciennes frontières internes qui étaient, de préférence, déjà déterminées dans la Constitution, je me permets de détailler ici les fondements de cette méthode UPI.
L'UPI reprend deux principes d'importance égale pour tuer dans l'œuf les possibles frictions entre États successeurs : le principe de l'intégrité et le principe de l'homogénéité. Le premier affirme que les frontières des États sont inviolables. Grâce à l'UPI, qui se base sur des frontières internes reconnues – ou pour le moins, consacrées constitutionnellement –, les États successeurs savent rapidement quelles nouvelles frontières d'État doivent être inviolables. Le second principe de l'homogénéité veut assurer à tous les États successeurs un territoire stable, d'un seul tenant, sans enclaves ni exclaves. Les anciennes frontières internes, qui forment la base explicite de l'UPI, ont principalement une signification administrative et juridique et ne sont pas de nature à alimenter le ressentiment et le revanchisme précités. Les nouvelles frontières d'État basées sur l'UPI garantissent la forme claire et reconnaissable internationalement souhaitée par les États successeurs, donc sans mosaïque de comtés et de duchés « dépassant les bornes » qui pourrait faire l'objet de disputes interminables.
C'est sur cette base que je propose que, malgré la réalité complexe, la Flandre, dont toutes les institutions étaient déjà établies à Bruxelles avant la désintégration de la Belgique, puisse en principe se permettre de supposer que la fonction de capitale soit conservée à Bruxelles, ou mieux, que Bruxelles puisse être une partie autonome, mais intégrante de la Flandre, bien entendu dans le respect et avec des garanties pour les habitants concernant l'utilisation de leur langue et l'exercice d'une autonomie stable.

Bruxelles : la possibilité non impossible

Ce qui nous amène à la question de Bruxelles, souvent représentée comme un enchevêtrement inextricable et un problème sans solution, et qui est utilisée dans le contexte belge pour faire valoir le statu quo total et minimiser la Flandre en plaçant Bruxelles au même niveau. Déjà dans le chapitre sur Bruxelles de mon premier livre *De Ordelijke Opdeling van België : Zuurstof voor Vlaanderen* (La partition ordonnée de la Belgique : de l'oxygène pour la Flandre), j'indiquais que la capitale est souvent représentée comme un obstacle à l'aspiration d'indépendance de la Flandre et pour certains, comme une raison d'annuler d'office la totalité du projet. Pour commencer, Bruxelles est considérée comme une ville étrangère – car francophone –, sans même parler de l'islamisation spectaculaire de la ville. L'enchevêtrement inextricable d'institutions qui résulte des réformes de l'État et répartitions du pouvoir successives (y compris les concessions flamandes) fait qu'un certain découragement a gagné les Flamands quant à l'avenir de leur propre capitale. De ce fait, les opposants à l'indépendance flamande ont pu balayer d'un seul geste le débat, avec l'argument qu'il n'existe « pas de solution » pour Bruxelles. Point à la ligne.

Le parlement francophone bruxellois. Via son propre parlement, Bruxelles pouvait imposer une position minoritaire à la Flandre. Et la politique de Bruxelles a pris un caractère, typiquement pour une capitale occidentale, vert, de gauche et bien entendu politiquement correct, donc xénophile.

Du côté (néo)belgisciste, cela a conduit à la conclusion : pas d'indépendance. Mais même du côté des flamingants, cette conclusion préliminaire a eu des effets non souhaités : d'accord, plus de Bruxelles alors. L'indépendance flamande sans encore revendiquer notre capitale.
Dans le projet « La partition ordonnée de la Belgique », nous avons retourné la logique. Je rejette l'argument selon lequel l'absence supposée d'une « solution pour Bruxelles » raisonnable et efficace hypothéquerait totalement la formation de l'État flamand. Au contraire : l'indépendance de la Flandre ne doit pas être subordonnée à une solution (préalable) à la question Bruxelloise, et ne pas lâcher Bruxelles, mais trouver une solution pragmatique pour Bruxelles, après.
Bien entendu, on ne peut nier que la réforme de l'État (1988) qui abandonnait le statut bilingue neutre de Bruxelles au profit de la formation d'une région qui donnait à la capitale un statut (*quasi*) équivalent à celui de la Flandre et de la Wallonie était une erreur stratégique d'un point de vue flamand. Via son propre parlement, Bruxelles pouvait imposer une position minoritaire à la Flandre. Et la politique de Bruxelles a pris un caractère, typiquement pour une capitale occidentale, vert, de gauche et bien entendu politiquement correct, donc xénophile.

Il en est résulté un mépris, pendant des décennies, pour tous les problèmes en matière d'économie, d'immigration, de criminalité, de lois et de droits linguistiques, de politique du logement, de mobilité, d'islamisation et récemment, de terrorisme international. La question de « Bruxelles » a désormais pris une toute autre dimension et est beaucoup plus complexe. Le problème n'est plus l'enchevêtrement institutionnel et communautaire, mais la ville en elle-même.
L'image négative de Bruxelles a amené les Flamands à considérer leur ville comme « un lieu de perdition » qu'il vaut mieux éviter. Cette situation n'est que davantage alimentée par l'évolution de l'Union européenne et la façon dont même les néerlandophones ont commencé à se comporter dans certains cas – non sans souffrir d'un léger syndrome de Stockholm – en se détachant de la Flandre et de leur identité flamande. Bruxelles semble être « hors de portée ».

Bruxelles, capitale de la Flandre en Flandre

Mais je continue de parler d'une stratégie flamande pleine d'« espoir ». Territorialement, Bruxelles est située en territoire flamand (voir carte page 96) et la Région bruxelloise a un statut *quasi* équivalent, ce qui veut dire que les auteurs des accords qui sont à la base des régions voulaient imposer une différence claire entre le statut de la Flandre et de la Wallonie d'une part et de Bruxelles d'autre part. Il est donc clair qu'il ne peut y avoir de « troisième » région.
En outre, la fonction de capitale est d'une grande importance pour la Flandre. D'ailleurs et à mon avis, Bruxelles est seulement viable en tant que « capitale naturelle ». Pour les personnes qui estiment que Bruxelles doit pouvoir décider elle-même de son avenir, il reste donc deux options. Soit Bruxelles est intégrée à la Wallonie et forme la « Fédération Wallonie-Bruxelles », pour l'instant sans homogénéité territoriale, soit elle devient une capitale de la Flandre, en Flandre. Si Bruxelles ne veut pas devenir un cimetière socio-économique lors de la désintégration de la Belgique, mais veut conserver sa prospérité et faire un choix d'avenir, il n'y a en fait qu'une seule solution : le statut d'une capitale naturelle et viable d'un État moderne et performant, qui peut remplir ses obligations. Seule la Flandre avec ses 6,6 millions d'habitants, dont 235 000 travaillent actuellement à Bruxelles, possède la puissance financière et la masse critique nécessaires pour pouvoir maintenir une capitale comme Bruxelles.
Une seule décision logique est donc possible : Bruxelles capitale ? Oui, de Flandre, naturellement. Et soulignons ce dernier mot : il est naturel, évident, de considérer

Les efforts considérables, notamment financiers, dans le domaine de la culture et du patrimoine ou de la jeunesse et des sports, que la Flandre fournit actuellement pour les Flamands bruxellois, profiteront également aux Bruxellois francophones, qui ne dépendront plus de la bonne volonté de leur marâtre wallonne.

Bruxelles comme faisant partie de la Flandre. Tout d'abord, cela concorde parfaitement avec le droit public international, mais également avec la structure socio-économique de la ville en elle-même.
Moi-même, je me suis toujours prononcé très clairement au sujet de la République flamande à laquelle j'aspire et je continuerai à le faire. Même à l'avenir, quand la Flandre sera un État indépendant dont feront partie les dix-neuf communes bruxelloises, les francophones bruxellois auront évidemment les mêmes droits que tous les Flamands. En outre, leurs droits communautaires seront également reconnus et protégés. Le droit à la protection par la législation linguistique en fait partie, mais aussi le droit à une propre culture, le droit à l'enseignement de sa langue maternelle et dans sa langue maternelle, le droit d'être servi en français dans les domaines communautaires du droit social et de la santé. Nous pouvons – avec un clin d'œil – garantir aux habitants francophones de Bruxelles que nous ne glisserons jamais dans des situations telles que celle que nous connaissons actuellement avec l'application désastreuse des lois linguistiques à Bruxelles. Pas de traitement similaire à celui du néerlandais actuellement, pas de revanchisme.

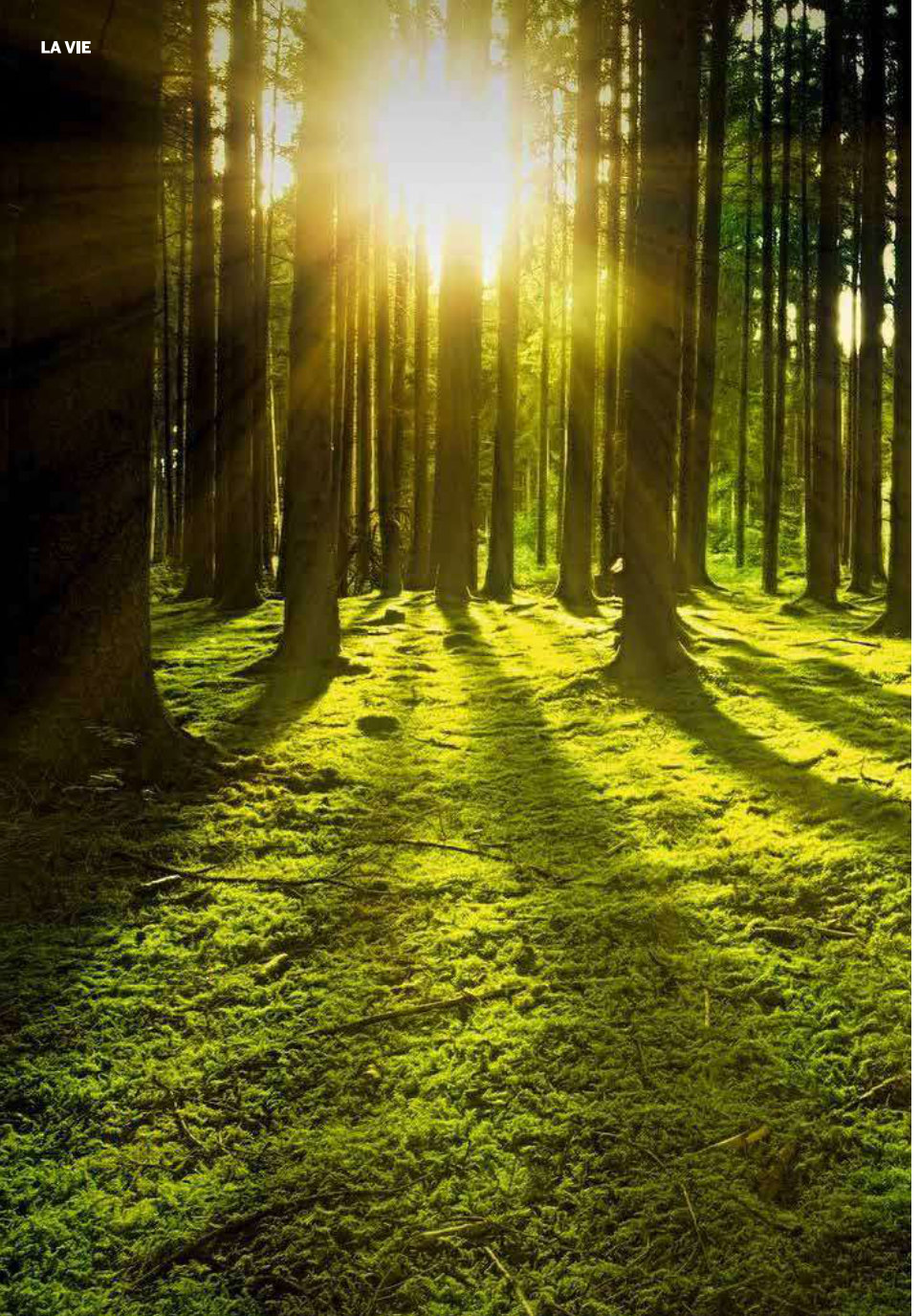
Multiples avantages pour les francophones

En considérant le fonctionnement actuel des institutions communautaires en général et le respect de la législation linguistique en particulier, cela ne peut avoir que des avantages pour les francophones. De cette façon, eux aussi auront accès à un enseignement performant et suffisamment financé, qui fournira enfin des jeunes réellement multilingues et diplômés. À ce jour, il s'agit clairement d'un point sensible en raison du manque de coopération entre la Wallonie et Bruxelles au sein de la Communauté française.
Les efforts considérables, notamment financiers, dans le domaine de la culture et du patrimoine ou de la jeunesse et des sports, que la Flandre fournit actuellement pour les Flamands bruxellois, profiteront également

aux Bruxellois francophones, qui ne dépendront plus de la bonne volonté de leur marâtre wallonne. Et la législation linguistique sera finalement respectée à la lettre et dans l'esprit dans les hôpitaux, les maisons de retraite et les garderies, qui seront gérés sur une base flamande, donc efficace.
Il en découle donc que les francophones de Bruxelles ont tout intérêt à faire partie de la future République de Flandre, le mariage entre francophones et néerlandophones mènera à un meilleur avenir. Il ne s'agira pas uniquement d'un mariage de raison, mais d'une union naturelle.

Mon appel à préparer soigneusement la fin de la construction belge

Tout comme je l'ai fait en Flandre ces trente dernières années (notamment depuis l'introduction du concept de « La partition ordonnée de la Belgique » de manière très concrète ces 10 dernières années), je veux également appeler sur ce forum international à préparer soigneusement la fin de la construction belge, inévitable à mon avis, qui annonce également le début de la République de Flandre.
Pour les lecteurs qui ne connaissent pas le mouvement flamand ou le nationalisme flamand, je souhaite souligner que cette aspiration à un État plus petit, plus performant pour les Flamands (à travers la « Partition ordonnée » de la Belgique) ne doit pas être considérée comme une mesquinerie ou une étroitesse de petit État. Bien entendu, il est dans l'atmosphère politiquement correcte d'aujourd'hui de souscrire au cosmopolitisme et à l'ensemble multinational et, bien sûr, multiculturel. La « macrophilie » est de « bon ton » actuellement. La pensée publique des élites prescrit de manière presque axiomatique que les grands ensembles supranationaux sont meilleurs et moralement plus élevés. Les organisations internationales gagnent en puissance avec leur image multiculturelle et leur approche multipolaire, qui n'a pas grand-chose à voir avec la souveraineté comme point de départ d'un ordre mondial. Dans cette optique, le réaménagement de la carte internationale ne peut que s'orienter sur des ensembles encore plus grands, aux dépens des États Nations existants. Toute évolution dans l'autre sens, notamment le démantèlement des États Nations existants, est bien entendu « diabolique ».
À d'autres occasions, j'ai déjà souligné que je ne vois aucune contradiction entre notre aspiration à la souveraineté, d'une part, et l'époque (post-)moderne, d'autre part. Je parle plutôt d'une dualité qui est un projet réel et réaliste pour l'avenir du monde du XXIe siècle, bien plus que le multiculturalisme. Au XXe siècle, nous avons basculé d'abord d'un côté, puis ensuite de l'autre côté, le multiculturalisme. Il est temps pour le pendule de revenir au centre.
Cette dualité est joliment symbolisée par la figure historique de Roger Casement, le personnage central du roman biographique *Le rêve du Celte* de Mario Vargas Llosa (né en 1936). Casement a établi un lien naturel en sa personne entre une vision cosmopolite ouverte sur le monde, la décolonisation, la défense des droits de l'homme et des valeurs fondamentales, et la lutte pour l'indépendance de son propre État (en l'occurrence l'Irlande).
Il n'y a pas de fossé entre cette vision ouverte sur le monde et un État dédié à son peuple, mais un trait d'union.
À mon avis, la carte de l'Europe doit subir un certain nombre de corrections sur la base des différences culturelles ou des faits historiques, notamment en Belgique qui est en fait une erreur historique qui reste seulement satisfaisante pour une élite étonnamment limitée.
La Flandre doit vouloir son avenir. Il ne peut en être autrement. ■



DÉFORESTATION

L'urgence d'agir

Par Dominique Bilde,
Député européen du Groupe Identité & Démocratie

Les activités humaines provoquent chaque année la destruction de dizaine de millions d'hectares de forêt. En 2020, rien que la destruction des forêts tropicales primaires correspondait à la superficie d'un pays comme les Pays-Bas ! Alors que tout le monde semble s'accorder sur ce terrible constat, il faut avouer que déplorer les effets sans en chercher les causes n'est plus permis à l'heure où l'aggravation de la situation doit nous pousser à agir, quitte à brusquer une fois pour toutes les dévots mondialistes qui peinent encore à admettre les ravages de leur politique. À cela s'ajoute l'explosion démographique qui risque de faire voler en éclats les fragiles équilibres sur lesquels reposent nos certitudes. Tâchons d'aller à la racine du problème pour tenter d'influer sur le cours des évènements, à l'heure où l'on fait face à une véritable tragédie – en deux actes – dont on feint de connaître, d'ores et déjà, la fin. Refusons le fatalisme car notre monde vaut bien cette promesse.

« La démographie, c'est le destin »

Si l'on pense comme Auguste Comte que « la démographie, c'est le destin », il semble nécessaire de se demander dans quelle mesure la pression démographique a une influence sur la déforestation massive en cours sur notre planète. C'est en Afrique que nos regards doivent se porter pour tenter d'éviter une catastrophe annoncée pour ces peuples enracinés sur une terre en passe de les déraciner.

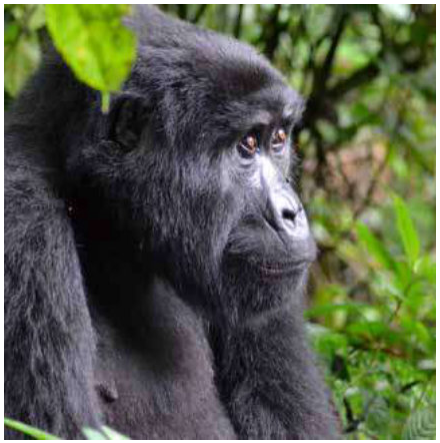
Au cœur de l'Afrique : un « poumon vert » en danger !

Le Bassin du Congo abrite la deuxième plus grande forêt tropicale du monde. Sa flore et sa faune qu'elle couvre près de trois millions de km². Environ soixante millions d'habitants y vivent, en même temps qu'une population en constante augmentation habitant les nombreux centres urbains à proximité, et en dépendent directement.

De petites exploitations familiales permettent de répondre à leurs besoins grandissants, Pourtant, celles-ci sont directement impactées par les aléas climatiques ainsi que par l'instabilité des prix. Elles ont la caractéristique d'utiliser peu d'intrants et d'irrigation. C'est d'ailleurs ce qui explique que cette agriculture vivrière se fait sur un mode extensif à faible productivité, au point où celle-ci n'atteint pas un tiers des récoltes d'Asie ou d'Amérique latine. Par conséquent, il devient impératif d'accroître continuellement la superficie au détriment des forêts.

Des chercheurs de l'université du Maryland, aux États-Unis, ont publié une étude indiquant qu'à la cadence actuelle de leur disparition, les forêts naturelles de la République démocratique du Congo où se situe une bonne partie de la forêt tropicale, pourraient disparaître de la carte d'ici à 2100.

On y relève aussi une multiplication d'incendies de grande envergure et potentiellement dévastateurs qui détruisent peu à peu cet autre « poumon vert » de la planète. Selon la FAO, le recours à la culture sur brûlis s'explique de par la pauvreté des sols des forêts tropicales. Cette méthode d'agriculteur itinérante permet à l'agriculteur d'utiliser un apport artificiel d'énergie qui élimine les espèces concurrentes et concentre les nutriments, pour diriger, pendant un bref laps de temps, le flux énergétique vers les cultures vivrières. Il s'agit donc d'une solution efficace pour produire à court-terme seulement, puisque l'humus décomposé par le feu ne sera déjà plus disponible l'année d'après. Les rendements tendent par conséquent à diminuer très fortement au point, nous dit le professeur Marcel Mazoyer, « de devoir défricher tous les ans pour produire autant qu'on le voudrait »,



La culture sur brûlis, pourtant nécessaire, se retrouve utilisée de manière intensive au point de ne plus laisser le temps à la forêt de se régénérer.

Pour expliquer cette accélération du phénomène, il faut prendre conscience que pendant très longtemps, le bassin du Congo n'a connu qu'une faible pression démographique qui aura permis d'en préserver sa forêt. Cette époque semble révolue puisque la population africaine qui atteint près d'un milliard trois-cent-mille personnes devrait dépasser les quatre milliards d'habitants d'ici à l'horizon 2100 si l'on en croit les projections de l'Organisation des Nations-Unies. Rien qu'en Afrique centrale, où se trouve la forêt tropicale, la population devrait doubler d'ici 2050, et doubler une nouvelle fois à l'horizon 2100, faisant passer le nombre d'habitants de plus de 160 millions au chiffre vertigineux d'un demi-milliard dans moins d'un siècle.

Ce problème nous concerne aussi en France puisque la catastrophe environnementale qui se produit sous nos yeux pourrait avoir des répercussions importantes en ce qui concerne les flux migratoires inhérents à l'instabilité que provoquera inévitablement la disparition des forêts.

Mayotte, un autre désert français ?

Cette explosion démographique, largement accentuée par l'immigration massive cette fois, fait aussi des ravages en France. À Mayotte, devenu département d'Outre-mer en 2009, l'engrenage de la déforestation semble devenu inarrêtable.

Il y a quelques années, 1/3 du département mahorais était encore recouvert par ses forêts. À leur place, les habitants recouvrent peu à peu ces grands espaces par de très nombreuses plantations de bananiers et de maniocs, celles-ci prenant progressivement la place des arbres fruitiers et nourriciers traditionnels qui faisaient la singularité de la biodiversité de l'archipel. La culture sur brûlis tend également à se généraliser sur l'île afin de nourrir une population en pleine croissance. Des choix qui produisent un appauvrissement des sols à une vitesse effrayante.

À ce sujet, de nombreux observateurs sonnent l'alarme : selon eux, il n'y aura plus de forêts sur l'île d'ici cinquante ans si la situation ne change pas. À titre comparatif, la disparition des forêts mahoraises atteint des niveaux similaires à ceux de la Malaisie ou de l'Indonésie, deux pays où la culture d'huile de palme fait des ravages irréversibles sur l'écosystème.

À l'image du reste de l'Afrique, c'est surtout la pression démographique qui explique la recrudescence de la déforestation à Mayotte. Dépassées par une pression migratoire en provenance des Comores voisines, et plus récemment de la région des Grands Lacs, les autorités françaises ne semblent pas en mesure de mettre un coup d'arrêt à la détérioration de la situation. L'archipel compte actuellement plus de 271 000 habitants, soit deux fois plus qu'il y a 20 ans.

C'est un combat que mène Madagascar non loin de là, dont les plans de reboisement lancés en 2020 ont pour objectif de replanter 60 millions d'arbres par an. Une bonne nouvelle pour la cinquième plus grande île du monde puisque le pays représenterait l'un des cas de déforestation les plus alarmants du monde tropical. C'est n'est qu'en sortant du cycle infernal de la déforestation que les Malgaches, à l'instar des autres peuples d'Afrique, pourront continuer de vivre sereinement sur leurs terres.

Tout comme eux, il est urgent de prendre la mesure de la catastrophe qui s'annonce pour le continent africain. La France doit commencer par montrer l'exemple en s'attaquant à ce problème qui ne cesse de provoquer des effets irréversibles.

Une urgence, sans quoi cette région va aux devants de grands périls.

Quand déforestation rime avec mondialisation !

L'écologie est à la mode. C'est en tout cas ce qu'a bien compris Emmanuel Macron en France. En tentant une OPA sur le *Global Forest* Summit organisé en mars dernier, le message envoyé par le gouvernement était celui-ci : il est possible d'avoir un monde plus résilient tout en maintenant le système économique mondialisé que nous connaissons.
Pourtant sur le terrain, loin des micros et des caméras, la situation des forêts de notre pays est catastrophique. L'extension de la logique mondialiste à notre couvert forestier est en train de provoquer un désastre dont il est urgent de prendre la mesure afin d'y répondre avec force.

La religion du « renouvelable » : aucun miracle en vue !

Alors même que les travaux de Guillaume Pitron permettaient dès 2018 de prendre du recul face à la généralisation du « tout-électrique », montrant des régions entières ravagées par l'extraction des terres rares en Chine, voici que la dernière trouvaille de nos soi-disant élites consiste à couper massivement des arbres pour alimenter des centrales à bois.
La triste réalité de ces fameuses énergies renouvelables a également lieu en France où des chênes centenaires sont coupés pour être transformés en copeaux de bois. Les récents scandales autour de la fabrique de granulés dans le Morvan, au cœur de la Bourgogne, ont permis de découvrir les trous qui se multiplient en plein milieu des forêts de la région. Des chênes, parfois centenaires, s'amoncellent aux abords de cette usine dont le directeur promet d'agir rapidement pour changer de cap.
Dans la même veine, nous avions dénoncé le scandale qui se déroule actuellement au Ban Saint-Jean, en Moselle, où près de 23 000 Ukrainiens périrent dans l'ancien camp de prisonniers lors de la Seconde Guerre mondiale. En cause, l'installation sur ce site historique de six éoliennes et d'un parc de panneaux photovoltaïques de 26 hectares qui nécessitent qu'on abatte des arbres pour les y installer, tout en bétonnant massivement une terre où se trouvent les nombreuses tombes de personnes mortes en captivité. Pourtant, ce sont bien là toutes les décisions absurdes que l'on prend pour se parer de toutes les vertus de la nouvelle écologie officielle. Plus vert que vert, même en dépit de tout bon sens, et surtout du respect pour notre patrimoine culturel.

La France de demain : un pays recouvert de champs d'arbres ?

Un malheur n'arrive jamais seul. Il faut aller voir du côté des scieries françaises pour y découvrir d'autres terribles dysfonctionnements à mettre au compte du lot des mauvaises décisions prises dans notre pays. Alors que la France a perdu des millions d'emplois dans le secteur industriel, nous voici réduits à détruire notre patrimoine naturel pour transformer notre couvert forestier qui faisait la richesse de notre biodiversité, en d'innombrables champs d'arbres, plantés en rang d'oignons les uns à la suite des autres.
En 1985, le couvert forestier français s'étendait sur plus de 14 millions d'hectares. Actuellement, il atteint les 16,8 millions, soit une belle augmentation qui représente à elle seule la superficie de la Bretagne en presque 40 ans.
Ces chiffres cachent pourtant une toute autre réalité : faute d'avoir empêché une hyperspécialisation des grosses scieries pour le bois de pin dans notre pays, celle-ci s'étant faite en parallèle d'un abandon des petites exploitations qui utilisent du hêtre ou du chêne, le marché du bois s'est totalement transformé en l'espace de quelques années. Ces changements imposent aux gestionnaires forestiers de supprimer les forêts de feuillus pour les remplacer par des rangées de résineux. C'est ainsi que l'on explique le grand remplacement des forêts originelles par des champs de Douglas, un conifère géant apprécié pour son bois, mais dont la généralisation sur notre territoire n'est pas sans conséquences pour la biodiversité.
La généralisation des monocultures profite aux insectes, et plus précisément aux scolytes qui y règnent en maîtres. Un sol appauvri, des chutes d'eau moins importantes et surtout des températures en constante augmentation font le lit de ces parasites qui obligent les exploitants à procéder à des coupes sanitaires dans les champs de résineux afin d'éviter leur propagation. Depuis quelques années maintenant, la situation se dégrade. Les épicéas gris, morts, sont coupés à la hâte. Depuis 2018, rien que dans le Grand Est, ce sont environ 17 % des épicéas qui ont été touchés.

On importe du bois de Roumanie… pour exporter nos chênes vers la Chine !

Vues du ciel, les coupes-rases, ces trous au cœur de nos forêts, laissent la trace du passage des « abatteuses » géantes qui sillonnent notre territoire afin d'y découper de nombreuses forêts. On découpe de très nombreux chênes qu'on embarque ensuite dans des conteneurs. Direction : la Chine ! Le chêne français a vu son prix bondir de 60 % en quelques années seulement, et les professionnels du secteur tirent la sonnette d'alarme : ils manquent de cette ressource pour faire tourner leur propre infrastructure !
Selon la Fédération nationale du Bois, l'exportation de bois de chêne a été multipliée par 10 en dix ans. Cette

augmentation s'explique aussi, selon les professionnels du secteur, du fait de l'achat par les Chinois à un prix jusqu'à 10 ou 15 % plus élevé que les scieries françaises. Une concurrence des prix qui avantage les exploitants, mais qui risque de laisser sur le carreau près de 26 000 emplois en France, faute d'un approvisionnement prioritaire auprès des scieries de France. Un non-sens à la fois écologique, puisque ce bois quitte nos territoires pour s'en retrouver transformé dans des usines chinoises avant de revenir garnir nos magasins sous une autre forme : des chaises, des tables ou encore du parquet. La France, en voie de tiers-mondisation, se retrouve à exporter une matière première précieuse constituée par les années sans pour autant engranger les bénéficies produits par sa transformation. Un phénomène qu'on déplore en Afrique, victime de la malédiction de ses matières premières, mais qu'on laisse se développer ici même, dans notre propre pays.

Pire encore : alors qu'on exporte massivement notre bois vers de trop lointains horizons, voici qu'on s'est récemment mis à importer sur notre sol des troncs de Roumanie. Alors qu'il est de notoriété publique que la traçabilité est particulièrement compliquée s'agissant du bois, on sait désormais les conditions dans lesquelles les exploitants roumains s'occupent de ce marché, au point qu'il est permis de parler d'une véritable « mafia du bois » dont la légalité des pratiques ne semble pas relever de ses priorités. Grâce aux images satellites, *Global Forest Watch* a pu calculer que 317 000 hectares des forêts roumaines ont été abattus entre 2001 et 2017. C'est l'équivalent de 444 000 terrains de foot. La moitié de ces arbres poussaient dans des parcs nationaux ou des zones de conservation et étaient âgés d'une centaine d'années.

De quoi nous permettre d'imaginer le scandale absolu que représente ce marché de dupes, et dont les pertes pour notre patrimoine dépassent de loin le prix du marché, puisqu'il s'agit d'une partie de nous-mêmes qu'on découpe sans vergogne !

Contrecarrer cette tragédie par une volonté politique forte

Tant chez nous qu'au bout du monde, nous devons lutter pour préserver les forêts en mettant d'urgence en œuvre une exploitation raisonnée, permettant à chaque peuple d'en vivre et de rester sur sa terre.

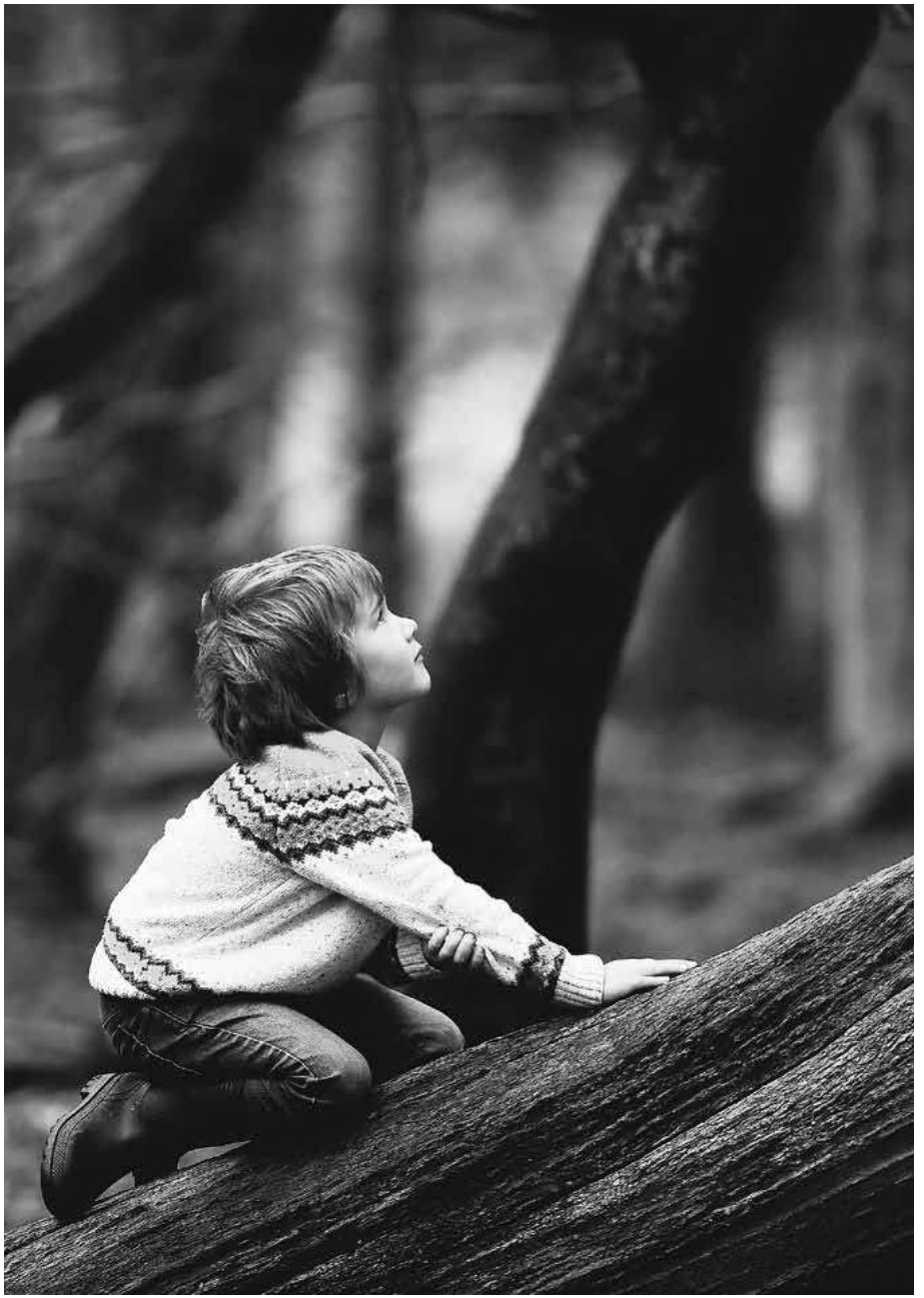
On ne mesure pas assez que la déforestation constitue le déracinement le plus radical pour l'Humanité qui en dépend intégralement !

Dans les faits pourtant, rien ne change ! Plutôt que de nous donner raison, nos adversaires continuent d'entretenir un double discours, en appelant à des jours meilleurs tout en prenant des décisions pour que ceux-ci n'adviennent jamais. Par exemple, les signatures d'accords commerciaux catastrophiques avec le Vietnam et peut-être demain avec le Mercosur démontrent toutes les contractions d'une politique mondialiste qui va nous coûter très cher !

Les arbres qu'on découpe, les souches qu'on laisse pourrir, les champs d'arbres, la biodiversité qui s'éteint : la déforestation est à l'image de la mondialisation destructrice et sauvage que nous subissons. Seule la volonté politique peut permettre de contrecarrer cette tragédie, à l'image de Madagascar qui a lancé un plan de reboisement massif.

De l'essor démographique africain aux limites du modèle économique dans lequel nos pseudo-élites nous embarquent à nos dépens : tout est lié !

Défendre les forêts, c'est surtout s'obliger à agir à la racine même du problème. ■



Une plongée en profondeur dans le fonctionnement des institutions européennes

Par Hervé Juvin

Michel Barnier vient de publier aux éditions Gallimard *La Grande illusion. Journal secret du Brexit (2016-2020)*, un compte-rendu des négociations qui ont réalisé le Brexit.

Désigné pour conduire les négociations et diriger l'équipe chargée du plus important dossier que l'Union ait eu à affronter depuis sans doute la mise en place de l'euro, Michel Barnier a rempli sa mission. Un accord a été trouvé, le spectre du « no deal » évité, et la volonté du peuple britannique, clairement affirmée par référendum, a été respectée. Pour le reste, il est bien tôt pour juger la conviction de l'auteur : le Royaume-Uni a commis la plus grande erreur de l'après-guerre, il ne tardera pas à la regretter. Sans en juger, et au moment où le rêve de l'entente anglo-américaine semble mise à mal par les conditions du retrait d'Afghanistan, le lecteur trouvera grand intérêt à une plongée en profondeur dans le fonctionnement des institutions européennes, les rapports pas toujours simples avec les États membres, et l'effarante complexité des dispositifs institutionnels européens. Les familiers s'amuseront de portraits saisis sur le vif, où percent parfois les sentiments de l'auteur, qu'il s'agisse de Sabine Weyand, de Margrete Vestager, si amicalement traitées, de nombreux négociateurs britanniques dont il salue sportivement le professionnalisme, ou encore de Jean-Claude Juncker, de Charles Michel, voire d'Emmanuel Macron, sur lesquels la plume se fait pointe.

Un respect, sans doute sincère, pour la réalité des Nations

Même si Michel Barnier prend bien soin de ne jamais citer les membres des groupes Nations et Libertés, d'abord, devenu Identité et Démocratie, en dehors de Nigel Farage pour lequel on sent une sympathie indignée, le lecteur attentif sera sensible à l'attachement de Michel Barnier aux drapeaux nationaux, dont il exige qu'ils côtoient le drapeau européen dans ses bureaux. Il observera la priorité constante, au prix de combien de temps et de voyages, que Michel Barnier accorde à la consultation directe et au soutien formel des dirigeants de chacun des États membres, et son respect sans doute sincère pour la réalité des Nations. Enfin, comment ne pas être sensible à la citation de Chris Patten, « La défense de l'intérêt national se ne joue pas seulement au niveau national », que l'auteur traduit en recommandant à l'Union d'être moins sûre d'elle, moins satisfaite d'elle-même, moins arrogante à l'égard des Nations – le négociateur du Brexit saurait-il négocier cette Union-là ? Mais le livre compte-rendu évite soigneusement la seule vraie question : comment et jusqu'où Michel Barnier avait-il pour mandat de punir la Grande-Bretagne ? Car l'idéologie européiste est celle d'un club que l'on ne peut quitter sans beaucoup souffrir – ce qui s'appelle une mafia. Il s'est agi, il s'agit toujours pour l'Union de faire de la Grande-Bretagne un contre-exemple. C'est le point aveugle d'un ouvrage que de suivre l'affirmation totalitaire par excellence, qui déshonore son auteur et ses suiveurs : il ne peut y avoir de choix démocratique contre les Traités de l'Union ! Nous serions intéressés à connaître l'opinion de Monsieur Barnier à ce sujet. ■

Michel Barnier

Né le 9 janvier 1951 à La Tronche (Isère). Après avoir été plusieurs fois ministre et deux fois commissaire européen, il est à partir de 2016 négociateur en chef pour l'Union européenne chargé de mener les négociations liées au Brexit puis prend la tête de la force opérationnelle formée pour finaliser celles-ci et négocier les futures relations avec le Royaume-Uni.

La Grande illusion. Journal secret du Brexit (2016-2020)
par Michel Barnier • éd. Gallimard, 2021

Le lecteur attentif sera sensible à l'attachement de Michel Barnier aux drapeaux nationaux, dont il exige qu'ils côtoient le drapeau européen dans ses bureaux.

Et aussi…

Tocsin. Chroniques contre les liquidateurs de la France
par Jérôme Rivière
éd. de la Nouvelle Librairie, 2021

Cet ouvrage est un recueil des interventions de Jérôme Rivière, Président de la Délégation française du Groupe Identité et Démocratie, à la commission Sécurité Défense du Parlement européen (SEDE). Publié avec le concours de la Fondation, *Tocsin* rappelle utilement les dérives de l'Union en matière de protection des frontières et de puissance, dénonce les incohérences du discours, des moyens et des faits, et convoque l'Union à affronter son bilan et accepter ses responsabilités dans l'enlisement sécuritaire de nos Nations. Une lecture mobilisatrice et salutaire.

IDées
LE POUVOIR LE MONDE LA VIE

Édition, conception graphique, communication
et conception éditoriale **Côté Média**

Ont collaboré à ce numéro
Gerolf Annemans, Dominique Bilde, Gérard Chaliand,
Hervé Juvin, Henri Malosse, Xavier Raufer

Imprimé en Belgique par **Graphius** • graphius.com
Papier 100% recyclé et produit en France • Dépôt légal 4ème trimestre 2021
ISSN en cours

Crédits photos & copyright
Couverture : Monsieur Le Chien pour IDées, 2021
Toutes les images : pixabay.com • flickr.com • pexels.com • wikipedia.com

PATRIOTS
FOR **EUROPE FOUNDATION**

Revue publiée par Patriots for Europe Foundation
25 Boulevard Romain Rolland - 75014 – Paris – France
Numéro de SIRET : 823 400 239 00021
Président de Patriots for Europe Foundation : Andràs Laszlo
Directeur : Raphaël Audouard
Publiée en 2021
contact@pfe-foundation.eu
www.pfe-foundation.eu

La Patriots for Europe Foundation est partiellement financée par le Parlement européen et a la seule responsabilité de cette publication. Cette publication n'est pas destinée à la vente.